

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DES LOIS
ET
IMPOTS SOMPTUAIRES

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

Marthe LÉRIGET

Lauréate de la Faculté (1914)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE « L'ABEILLE » (Coopérative Ouvrière)

14, Avenue de Toulouse. — Téléphone: 8-78.

1919

DES LOIS
ET
IMPOTS SOMPTUAIRES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DES LOIS
ET
IMPOTS SOMPTUAIRES

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)



PAR

Marthe LÉRIGET

Lauréate de la Faculté (1914)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE « L'ABEILLE » (Coopérative Ouvrière)

14, Avenue de Toulouse. — Téléphone: 8-78

—
1919

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. BRÉMOND, Doyen, professeur de Droit administratif.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique (suppléé).

MORIN, professeur de Droit civil.

BRIDREY, professeur de Droit romain.

GERMAIN MARTIN, professeur d'Economie politique.

RICOL, professeur de Droit civil.

DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel (suppléé).

PERROT, professeur d'Histoire du Droit.

DUBOIS, chargé des fonctions d'agrégé (Droit constitutionnel).

BECQUÉ, chargé de cours suppléant de Droit criminel.

BOSC, chargé de cours de Droit romain (2^e année).

VIGIÉ, doyen honoraire.

LABORDE, professeur honoraire.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.

BRIDREY

MORIN

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Archives parlementaires. — Première série : de 1787 à 1799 ; cahiers de doléances des Etats généraux de 1789 dans les 7 premiers volumes. Tables aux tomes VII, XXXIII, LI. — Deuxième série : de 1800 à 1860.

BASTIAT. — *Sophismes économiques*, éd. Guillaumin, 1862, vol. 4 et 5.

BAUDRILLART (Henri). — *Histoire du luxe privé et public*, éd. Hachette, 1881. 4 vol. — Jean Bodin et son temps, éd. Guillaumin. 1 vol.

BAUTHIAN (Charles). — *Le luxe et les lois somptuaires (droit romain)* (Thèse Rennes, 1891).

BOUCARD et JÈZE. — *Traité de la science des finances*. 2 vol. 2^e éd. Giard et Brière, 1902.

CAGNAT. — *Le portorium* (Thèse lettres, Paris, 1880).

COURCELLE-SENEUIL. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. I, 2^e éd., Amyot, 1867.

COURTRAY. — *Les impôts sur le luxe* (Thèse Paris, 1895).

DELAUVAUD. — *Le cens et la censure* (Thèse Paris, 1884).

Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, de Daremberg et Saglio, v^o *Leges sumptuariæ*.

DUVERGIER. — *Collection des lois, décrets, ordonnances, etc.*

FUSTEL DE COULANGES. — La cité antique. 1 vol. Paris, Hachette, 1870.

GIRAUDIAS. — Etude historique sur les lois somptuaires (Thèse Paris, 1910).

Grande Encyclopédie Berthelot, v^o Luxe, t. XXII.

ISAMBERT. — Les anciennes lois françaises de l'an 420 jusqu'à 1789. 29 vol. Paris, Belin-Leprieur et Verdière, 1822-33.

Journal officiel. — Documents parlementaires, années 1917, 1918 et 1919. — Débats parlement., 1918-19.

LAURIÈRE. — Recueil des Ordonnances des Rois de France de la troisième race (Tables par Pastoret. 2 vol.). Paris, imprimerie roy., 1723-1849. 21 vol. in-folio.

LAVELEYE (DE). — Le luxe. Bibl. Gilon. Verviers, 1887.

LEROY-BEAULIEU. — Art. dans la Revue des Deux Mondes du 1^{er} novembre 1894. — Principes de la science des finances. 2 vol., 5^e éd., Guillaumin, 1891.

MILL (John-Stuart). — Principes d'économie politique (trad. Courcelle-Seneuil), t. I et II. Guillaumin, 1873.

MONTESQUIEU. — De l'esprit des lois (Livre 7). 4 vol. Amsterdam, Châtelain, 1749.

MONTHYON (DE). — Influence des diverses espèces d'impôts sur la moralité des peuples. Collection des principaux économistes (Guillaumin), t. XV.

MOYE (Marcel). — Précis élémentaire de législation financière, 5^e éd., 1917.

PARIEU (DE). — Traité des impôts. 4 vol. Cotillon, 1866-67.

PASTORET (DE). — Recherches et observations sur le luxe des Romains et leurs lois somptuaires. Dans le Recueil des Mémoires de l'Académie des Inscriptions, 2^e série, t. III, 1818.

PROUDHON (P.-J.). — Théorie de l'impôt. 1 vol. Lacroix, 1868 (T. XV des Œuvres complètes).

Revue des lois nouvelles, année 1918.

Revue politique et parlementaire, années 1917-18.

- RUPIN. — Les idées économiques de Sully (Thèse Rennes, 1908).
- SAY (Jean-Baptiste). — Cours complet d'économie politique. Collect. des principaux économistes, t. X, XI.
- SAY (Léon). — Les solutions démocratiques de la question des impôts. 2 vol. Guillaumin, 1886.
- SMITH (Adam). — Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Collect. des principaux économistes, t. V et VI.
- STOURM (René). — Systèmes généraux d'impôts. Guillaumin, 1 vol., 1893. — Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution. 2 vol., 1885.
- THISSE (R.). — Le censeur et le « regimen morum ». Brochure, Montpellier, 1896.
- VERTOT (Abbé DE). — Mémoire sur l'établissement des lois somptuaires parmi les Français. Académie des Inscriptions, année 1766.
- VIOLLET (Paul). — Droit public et institutions de la France, éd. 1890, Larose et Forcel. 3 vol.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

« Un sujet tout neuf... le luxe ! » s'écrie un personnage comique de Sardou. Il ne semble pas possible, en effet, d'apporter des idées nouvelles sur un sujet tant de fois traité depuis des siècles par les écrivains les plus éminents. Nous avons pourtant entrepris cette tâche en nous plaçant, non pas au point de vue moral ou économique, mais sur le terrain juridique. C'est donc la *législation sur le luxe* dont nous nous proposons de faire l'histoire : nous l'étudierons successivement en droit romain et en droit français. Notre but n'a pas été de donner une énumération plus ou moins complète des textes législatifs. Nous avons essayé plutôt de dégager l'esprit de ces textes, de les placer dans leur cadre historique et au milieu des faits sociaux qui leur communiquent un intérêt vivant.

Dans notre troisième et dernière partie nous avons tenté une mise au point de la question si controversée des impôts somptuaires. Cette question a pris un caractère d'actualité grâce aux controverses qu'a soulevées récemment la taxe de 10 p. 100 sur les objets de luxe.

C'est à l'occasion de cette mesure que nous avons eu l'idée d'entreprendre la présente étude avec l'espoir d'apporter peut-être un peu de clarté dans les interminables discussions dont la législation somptuaire a toujours été l'objet.

DES LOIS

ET

IMPOTS SOMPTUAIRES

INTRODUCTION

LE LUXE

§ 1^{er}. Définition du luxe. Ses adversaires et ses partisans

Le luxe et sa législation devant faire l'objet de nos développements postérieurs, il paraît logique de chercher à le définir. Nous obéissons en cela à une habitude de l'esprit, suivant laquelle on établit d'une façon précise le sujet que l'on veut étudier. Mais la notion de luxe, qui semble aisée à préciser, se dérobe au contraire à toute définition rationnelle. Les dictionnaires l'analysent avec des termes qui auraient eux-mêmes besoin d'être

expliqués (1) ; et les économistes n'ont pas davantage réussi dans leurs tentatives.

Ainsi James Stewart (2) y voit « l'usage du superflu » ; mais il omet de dire ce qu'est le superflu et comment son emploi peut devenir un luxe. Car on concevrait très bien un usage du superflu qui consisterait à épargner de grosses sommes et non pas à les dissiper. J.-B. Say propose une autre formule : « on peut dire en général que le luxe est l'usage des choses chères » ; mais il corrige aussitôt cette définition, qui ne serait pas exacte pour tous les temps, en disant : « ce mot cher, dont le sens est relatif, convient assez à un terme qui est lui aussi relatif. » De son côté J. Droz (3) écrit : « Les dépenses de luxe sont des dépenses immorales..... Qu'un homme riche donne à sa femme un châte de 3.000 fr., cette dépense proportionnée à sa fortune n'a rien de déraisonnable ; s'il achète ce châte pour sa maîtresse, c'est une dépense de luxe. » Singulière définition qui fait dépendre la valeur économique d'un achat de la valeur morale de l'agent ! Il y a là une dangereuse confusion entre le point de vue éthique et le point de vue économique. M. de Kératry (4) ne l'a pas évitée, quand il affirme que « le luxe est ce qui crée des besoins mensongers, exagère les besoins vrais, les détourne de leur but, établit une concurrence de prodigalité entre les citoyens, offre aux sens des satisfactions d'amour-propre qui enflent le cœur mais ne le nourrissent pas, et présentent aux autres le tableau d'un bonheur auquel ils

(1) Littré définit le luxe : « Une abondance de choses somptueuses ».

(2) *Inquiry into the principles of political economy*, 1767.

(3) *Economie politique*, I, 4, chap. 1^{er}.

(4) *Inductions morales et physiologiques*, 1817.

ne pourront atteindre ». C'est dans le même esprit que M. de Laveleye dit : « J'appelle objet de luxe toute chose qui ne répond pas à un besoin premier et qui détruit le produit de beaucoup de journées de travail. »

En plus des inexactitudes particulières, ces définitions ont un défaut général : elles contiennent une appréciation en bien ou en mal de la chose à définir ; elles reflètent les goûts et les opinions personnelles de leurs auteurs. Ce sont des jugements plus ou moins contestables, mais non des définitions. Nous préférons donc la formule, encore imparfaite et vague, de M. Leroy-Beaulieu ; elle a l'avantage d'être une simple constatation de faits certains : « Le luxe consiste dans cette partie du superflu qui dépasse ce que la généralité des habitants d'un pays, dans un temps déterminé, considère comme essentiel non seulement aux besoins de l'existence, mais même à la décence et à l'agrément. » Ce qu'il faut dire c'est que le luxe est un phénomène essentiellement évolutif, une notion relative et variable, qui change avec les époques, les lieux et les mœurs. Elle contient aussi un élément psychologique, car « il n'y a pas de luxe sans quelques raffinements dans les désirs, sans que s'éveille l'idée de superfluité » (1).

Il n'est pas étonnant qu'un concept, à la fois si vague et si complexe, ait provoqué des discussions passionnées, ait eu des adversaires farouches et des partisans convaincus. Voltaire disait avec raison : « On a déclamé contre le luxe depuis 2000 ans, en vers et en prose, et on l'a toujours aimé. » C'est en effet ce qui ressort des flots de vaines paroles qui ont été dites ou écrites sur la question. Examinons ces controverses.

(1) Cauwès : Economie politique.

I. — Dans l'antiquité le luxe ne rencontre, du moins en théorie, que des adversaires. Les doctrines dites « rigoristes » triomphent d'autant plus aisément qu'elles luttent contre un luxe odieux, des richesses mal acquises, des plaisirs dégradants, enfin contre un faste insolent pour la misère du peuple. Platon exclut de sa République l'industrie et le commerce, et par suite toute possibilité de luxe honnête et modéré. Xénophon vante la simplicité des agriculteurs. A Rome, les avis sont plus partagés ; mais toutes les écoles sont unanimes contre le mauvais luxe. L'une d'entre elles, le stoïcisme, se rendit célèbre par son horreur des jouissances matérielles ; il acquit une notable influence et fut le refuge des grandes âmes blessées par le spectacle attristant des mœurs et de la tyrannie impériale. Le stoïcisme inclinait du reste vers le spiritualisme, dédaignant les plaisirs des sens pour ne s'attacher qu'au bien moral. Sénèque recommandait même les mortifications « avec un zèle de directeur de conscience », dit M. Martha (1). Il prêcha l'« ataraxie » (ἀταραξία), c'est-à-dire la négation de toute passion et de toute activité, et l'« apathie » (ἀπάθεια) ou calme complet de l'âme. Il fallait donc repousser tout ce qu'ambitionnaient les jeunes Romains, les richesses, les honneurs, la vie active. Comme théoricien pur, Sénèque connut les erreurs et les exagérations ; il attaqua également l'architecture, le vêtement, l'art culinaire. Après lui, le stoïcisme eut beaucoup d'adeptes ; il en compta même jusque sur le trône en la personne de Marc-Aurèle. Mais son influence morale ne

(1) De la morale pratique dans les Lettres de Sénèque (1854).

pénétra guère dans les masses populaires. Ce fut le christianisme qui transforma la pensée romaine.

La nouvelle doctrine ne voit plus dans le luxe, comme les stoïciens, une cause de dégradation pour l'homme, un asservissement de l'âme à des désirs matériels ; elle y voit surtout un obstacle au salut éternel. Pour elle la pauvreté est le seul état favorable à la grâce divine. Elle admet bien cependant une inégalité nécessaire et par suite un certain luxe ; mais elle donne à ce problème une solution morale, la charité. Ces idées furent répandues par les Pères de l'Eglise qui attaquèrent ardemment les excès du faste romain et byzantin. Ils enseignèrent que la rédemption du riche était fort difficile, et que l'indifférence calme du sage, chère aux stoïciens, était insuffisante : il faut prendre une part active à la réalisation du bien moral.

Saint Ambroise et saint Basile affirmèrent, bien avant Proudhon, que la propriété est un vol (1)... « Posséder le superflu, dit saint Augustin, c'est posséder la chose d'autrui. » D'après lui, on vole au pauvre ce qu'on ne lui donne pas.

Le plus grand et le plus ardent de ces prédicateurs est certainement Tertullien. Il s'attaqua surtout à la femme, car il voit en elle l'instigatrice du péché. Génie profond et violent, il ne recula devant aucune conséquence extrême de ses principes, et ses écrits ascétiques pèchent par un rigorisme impitoyable. Ainsi son livre « *De cultu feminarum* » est plein de force, de belles pages et d'erreurs. Il y condamne sans ménagement les métaux précieux et la monnaie, les manifesta-

(1) Voir Guillon : Les Pères de l'Eglise, IX, 289.

tions de la science et de l'art. Avec moins de talent saint Cyprien est lui aussi un « misogynne » ; il menace les femmes qui se fardent des peines éternelles sous prétexte que « Dieu ne saurait les reconnaître sous leur masque de peinture ». Mais cette violence dans la prédication avait peut-être moins d'influence que les écrits de saint Jérôme. Cet habile moraliste faisait circuler des portraits, dans lesquels il blâmait la conduite de telle ou telle personne existante en faisant d'elle une peinture morale facilement reconnaissable. Il a ainsi très bien représenté la femme opulente et dévote qui, bien que chrétienne, sut de bonne heure allier le goût du luxe à une pieuse hypocrisie.

Saint Jean-Chrysostome, Salvien, Lactance tonnèrent eux aussi contre cet impérissable luxe. Sans doute les résultats ne furent pas proportionnés à leurs efforts ; mais, s'ils ne réussirent pas plus que les censeurs romains, au moins garderont-ils le mérite d'avoir parlé en faveur du pauvre. Or leurs plaidoyers étaient prononcés dans la réunion des fidèles, devant la foule des malheureux et souvent même en présence des riches et des puissants dont ils critiquaient la conduite. La foi nouvelle s'adressait ainsi à la conscience populaire et réveillait en elle l'espoir d'un avenir meilleur ; elle apportait un aliment nouveau à l'obscur besoin de justice et de réparation sociale qui est au fond de l'âme humaine. A ce point de vue, elle eut une influence plus profonde que les doctrines stoïciennes, qui n'étaient comprises que par quelques aristocrates de la pensée. Mais l'action des Pères de l'Eglise contre le luxe fut regrettable à certains égards. Ils ne surent pas garder de mesure ; ils condamnèrent aveuglément la monnaie, l'esclavage, les institutions de crédit, les jouissances de

l'art, et ne furent pas étrangers aux fureurs iconoclastes des premiers moines chrétiens (1).

II. — Au moyen âge la lutte contre le luxe est toujours menée par l'Eglise. Grégoire de Tours et saint Bernard, reproduisant les arguments des Pères, fulminent contre les abus luxueux : pour eux la femme parée est « un instrument du diable ». Mais la parole n'est plus suffisante ; il faut sévir.

Les Conciles défendent aux clercs l'ivrognerie (Agde, 506) et certains vêtements (Montpellier, 1195) tels que les gants blancs. La maison de Cîteaux critique amèrement la vie menée par les moines de Cluny qui « ont plusieurs matelas dans leur lit, n'observent pas les jeûnes, possèdent des seigneuries et même des banques ».

Quant à la satire laïque, elle est en général gaie et mordante, mais peu profonde ; elle se trouve répandue dans les fabliaux et les improvisations des trouvères. Tous jettent l'anathème aux manteaux de velours et d'écarlate, à la chemise de lin brodé, dont la confection est regardée par Jacques de Vitry comme un « métier criminel ». Aussi, lorsqu'au XIV^e siècle apparut un certain confort, les écrivains ne surent pas le distinguer du faste condamnable et le signalèrent avec horreur. Ils furent scandalisés de voir les matelas succéder aux paillasses, les lits se garnir de baldaquins et de rideaux de toile, les chandelles de cire se substituer aux torches fumeuses. Un auteur italien, Jean Musso, s'inquiétant de

(1) Voir, contre ces derniers, le plaidoyer du païen Libanus : « Pro templis ».

ces changements, s'écrie avec indignation : « ...enfin, on fait de grandes provisions de confitures ! »

III. — Au XVI^e siècle, l'école rigoriste changea de tactique. Elle se détacha de la casuistique pour se rapprocher de la philosophie. A cette époque, en effet, l'esprit laïque est imbu de la morale antique, des principes puisés dans Xénophon, Aristote, Sénèque, etc... En un mot la morale se sécularise, et ce ne sont plus uniquement des religieux dont nous allons entendre la voix. Écoutons celle de Montaigne, se moquant des variations de la mode (« Essais », Livre I, chap. 49) ; il voudrait voir les Rois employer leur argent à des travaux utiles à tous plutôt qu'à des dépenses somptuaires que les grands devraient dédaigner (« Essais », Livre III, chap. 6). Mais ce vaste esprit admet très bien le bon luxe, comme les spectacles, par exemple ; et n'est pas partisan des lois somptuaires, qu'il trouve tout au plus bonnes pour les bateleurs et les courtisanes. Jean Bodin, dans « la République », avec un mélange de tendances stoïciennes et calvinistes, est plus radical dans sa critique : il voudrait rétablir la censure et le « regimen morum ». En même temps Pierre Pithou, A. de Thou, du Vair, flétrissent le luxe venu d'Italie et déplorent le mouvement artistique que nous nommons Renaissance. La Satire Ménippée n'oublie pas de lancer ses pointes contre les excès pendant les guerres de Religion, tandis que Savonarole à Florence et Calvin à Genève luttent contre le même ennemi au nom de principes différents.

Pendant le XVII^e siècle, la censure du luxe n'a d'éclat que du haut de la chaire. Elle y est beaucoup moins rigoriste qu'au moyen âge. Les Bossuet, les Massillon, les Bourdaloue aiment la pompe dans l'Eglise comme

dans l'Etat ; ils savent plier leur souple éloquence aux exigences de la vie mondaine, et tout en étant prêtres ils n'oublient pas qu'ils sont courtisans. Les laïques parlent avec plus de liberté, et sont généralement plus profonds. C'est l'école de Port-Royal et Pascal, qui flétrit dans la neuvième Provinciale la morale facile « selon Escobar ».

De son côté le duc de Saint-Simon, plus satirique que moraliste, dit son horreur pour « la vile bourgeoisie se ruant en luxe de tout genre ».

IV. — La question du luxe va passer, avec le XVIII^e siècle, du domaine de la morale dans celui de la philosophie et de l'économie politique. Les adversaires vont trouver des contradicteurs parmi les grands écrivains.

Un des premiers partisans est l'Anglais Bernard de Mandeville, qui, dans la « fable des Abeilles » (1), prouve que la cupidité, la prodigalité, un gouvernement frivole peuvent concourir au bonheur général. C'était l'argument de La Fontaine (2) :

« La République a bien affaire
De gens qui ne dépensent rien !
Je ne sais d'homme nécessaire
Que celui dont le luxe épand beaucoup de biens.... »

Voltaire reprit ces idées dans la Défense du Mondain en leur donnant un tour original et spirituel, mais sans approfondir le problème. Ce fut Helvétius qui aborda le sujet avec plus d'ampleur. Il défend le luxe en tant qu'élément du travail humain. Pour lui l'homme ne travaille qu'avec l'espoir d'une récompense, c'est-à-dire du

(1) The fable of the bees, or private vices public benefits, 1723.

(2) L'avantage de la Science, Fable 19, Liv. VIII : le fabuliste y combat du reste l'argument qu'il met dans la bouche d'un riche ignorant.

succès ou d'une rémunération. Or la meilleure récompense est encore l'usage des superfluités. Supprimer le luxe, ce serait supprimer le but naturel de l'activité humaine et arrêter le progrès.

Voici maintenant les rigoristes, qui n'ont pas manqué au XVIII^e siècle. Le plus éminent est à coup sûr J.-J. Rousseau. Il établit ainsi la généalogie du luxe : « La première source du mal est l'inégalité. De l'inégalité sont venues les richesses, car ces mots de pauvres et de riches sont relatifs, et partout où les hommes seront égaux il n'y aura ni riches ni pauvres. Des richesses sont nés le luxe et l'oisiveté ; du luxe sont venus les beaux-arts, et de l'oisiveté les sciences. » Il semble alors que nous devrions bénir ce luxe, père des arts et des sciences ? Il n'en est rien. Suivant Rousseau, le savant qui travaille pour s'enrichir est peu respectable : il tend à multiplier dans la société un luxe qui « corrompt tout, et le riche qui en jouit et le pauvre qui le convoite ». Pour éviter ce foyer de corruption il faudrait moins d'industrie et plus d'agriculture, car les travailleurs de la terre ne songent pas à posséder de gros capitaux, et ne connaîtraient pas la misère si la répartition des fortunes était mieux faite : « s'il n'y avait point de luxe il n'y aurait point de pauvres ». Le philosophe de Genève avait surtout horreur de ces « manieurs d'argent » qui s'étaient faits à son époque une triste célébrité (1).

Dans le même sens que Rousseau l'Eglise fait entendre sa voix avec l'abbé de Saint-Pierre, qui craint encore le luxe bourgeois, parce qu'il efface les distinctions de classe (2) : « Il faudrait, dit-il, une marque sur l'habit,

(1) Cf. sur ce sujet les comédies de Dancourt et de Lesage. Pour les idées de Rousseau, v. le *Gouvernement de Pologne*, chap. 11.

(2) *Annales politiques*, t. I.

qui distingue le noble du roturier, par exemple une petite fleur de soie blanche brodée et appliquée à l'habit. » Pour l'abbé Pluquet le luxe a des conséquences plus graves : il y voit la cause uniforme de la décadence de toutes les nations depuis la création de l'homme.

Après les philosophes il faut faire une place à part aux économistes. En 1734 Melon, secrétaire de Law jusqu'en 1720, donnait son « Essai politique sur le commerce » ; ouvrage très remarqué par Voltaire. Il y développe la théorie de Mandeville qui voyait dans le luxe un stimulant de l'activité humaine. Rousseau traita ces idées « d'odieuses et d'empoisonnées ». Ce fut pourtant Melon qui comprit, un des premiers, combien le concept de « luxe » était relatif aux temps et aux personnes ; ce fut lui qui s'éleva avec force contre ces lois somptuaires « qui sentent le couvent ». David Hume, philosophe et historien, envisagea la question en économiste. Son « Essai sur le luxe » est intéressant. Plus que tout autre peut-être Hume a senti que le problème était affaire de mesure, de plus ou de moins. Il prouva que les siècles de luxe ont été les plus heureux ; mais il ajouta aussitôt que l'excès est ici plus dangereux qu'utile.

Avant de quitter les pays anglo-saxons il faut mentionner Adam Smith, qui se garde bien de vouloir proscrire le luxe, se contentant de l'imposer, et aussi Franklin qui ne voit pas non plus dans les dépenses superflues un péché mortel.

En France les Physiocrates sont sévères pour le luxe. Peu favorables à l'industrie qu'ils croient « stérile », ils le regardent comme un superflu préjudiciable à la reproduction. Le marquis de Mirabeau le flétrissait même chez les grands propriétaires terriens, car il voyait en lui une dépense « qui diminue les avances foncières ».

C'est dans un sens absolument contraire que Butel-Dumont écrit sa « Théorie du luxe ». Cet auteur y donne une place énorme aux considérations politiques, et se fait l'écho fidèle des idées qui circulaient déjà avant 1789. Il a le culte de l'industrie et de toutes les formes du progrès ; il se range du côté de Hume contre Rousseau. Enfin Sénac de Meilhan, dans ses « Considérations sur la richesse et le luxe », admet aussi que ce dernier est à sa place dans une société industrielle où les capitaux mobiliers abondent. Seulement, étant physiocrate, ses préférences vont à l'agriculture, et il finit par affirmer qu'à ses yeux le luxe est toujours destructeur.

Si donc on cherche à synthétiser en deux mots les divers courants d'opinion qui se mêlent ou se heurtent à cette époque de discussion que fut le XVIII^e siècle, on remarque aussitôt que l'école rigoriste a abandonné ses arguments religieux ; elle parle maintenant au nom de l'égalité et des droits de l'homme. Contre elle s'élève une école nouvelle, celle des partisans du luxe, qui voient en lui un phénomène nécessaire dans la société moderne, un signe certain de richesses et de prospérité.

V. — Que pense le XIX^e siècle du problème du luxe ? Pour les modernes, la liberté n'est pas seulement la liberté politique comme chez les anciens, mais la liberté civile, la liberté privée. Nous voulons une conscience libre, un foyer domestique libre. Pour nous le progrès et la civilisation se traduisent par l'élévation du niveau intellectuel et matériel des masses, qui recherchent le développement le plus haut et le plus complet de la science dans la sphère de la pensée. Nous estimons que la richesse, produite sans entraves, doit se répartir sans privilèges et se consommer sans intervention oppressive

de l'autorité publique. Or, dans ce progrès matériel, le luxe a sa place nécessaire : la répression de ses abus est uniquement affaire de mœurs. La théorie ascétique du retranchement des besoins ou l'idéal de simplicité primitive de Rousseau ne sauraient convenir à notre société. Nous voulons, au contraire, développer en tous sens notre activité sous la protection d'un pouvoir central qui laisse une libre carrière aux initiatives individuelles. Voilà la pensée moderne.

A bien des égards elle a inspiré les hommes de la Révolution, surtout au début. Mais il y eut un courant contraire. Les doctrines hostiles au luxe de Rousseau inspirèrent beaucoup de démagogues. On prêta à l'Etat un pouvoir absolu ; on décréta la vertu et on dit à la richesse : « Tu n'iras pas plus loin ! » Ce furent les idées des Conventionnels (1). Certains rêvèrent une République à la Fabius, où la pauvreté et même la saleté seraient des certificats de civisme. Robespierre et Saint-Just voulurent mettre ainsi tous les Français au niveau de leur propre médiocrité. Saint-Just en particulier veut soumettre les jeunes à un régime spartiate : on devra se nourrir de racines, de légumes, de pain et d'eau ; on dormira 8 heures par jour et on ira vêtu de toile en toutes saisons ; on aura ainsi des hommes égaux et vertueux. De son côté Rabaut-Saint-Etienne écrit : « Le législateur peut encore établir des lois précises sur le maximum de fortune qu'un homme peut posséder, et au delà duquel la société prend sa place et jouit de ses droits. » Avec lui les lois somptuaires connaîtraient encore d'heureux jours.

(1) Voir les indications que nous donnons à ce sujet dans la troisième partie de ce travail.

Mais contre ces utopies s'élève la voix éloquente de Vergniaud. Il repousse le rêve d'un Etat spartiate, car, dit-il, « l'égalité des citoyens est achetée au prix de la liberté des hommes, et pour avoir des Spartiates il faut avoir des Ilotes ». Il ajoute que, si l'on exagérât ce nivellement des fortunes, de plus terribles niveleuses, la misère et la mort, planeraient sur nos villes et sur nos campagnes ; ce serait l'égalité du désespoir et de la tombe.

Les Dantonistes et Camille Desmoulins voulaient eux aussi une République riche. Desmoulins repoussait même l'égalité de privations, et croyait sérieusement que « la Convention ne pourrait pas se rendre à elle-même un plus bel hommage si elle se disait : J'ai trouvé la Nation sans culottes et je la laisse culottée ».

Dans le courant du XIX^e siècle le luxe a soulevé de moins âpres discussions. Des écrivains, comme M. de Bonald et Nadault de Buffon, parlent encore contre lui. Ce dernier, dans son livre « Notre ennemi le luxe », reproduit les arguments vieillis de l'école rigoriste, reprend l'éternel refrain du « Paris Babylone moderne », et veut bien pourtant nous dispenser du joug des lois somptuaires. Mais en revanche il a un moyen personnel de restaurer la puissance paternelle, qu'il voudrait voir aussi forte que l'autorité du Paterfamilias romain : il suffirait, selon lui, de placer dans les maisons deux fauteuils monumentaux sur lesquels on lirait les mots *Pater* et *Mater*.

De nos jours les économistes se sont emparés de la question. Les adversaires du luxe avec M. de Laveleye, et ses partisans à la suite de M. Leroy-Beaulieu, ont transporté le problème sur le terrain solide de l'écono-

mie politique. Il nous reste à voir comment ils ont essayé de le résoudre.

§ 2. Le rôle économique du luxe

I. — *Le luxe et la production.* — Le luxe suppose une exagération dans la demande. Comme celle-ci constitue la mesure de la production, il paraît bien jouer le rôle, vis-à-vis de cette dernière, d'un véritable stimulant. Il la stimule, dit-on, à deux points de vue : 1^o pour alimenter son luxe le riche fait des dépenses et multiplie ses demandes ; 2^o mais, en même temps, ce riche est obligé d'augmenter ses revenus et de travailler lui-même pour maintenir son train de vie.

Donc, en premier lieu, on répète avec tous les partisans du luxe que « celui-ci fait aller le commerce ». Il est certain que, si les industries de luxe cessaient brusquement de produire, il s'ensuivrait une crise pour les ouvriers qu'elles emploient. On répond, il est vrai, qu'ils trouveraient ailleurs des emplois plus utiles à la société. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ces arguments.

En second lieu, on admet que le luxe incite celui qui s'y adonne à produire beaucoup pour subvenir à sa dépense. Le goût du superflu constituerait un agent de progrès : telle est la thèse développée par M. Leroy-Beaulieu dans la Revue des Deux Mondes du 1^{er} novembre 1894. Cet auteur admet que le luxe a une action stimulante incontestable, devient un aiguillon pour le travail, et, si l'on en croit David Hume, il finit par être

« moralisant ». Il serait donc faux de croire que le luxe amollit ; bien au contraire il chasse la paresse et l'oisiveté. Les intelligences les plus élevées subissent cet effet bienfaisant : « C'est pour procurer à leur femme et à leur fille ces biens et à eux-mêmes le luxe qui en résulte, que certains hommes ont peiné, inventé, affronté des périls (1) ». Il n'y aurait donc pas de travail désintéressé, pas d'efforts et même de souffrances voulus par simple plaisir de l'effort, par acceptation sereine de la douleur ? Ces sentiments sont rares, en effet, et la morale utilitaire les méconnaît. En somme, la thèse de M. Leroy-Beaulieu est une application de la théorie de l'utilisation des passions de Charles Fourier.

II. — *Le luxe et la consommation.* — « La consommation, dit Adam Smith, est l'unique but, l'unique terme de la production. » Après lui, les économistes distinguent les consommations « improductives » ou stériles et les consommations « reproductives ». Consommer ce n'est pas forcément détruire la matière ; c'est transformer ou anéantir les qualités qui la rendaient utile, échangeable. Donc, s'il y a transformation, ce sera une consommation reproductrice ; s'il y a destruction totale, nous serons en présence d'une consommation improductive. Ceci posé, dans quelle catégorie va-t-on placer le luxe ? On le considère généralement comme improductif, car il occasionne la perte d'une richesse sans qu'on y retrouve la préparation d'une pro-

(1) Melon disait aussi, dans l'Essai sur le commerce, ch. 9 : « Le militaire n'est valeureux que par ambition et le négociant ne travaille que par cupidité. »

duction ultérieure. Mais, dira-t-on, ce que l'homme riche dépense en superfluités n'est pas perdu ; tout cela se retrouve en salaires, gains des commerçants et profits de toutes sortes. Ce riche accélère la circulation des richesses, qui ont simplement changé de mains. On objecte alors que la société n'a rien gagné à ce déplacement, puisque la somme totale des richesses ne s'est pas accrue.

Cependant le transfert de ces valeurs des classes fortunées vers les classes pauvres paraît atténuer un peu la distance qui sépare les privilégiés des prolétaires, ainsi que nous le montrerons plus loin.

Puisque nous venons de signaler la place du luxe dans la consommation, il est temps d'examiner une question, que nous avons seulement indiquée, celle de l'action stimulante des dépenses somptuaires sur l'industrie et le commerce. Les adversaires du luxe tiennent cette opinion pour un préjugé. Elle se réduit, disent-ils, à ce sophisme : plus la consommation sera intense, plus la production se trouvera encouragée. Ce qui revient à dire qu'il faut consommer en vue de produire et non produire pour consommer.

Ainsi la richesse s'augmenterait par la dépense, c'est-à-dire par l'acte qui la détruit ; et le moyen devient la fin, au lieu de lui rester subordonné. C'est là, déclare-t-on, une énormité, un affreux barbarisme économique !

Bastiat a développé ce point, non pas sous la forme de ces raisonnements entortillés, mais dans des pamphlets pleins de verve tels que celui de la « Vitre cassée » (1). Pour lui le luxe est une destruction et jamais

(1) Bastiat : Sophismes économiques. Ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas.

un profit. Il suppose qu'une vitre est cassée : il y a profit immédiat sans doute pour le vitrier qui la répare ; mais il y a perte pour le consommateur, qui aurait employé à une dépense utile, à acheter des souliers par exemple, l'argent consacré à l'achat d'une nouvelle vitre. Seulement, puisque nous sommes dans le domaine des hypothèses, on peut admettre que le consommateur, surtout s'il est riche, fera, quoi qu'il arrive, l'achat utile, et en plus la dépense somptuaire : il acquerra une vitre neuve, paiera son cordonnier, et tout le monde sera content. Du reste Bastiat confond dans son exemple la prodigalité et le luxe : « c'est ce qu'il ne voit pas. »

Il voit mieux la supériorité de l'épargne sur le luxe comme stimulant de la production : « épargner, dit-il, c'est dépenser. » La dépense de l'homme qui place ses capitaux est productive ; c'est un prêt qu'il fait à l'industrie et au commerce. J.-B. Say affirme aussi que « tout l'avantage est du côté de la consommation reproductive ». On doit même, selon lui, préférer l'avare au prodigue, car la valeur dissipée par ce dernier ne le sera plus de nouveau, tandis que l'argent thésaurisé tombera tôt ou tard entre des mains plus intelligentes qui le placeront et le feront valoir : « C'est l'épargne seule, conclut Say, qui fait une nation riche. » Enfin, suivant Stuart-Mill, on est utile aux travailleurs non par ce qu'on dépense, mais seulement par ce qu'on ne dépense pas. M. de Laveleye a poussé ces raisonnements spécieux presque jusqu'à l'absurde.

Il suppose qu'un riche banquier offre à ses amis de fastueuses soirées. Le maître de la maison et les invités rivalisent de magnificence. L'argent coule à flots pour le plus grand profit des domestiques et fournisseurs de tout ordre. Soudain survient, au milieu de la

fête, un prédicateur, religieux vénérable, vrai personnage biblique, qui « est pénétré de la sainte rigueur des anciens Pères ». Or ce docteur fait merveille : il étonne, il émeut, il persuade, si bien que tous les conviés, touchés de la grâce, se débarrassent de leurs parures et renoncent au luxe, à ses pompes et à ses œuvres. Qu'arrivera-t-il ? se demande naïvement M. de Laveleye. Que feront ces personnes de leur argent ? C'est bien simple : l'un améliorera un terrain négligé ; un second agrandira sa fabrique : un troisième prendra des actions de chemins de fer, et contribuera ainsi pour sa part à la construction de quelques mètres de voies ferrées. « Ces millions, ajoute l'auteur, alimentent la même quantité de travail et font vivre le même nombre d'ouvriers. Seulement ceux-ci sont occupés dans les campagnes, où on ne les voit pas, et non plus dans les ateliers de coiffeurs, de confiseurs, de marchands de modes, où on les avait sans cesse sous les yeux. Il y a donc non suppression, mais déplacement d'occupation. »

Ainsi, grâce à l'hypothétique apparition d'un Savonarole moderne, des coiffeurs et confiseurs vont être contraints, sous peine de mourir de faim, à devenir valets de charrue, mineurs ou meuniers. On peut douter tout d'abord de leur bonne adaptation à ces occupations nouvelles. Ils verront en outre leur salaire baisser. Le nombre des capitaux circulants augmentant considérablement par suite de cette épargne intensive, il pourrait s'ensuivre une surproduction, une baisse générale des prix, voire peut-être une crise économique. Comme dit Leroy-Beaulieu : « La question est mal posée, car elle a pour point de départ l'idée fausse qui consiste à croire que l'activité sociale est un tout une fois fixé.... Un milliard de supprimer pour le luxe n'est pas forcément

un milliard rendu aux consommations de première nécessité. »

Mais les adversaires du luxe croient triompher en faisant intervenir l'algèbre dans leurs raisonnements : Soit, en effet, C le taux moyen de la consommation individuelle; r le revenu national; i les consommations de luxe, et p la population, on a l'équation suivante :

$$C = \frac{r - i}{p}$$

On démontre alors que, si le numérateur augmente par la suppression de i , c'est-à-dire du luxe, le quotient C doit augmenter, p restant invariable. Donc ce sont les consommations individuelles qui bénéficient de la disparition du luxe.

On va plus loin. De la première équation on tire une seconde :

$$p = \frac{r - i}{C}$$

que M. Courcelle-Seneuil traduit ainsi : « Le chiffre nécessaire de la population est égal à la somme des revenus de la société, diminuée de la somme des inégalités de consommations (du luxe), et divisée par le minimum de consommation. » En raisonnant comme nous l'avons fait pour la première équation, on voit que la diminution de i augmenterait le numérateur, et par suite p le chiffre de la population. Celle-ci, débarrassée du luxe, arriverait à s'accroître.

Beaucoup d'économistes admettent, sur la foi de ces raisonnements et des statistiques, que les dépenses somptuaires tendent à trois buts : retarder l'époque des mariages, réduire le nombre des enfants, faire obstacle à l'« overpopulation » par le raffinement des désirs. Ces

résultats leur paraissent évidents : étant donnée une masse constante de biens, les parts individuelles seront d'autant plus fortes qu'il y aura moins de copartageants ; donc, pour augmenter la valeur des parts, on reste célibataire ou marié sans enfants. Malthus partageait cette manière de voir. Après lui les sociologues l'ont reprise en y voyant tantôt un mal, tantôt un bien suivant leur idéal personnel. Les partisans du luxe trouvent que certains pays auraient besoin de diminuer leur population, et qu'il n'est pas souhaitable de multiplier le nombre de ceux qui ne viennent au monde que pour y souffrir et y mourir de misère. Par contre ses adversaires répètent que la fortune ne fait pas le bonheur, et que « c'est un crime contre Dieu et la Nature de refuser l'existence à des êtres à venir, dans le seul but de satisfaire de futiles jouissances ».

A notre avis cette discussion est oiseuse. Il nous semble imprudent de faire pénétrer les mathématiques dans la science sociale sous forme d'équations vides de sens, ou de statistiques auxquelles on fait dire tout ce que l'on veut. A supposer que le luxe ait une influence quelconque sur le mouvement de la population, il est vain de la déplorer ou de l'approuver, puisqu'on ne peut ni atténuer, ni supprimer le luxe.

D'autre part, s'il est vrai que le développement de l'aisance et la dépopulation coexistent en France, rien ne nous prouve que ces deux faits soient l'un une cause et l'autre un effet. On aurait tort d'appliquer ici l'adage menteur : *post hoc, ergo propter hoc*. C'est là une maxime qui, dans l'obscurité et la complexité inouïe des faits sociaux, conduit aux plus grossières erreurs.

III. — *Le luxe et la répartition.* — Depuis l'abbé

Menot qui s'écriait, au XVI^e siècle, « si les vêtements des riches étaient mis sous le pressoir le sang des pauvres en découlerait ! » jusqu'à J.-B. Say qui s'indigne parce que « le riche est habillé de velours, alors que le pauvre n'a pas de chemise », on a soutenu que le luxe ne faisait qu'aigrir les rivalités sociales et préparer la lutte des classes. On croit, avec Rousseau, que le luxe est une partie de la richesse nationale prélevée sur les nécessités des pauvres : autrement dit, « ne faites pas de petits souliers fins et tout le monde aura de bonnes chaussures ».

Mais d'autres penseurs estiment, comme Voltaire, que les consommations de luxe diminuent, au contraire, l'inégalité des conditions et sont un agent de répartition des richesses. Elles abaissent peu à peu la faculté d'appropriation des classes aisées ; elles combattent à la fois la misère et le « divitisme ». Le luxe serait donc un correctif pour la mauvaise répartition des biens et en ce sens ses partisans estiment qu'il remplit « une mission providentielle ».

C'est beaucoup dire. En réalité le luxe n'est pas une cause d'inégalité des conditions ; c'est un effet. Il ne développe pas à lui seul la sensualité, l'orgueil, la vanité, car ces vices préexistaient dans la société. Il excite seulement les jalousies de classes en exaspérant les désirs d'inégalité des riches et en augmentant les aspirations égalitaires des malheureux qui veulent abaisser jusqu'à eux les supériorités qui les blessent.

Quoi qu'il en soit, c'est « un phénomène économique inéluctable, dans toute société qui progresse en richesses, en sciences, et en lumières (1) ».

(1) Jourdan : Cours analytique d'économie politique, p. 738.

§ 3. Essais de solution du problème du luxe

Economistes et moralistes, considérant généralement la passion du luxe sous sa forme exagérée et violente, en arrivèrent à la regarder comme un « mal nécessaire », auquel il faut chercher des atténuations. Celles-ci sont de deux sortes : morales ou législatives.

I. — *Le luxe et la morale.* — Entre l'école rigoriste et l'école dite « relâchée », il y a une doctrine de juste milieu qui a été développée par M. Baudrillard. Cet auteur trouve bien durs « les docteurs impitoyables qui sous le nom de luxe maudissent tant d'inventions utiles ou agréables qui ont augmenté la quantité de bonheur sur terre ». Pour lui, supprimer les besoins, c'est supprimer le travail. L'ascétisme nie la civilisation. Par contre, il ne peut s'empêcher de blâmer les excès coupables du luxe d'ostentation. Il distingue donc le *luxe modéré* et le *luxe abusif*, qui peut être absolu ou relatif : absolu quand il est pleinement réprouvé par la morale, et relatif quand il y a disproportion entre la dépense et le revenu de l'agent, même si la dépense n'est pas immorale.

La critique de cette théorie est aisée. La distinction proposée entre un luxe modéré et un luxe abusif est fort délicate, et aboutit à des définitions vagues. Peu importe du reste à l'économiste que le luxe soit immoral ou non. Il y voit un simple déplacement de richesses et ne recherche pas les mobiles psychologiques.

D'autre part, les vœux formulés en faveur du luxe modéré sont platoniques. Quel est le pouvoir social qui peut forcer les riches à ne pas abuser de leurs biens ? Il n'y a qu'un frein aux jouissances de cette nature, c'est l'impossibilité de les satisfaire. La théorie du juste milieu a donc échoué dans sa tentative de solution du problème, puisqu'elle veut s'adresser à la modération et à la raison pour réfréner une passion ; or, qui dit passion, dit sentiment aveugle, et par conséquent irraisonné.

Une autre solution morale, qui a été proposée par les Pères de l'Eglise, est celle du renoncement et de la charité. Elle agirait comme un agent de répartition à la place du luxe. Elle effacerait mieux que lui les inégalités sociales, puisqu'elle serait un dépouillement gratuit du riche en faveur du pauvre. On insiste sur cette gratuité pour dire que la bienfaisance est économiquement supérieure au luxe, car elle constitue un don qui n'exige du pauvre aucun travail en retour du bienfait accordé. L'Eglise catholique offre une théorie complète de la charité, elle est résumée dans cette parole du Christ : « Si vous voulez être parfait, vendez tout ce que vous possédez, donnez-en le prix aux pauvres et suivez-moi (1). »

Mais il est bien évident que les partisans de cette doctrine accueillent avec faveur la charité laïque aussi bien que religieuse.

Mais ils se sont heurtés à des critiques très vives. On accuse la charité de nombreux méfaits. Tout d'abord elle serait une injustice, car elle est faite au détriment de ceux qui travaillent dans l'intérêt de ceux qui ne font rien. En second lieu elle favoriserait la paresse, détrui-

(1) Evangile selon saint Mathieu, xix-21.

sant le ressort de toute énergie et conduisant à l'abaissement des caractères ; enfin elle servirait surtout l'orgueil et l'égoïsme, car, suivant le mot de La Rochefoucauld, « la charité n'irait pas toujours si loin, si la vanité ne lui tenait pas compagnie ».

Ces reproches sont-ils fondés ? Ils le sont surtout en ce qui touche la charité publique organisée par la loi. Les sommes que l'Etat distribue aux indigents ne sont pas données avec tout le discernement désirable, car il lui est impossible de prendre des renseignements sur tous les malheureux. Il laissera donc sans soulagement des misères intéressantes, tandis qu'il gaspillera des fonds en faveur des indignes. Ces résultats deviennent scandaleux quand les sommes sont prélevées directement sur l'impôt, c'est-à-dire sur les citoyens actifs. On se souvient à ce propos des inconvénients de la taxe des pauvres en Angleterre et des « *Poors' Laws* », dont on a pu dire qu'elles étaient « une vraie gangrène nationale » (1).

La charité privée pourrait être plus clairvoyante ; mais elle n'est pas assez généralement pratiquée. Elle porte sur des sommes infimes, et par suite sa valeur économique est presque nulle. La charité n'est donc pas une solution de la question. Contre le désir des richesses les conseils de la religion demeurent inopérants, puisqu'ils sont dépourvus de sanction immédiate. Quant à ceux qui ne professent aucun culte, ils ne seront conduits à donner que par la voix de leur conscience et de la loi morale. Or nous sommes obligés de constater

(1) Voir les traités sur ces lois du révérend Th. Spencer, oncle du philosophe.

que ces voix restent le plus souvent muettes et impuissantes en face des passions humaines.

II. — *La législation sur le luxe.* — Devant l'insuffisance de la contrainte morale, le législateur a cru devoir intervenir pour prohiber ou atténuer les dépenses de luxe. Ce fut l'objet des *lois somptuaires* que nous rencontrerons surtout à Rome et dans notre France monarchique, c'est-à-dire aux époques où l'indépendance des individus vis-à-vis de l'Etat était faible.

Nous verrons, dans les pages qui vont suivre, que le pouvoir central a rarement voulu faire œuvre morale. Il cherchait plutôt à intervenir dans la répartition des richesses, soit pour satisfaire les tendances niveleuses des classes non possédantes, soit pour accentuer les inégalités sociales en faveur des riches et des privilégiés.

Au XVIII^e siècle de grands penseurs parlaient encore en faveur de la législation contre le luxe. Ainsi Montesquieu, dans son « Esprit des lois », admet sa nécessité pour les Etats démocratiques, car, dit-il, « comme l'égalité de distribution des richesses fait l'excellence d'une République, il suit que moins il y a de luxe dans une République plus elle est parfaite » (1). Montesquieu se laisse ici emporter par l'idée qu'il se faisait des rigides vertus démocratiques et par son admiration pour l'antiquité. Mais l'histoire nous a montré que l'inégalité des fortunes était compatible avec la forme démocratique du gouvernement, et que celle dernière n'avait pas une influence moralisante sur les citoyens. Les représentants de la nation n'ont pas en effet une valeur morale supé-

(1) Voir le commentaire des idées de Montesquieu sur le luxe dans un art. de la Revue d'économie politique de 1891, par J. Oczapowski.

rieure à celle de la nation elle-même. Les faits nous prouvent aussi que, malgré l'opinion de Montesquieu, les monarchies n'ont pas forcément besoin de luxe pour subsister, et que les lois somptuaires même « relatives », c'est-à-dire destinées à restreindre des dépenses trop coûteuses, y sont inutiles.

Toutefois, nous le répétons, l'auteur de l'Esprit des lois, en se déclarant partisan des lois somptuaires, n'a eu en vue que les Républiques antiques pour qui la frugalité serait un devoir civique. C'est pourquoi nous ne saurions partager son opinion, puisqu'elle se base sur un état social qui a cessé d'être le nôtre.

Les économistes, aux XVIII^e et XIX^e siècles, furent unanimes à repousser les lois contre le luxe. Ceux-là même qui parlèrent en faveur de l'épargne contre le luxe, Adam Smith et J.-B. Say, condamnèrent une telle législation.

« C'est une souveraine inconséquence, dit Smith, et une extrême présomption de la part des princes et des ministres que de prétendre surveiller l'économie des particuliers et restreindre leurs dépenses par des lois somptuaires ou des prohibitions sur l'importation des denrées étrangères de luxe. Ils sont toujours les plus grands dissipateurs de la société. »

Après lui Say estime que le législateur, ne pouvant statuer par voie d'espèces, devra établir des dispositions générales qui seront forcément des sources d'injustices. Il voit, en outre, dans ces mesures une atteinte à la liberté individuelle. Il s'appuie enfin sur les faits historiques pour démontrer leur inopportunité : nous aurons dans la suite à vérifier ces vues.

De nos jours tout le monde admet, avec ces auteurs, que les lois somptuaires seraient un non-sens. Mais,

avec eux également, beaucoup d'esprits estiment que des *impôts contre ou sur le luxe* s'imposent. On est d'accord pour vouloir substituer aux prohibitions directes une taxation qui, sans entraver la liberté de jouissance, enlèverait aux riches un peu de leur superflu en faveur de l'Etat. Le « Père de l'économie politique », que nous venons de citer contre les lois somptuaires, a pris la défense de ces impôts, qui auraient d'après lui tous les bons effets des lois contre le luxe sans en avoir les inconvénients. Ils n'amènent pas, comme les autres taxes de consommation, une hausse des salaires, et ils disposent le consommateur à modérer ses dépenses superflues. Plus récemment M. Baudrillart, tout en condamnant l'*impôt hostile au luxe*, attend des effets bien-faisants de l'*impôt sur le luxe*, qui cherche à atteindre la manifestation la plus évidente de la richesse. Il trouve même « qu'il est des cas in extremis où la liberté individuelle cède devant les règles supérieures de la morale et de l'hygiène ». Et MM. Boucard et Jèze, dans leurs « Principes de la science des finances », écrivent : « La tendance naturelle que l'on constate à peu près partout de se servir de l'impôt pour produire un effet moralisateur fait apparaître un caractère particulier des taxes de consommation. Il est rare qu'elles aient un caractère exclusivement fiscal. On peut même affirmer qu'en fait le point de vue fiscal n'est pas le principal objet qui soit envisagé dans la taxation des objets de consommation. »

Les partisans d'une telle taxation lui trouvent deux grands avantages : 1° en période de crise, elle pourvoira aux besoins de l'Etat, qui se seront accrus ; 2° en temps normal, elle permettra d'effectuer des dégrèvements sur les chapitres du budget les plus intéressants. D'autre part l'impôt somptuaire n'est pas, comme

la charité, dépourvu de sanction légale, et, en sa qualité de prélèvement obligatoire sur le superflu du riche, il est supérieur à l'épargne qui n'est qu'un prêt fait aux classes pauvres (1).

Au cours de l'histoire cet impôt a revêtu plusieurs formes. On a taxé le plus souvent des objets de luxe séparément : les chevaux, voitures, domestiques, matières d'or et d'argent, etc. ; ou bien on les a frappés en tant que signe extérieur de la richesse à l'occasion de l'impôt personnel mobilier. Nous aurons l'occasion de rencontrer ces modalités fiscales dans les pages qui vont suivre.

Nous observerons également une forme plus générale d'impôt sur le luxe qui a été établie plusieurs fois en période de crise, nous voulons parler de l'impôt sur le revenu global à tarif progressif. Il n'est pas nouveau dans notre histoire financière. Il fut prôné par Rousseau qui écrivait : « Celui qui n'a que le nécessaire ne doit rien payer du tout ; la taxe de celui qui a du superflu peut aller au besoin jusqu'à concurrence de tout ce qui excède son nécessaire » ; et plus loin : « l'imposition doit être faite en raison composée de la différence de leur condition et du superflu de leurs biens ». Cette formule obscure signifie que les tarifs doivent suivre progressivement toute la partie réputée superflue.

Au siècle dernier, Léon Faucher (2) estimait « qu'on pouvait imprimer ce même caractère progressif aux impôts de luxe et aux droits prélevés sur les successions ». M. Baudrillart disait aussi : « La plupart des

(1) Nous verrons, dans notre troisième partie, ce qu'il faut penser de ces assertions.

(2) *Mélanges d'économie politique et de finances*. Paris, 1856. 2 vol.

écoles socialistes et communistes substituent à l'impôt somptuaire l'impôt progressif, ou ne recourent au premier que comme auxiliaire et sous la forme la plus durement progressive. Il est clair que c'est au luxe et aux inégalités réputées excessives qu'elles s'attaquent par ce moyen (1). » L'impôt progressif aboutirait, en effet, avec le temps, au nivellement des fortunes et par suite à la suppression du luxe. Il établirait l'« égalité de sacrifices ». On dit : si on demande 100 fr. à celui qui n'a que 1.000 fr. de rente, on le prive du nécessaire : mais, en exigeant 10.000 fr. de celui qui en possède 100.000, on atteint à peine son superflu. Donc un taux progressif, en pesant lourdement sur les grosses fortunes, égalisera les sacrifices suivant les possibilités fiscales de chacun. On a voulu donner ainsi une base philosophique à une théorie financière, croyant que la somme de privations et de désagrément imposés par la taxe serait la même pour tous. Cependant il est difficile de mesurer la sensibilité des contribuables pour savoir s'ils réagiraient tous de la même façon devant l'impôt. « On veut égaliser la faculté psychologique de payer l'impôt, dit M. Baudrillart ; ce n'est pourtant pas en rendant sentimentale une question aussi positive qu'on peut se flatter de la résoudre. » Ce que l'on établirait avec un pareil système, ce serait l'égalité de misère, car en infligeant un surcroît de charges aux riches on ne soulage point les pauvres : on cherche seulement à corriger une inégalité involontaire par une injustice voulue (2).

(1) Revue des Deux Mondes, octobre 1871.

(2) Voir M. Moye : Précis de législation financière, 5^e éd., p. 70 et suivantes. — M. Jèze : Eléments de la science des finances. Il admet qu'une progression lente pourrait redresser l'injustice des taxes de consommation.

« Avec l'impôt progressif intégral on retourne en fait au système des lois somptuaires », disait Condorcet. On revient à la législation directement prohibitive. Beaucoup de théoriciens se sont demandés si nous ne nous préparions pas de nos jours à un semblable retour. Aux craintes des uns et aux désirs des autres M. Jèze répondait « que ceux qui parlent avec effroi d'un impôt progressif raisonnent en dehors de toute réalité présente et se battent contre un fantôme qui ne verra jamais le jour ». Nous remarquerons bientôt que le fantôme a déjà vu le jour plusieurs fois. Vivant symbole des luttes sociales, il se dressera peut-être de nouveau aux yeux épouvantés des classes possédantes.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT ROMAIN

CHAPITRE PREMIER

Période républicaine

Dans la cité antique l'Etat avait un droit de contrôle absolu sur la vie privée des citoyens. La conservation des mœurs dans leur pureté primitive était un devoir pour le législateur, et nul ne songeait à lui contester cette autorité. « Nos ancêtres, dit Plutarque, ont toujours considéré les actes privés du citoyen comme étant d'une bien plus grande importance pour la République que ses actes publics. Aussi a-t-on toujours admis que la loi devait régler ces actes en déterminant la manière dont se feraient les mariages, comment les citoyens dispose-

raient de leurs biens afin qu'ils ne se livrassent pas à des dépenses exagérées. » Il n'y a donc pas primitivement de vie à part et hors de l'Etat, pas de liberté individuelle. Aussi voyons-nous se multiplier chez tous les peuples anciens, et surtout à Rome, les lois somptuaires.

Dans la Rome primitive l'emprise de l'Etat sur les citoyens tient à plusieurs causes : ils n'ont guère de vie privée, leur existence étant tout extérieure ; ils cultivent leurs champs, font la guerre, discutent au Forum. En outre la religion a toujours avec la morale personnelle un lien étroit et cette religion est entièrement question d'Etat. Néanmoins, à l'origine, le législateur n'eut guère à intervenir, car le problème du luxe ne se posait pas. Loin de connaître le luxe, les Romains primitifs avaient à peine le nécessaire. Ils n'avaient ni commerce, ni industrie, les métaux précieux étaient très rares, ainsi que Pline nous le dit lui-même dans son Histoire naturelle : « Romæ ne fuit quidam aurum nisi admodum exiguum longo tempore. » Enfin la surveillance des mœurs familiales par le « paterfamilias » rendait toute intervention légale inutile. Du reste la femme romaine n'est pas libre : fille « in potestate » ou « in tutela », femme « in manu », elle ne peut disposer de sa fortune. Le luxe privé n'existait donc pas ; il n'y avait qu'un luxe public, une ostentation de la puissance : c'est la troupe des clients qui précèdent le patron, l'anneau d'or, la robe pourprée et le bâton d'ivoire des patriciens, la coupe d'argent et la salière ciselée des sacrifices ; c'est surtout la somptuosité des funérailles. Aussi allons-nous rencontrer dans les premiers textes des prescriptions contre le luxe funéraire.

§ 1^{er}. La Loi des XII Tables

Avant la législation des décemvirs, le roi Numa disait déjà : « *Vino rogum ne respargito* » (1) ; car le vin était à cette époque une denrée de grand luxe et on avait l'habitude d'en arroser les bûchers funèbres. Il défend également de « *pollucere* » (c'est-à-dire d'offrir en sacrifice) des poissons sans écailles qui étaient très rares et très recherchés (2). Notons encore un fait qui prouve l'étroite surveillance exercée par l'Etat sur le costume et la vie privée en général : pour remercier les dames romaines des services rendus par elles dans l'affaire de Coriolan, le Sénat leur aurait permis d'ajouter une banderole d'or à leur coiffure et de porter des vêtements de pourpre galonnés d'or (3). Il y avait probablement là des distinctions de classe dont le détail nous échappe.

La loi des XII Tables vise surtout, dans la dixième Table, le luxe des funérailles. J. Godefroy a rétabli le texte de la manière suivante : « *Sumptus et luctum a Deorum Manium jure removeto* » ; (cette interprétation de Godefroy est douteuse, et Girard dans les « Textes du droit romain », p. 21, ne reproduit pas cette phrase) : « *Hoc plus ne facito ; Rogum ascia ne polito* (4) ».

La loi édicterait donc, d'abord une prohibition géné-

(1) Pline : XIV, 12.

(2) Pline : XXXII, 10.

(3) Valère-Maxime : V, 2.

(4) Jacques Godefroy : *Fragmenta duodecim Tabularum* ; Heidelberg, 1616.

rale, puis des défenses particulières. Elle défend d'employer du bois façonné avec la cognée (*ascia* ou *ascea*), et elle ajoute : « *Extenuato igitur sumptus, tribus riciniis, et vinclis purpuræ et decim tibinibus* (1). » Elle ne veut pas, d'après Festus, qu'on arrose le corps avec une « *potio murrhata* » ou vin parfumé. Elle n'admet ni les banquets funèbres, ni les guirlandes de fleurs, ni les cassolettes de parfums : « *ne longæ coronæ, ne acerræ prætereantur* ». Enfin la loi défend de brûler ou d'enterrer le corps avec des objets d'or, sauf, dit-elle, dans le cas où il y aurait une fausse dent assujettie avec de l'or : « *Neve aurum addito, ast cui auro dentes juncti escunt, ast im cum illo sepeliet uretve, se fraude esto* (1). »

Il existait donc à Rome un luxe funéraire très développé où s'étalait l'orgueil de l'aristocratie. Cette magnificence a pu blesser les yeux des plébéiens jaloux qui demandèrent les prohibitions qu'on vient de voir. C'est peut-être pour cette raison que Tacite aurait appelé la loi des XII Tables une « loi d'égalité (2). »

§ 2. Les premières lois somptuaires. La censure

Le luxe privé ne commence à s'introduire à Rome qu'avec la guerre de Pyrrhus, la première guerre contre les Grecs (274 avant J.-C.).

Mais les Romains résistèrent encore longtemps aux

(1) Cicéron : *De legibus*, II, 23 et 24.

(2) Tacite : *Annales*, III, chap. 27.

séductions du luxe. Ce ne fut qu'après les guerres Puni-ques qu'il entra dans la vie des citoyens riches. Il y eut pourtant, à cette époque, des mesures qui sont, il est vrai, bien plus politiques que somptuaires ; elles procèdent du même ordre d'idée que la loi des XII Tables. Nous voulons parler de la loi Metella ou plutôt Metilia (vers 217 av. J.-C.) (1) qui se rap-porte au costume dont l'importance politique est consi-dérable puisqu'il marque des distinctions de classes. C'est dans le même esprit qu'avait été portée une précé-dente loi (vers l'an 430 av. J.-C.) défendant aux candi-dats de rien ajouter à leur robe blanche. On cherchait donc déjà à réprimer le luxe et surtout la brigade électo-rale (2). Quant à la lex Metilia, elle réglait seulement la préparation des étoffes.

Deux ans après, en 215 av. J.-C., apparaît la loi « Oppia de cultu mulierum », que le discours de Caton a rendue célèbre (3). Cette loi vise le luxe privé. Elle défend aux femmes de porter plus d'une demi-once d'or, de s'habiller de vêtements de plusieurs couleurs et de se faire conduire en char dans la Ville. « Ne qua mulier plus semiuncam auri haberet ; neu vestimento versi-colori uteretur ; neu juncto vehiculo Urbe oppidove aut proprius inde mille passus, nisi sacrorum publi-corum causa, veheretur. »

Remarquons que l'usage des chars semblait impliquer à Rome une idée de prééminence sociale. Voici au moins un fait qui tendrait à le prouver : le pontife Metellus (vers la fin du VI^e siècle avant J.-C.) ayant perdu la vue

(1) Pline : XXXV, 57.

(2) Tite-Live : IV, 26.

(3) Tite-Live : XXXIV, 1 et sq.

dans un incendie du temple de Vesta en voulant sauver des flammes le « Palladium », le peuple lui accorda le droit d'aller en char à la curie ; et Pline, qui raconte l'événement (L. 7, § 43), ajoute : « magnum et sublime, sed pro oculis datum ».

En ordonnant aux femmes d'aller à pied, la loi Oppia édicte donc une mesure politique. Mais elle a aussi et surtout un but financier. Intervenue au milieu des dangers de la deuxième guerre Punique, dans l'année même qui suivit la bataille de Cannes, elle constitue un véritable impôt de guerre levé sur les riches patriciennes par un représentant du peuple, le tribun Caius Oppius. Elle fixe en effet un maximum, une demi-once d'or (1), et l'on confisque tout ce qui dépasse ce taux. Déjà l'année précédente le consul Lœvinus avait tenté inutilement de demander aux patriciens une contribution volontaire pour subvenir aux frais de la guerre ; il réclamait de l'or, de l'argent, des monnaies de cuivre, à l'exception d'une once d'or par femme ou fille de sénateur (2). D'autre part, dans le discours que Tite-Live prête au tribun Valerius, celui-ci demande l'abrogation de la loi en disant qu'elle a été le fruit de circonstances particulières et doit disparaître avec elles : « (leges)..... quæ in pace latae sunt, plerumque bellum abrogat; quæ in bello, pax », dit-il, et il rappelle les jours sombres que la République a vécus au moment de l'invasion d'Annibal.

La loi Oppia a été promulguée, à l'origine, pour remplir le Trésor public épuisé par les dépenses de guerre. C'est donc une loi fiscale plus encore qu'une mesure

(1) Soit 13 gr. 5 : cette faible quantité indique à la fois les besoins pressants du Trésor et la rareté du métal jaune à Rome.

(2) Tite-Live : XXVI, chap. 36.

contre le luxe. Mais, quand la sécurité revint et avec elle les richesses, la loi Oppia reprit bientôt un caractère somptuaire.

C'est l'époque des grandes conquêtes vers la Grèce et la Syrie, l'époque des fortunes incroyables et des splendides triomphes. Les dépouilles de l'Orient vont affluer à Rome : Marcellus y rapporte les œuvres d'art de Syracuse, Scipion, en 202, impose à Carthage un tribut de 10.000 talents et verse au Trésor 123.000 livres d'argent. La Sicile, la Grèce, l'Espagne sont livrées à la rapacité des prêteurs et des proconsuls, qui reviennent à Rome chargés d'or pour y étaler un faste royal et y briguer les honneurs en achetant les votes.

La vieille austérité romaine s'inquiéta de cet état de chose. Un parti se forma pour revenir aux anciennes mœurs et sauvegarder l'égalité politique. C'est le parti de Caton et des censeurs, le parti des honnêtes gens. Mais, disons-le tout de suite, nous ne nous associons nullement aux louanges dithyrambiques, dont les temps primitifs de Rome ont été l'objet. Sans doute, à ces époques lointaines, beaucoup firent preuve d'un farouche patriotisme et d'un grand désintéressement. Mais il faut se garder de décorer du nom de pureté de mœurs ce qui n'était le plus souvent que grossièreté et barbarie. En effet, les Romains, enrichis par la conquête et le pillage, ne résistèrent pas longtemps à l'invasion du luxe, et il y a une grande part de vérité dans cette opinion d'après laquelle la « prétendue austérité des Romains était faite de toutes les richesses qui leur manquaient ».

D'ailleurs ce luxe n'a eu une mauvaise influence qu'en raison de la défectueuse constitution politique et économique de l'Etat romain. Après les conquêtes et la for-

mation d'énormes fortunes, tout lien disparut peu à peu entre l'aristocratie et le peuple. La classe moyenne fit place aux grands propriétaires fonciers et à une plèbe oisive et misérable. Ajoutons à cela les luttes électorales, la charge ruineuse de l'édilité qui absorbe en festins et jeux publics les plus solides fortunes ; enfin et surtout l'esclavage, la foule des vaincus du monde entier, dont Salluste a dit : « In Romam sicut in sentinam confluerunt ». Avec eux disparut le travail libre : ils furent agriculteurs, commerçants ou banquiers. Mais le commerce et le crédit n'étaient pas suffisamment développés, à cette époque, pour absorber l'activité des riches Romains. L'afflux de l'or à Rome provoqua donc un luxe d'autant plus corrupteur qu'il avait sa source dans la spoliation des faibles. Ainsi ce luxe nous apparaît comme un des effets naturels des deux plaies de la société romaine : la *grande propriété* ou, comme on l'a appelé, le « latifundisme », et l'*esclavage*. Mais les censeurs luttèrent.

Chargés de dresser une statistique des forces nationales, ces magistrats prirent naturellement soin de la conservation de ces forces. Ils avaient pour fonction principale d'établir la liste des citoyens, de procéder au recensement de la cité, opération très importante puisqu'elle était la base du système électoral romain et fixait l'assiette de l'impôt. Ils s'occupèrent beaucoup de la police des mœurs, du « regimen morum ». Cicéron (1) dit lui-même : « mores populi regunto » ; c'est une de leur plus importantes prérogatives, et ils en usèrent largement pour essayer de ramener les Romains vers les « mores majorum ». En 252, ils dégradèrent 13 sénateurs.

(1) Cicéron : De leg., Liv. III, chap. 3.

teurs et frappèrent beaucoup de citoyens trop fastueux de la « nota » infamante(1). Parmi eux Caton, nommé censeur en 187, se rendit célèbre par sa sévérité. Mais il ne pouvait réussir, car son apologie de l'esclavage aux dépens de la moyenne culture allait directement contre son but. Avare et usurier, cet homme aux idées étroites fortifia les causes du luxe en opposant à ses conséquences des remèdes impuissants et arbitraires. Lois et impôts somptuaires, tout lui parut bon dans cette lutte. Il soutint la loi Oppia dans un discours que Tite-Live a immortalisé (2). Elle n'en fut pas moins abrogée en 195 av. J.-C. après une véritable émeute féminine. Caton croyait trouver une cause de licence dans les libertés accordées aux femmes qui cherchaient déjà à s'égaliser aux hommes et même à les dominer : « extemplo simul pares esse cœperunt, superiores erunt ». C'est dans cet esprit qu'il prit quelques mesures pour restreindre la capacité des femmes.

Repoussé à propos de la loi Oppia, il reparait avec la loi Voconia (168 ou 169 av. J.-C.) qui défend à tout citoyen dont la fortune est constatée égale ou supérieure à 100.000 as d'instituer une femme héritière, excepté dans le cas où cette femme serait sa propre fille ; il peut alors lui faire un legs modeste. Cette loi fut appuyée vigoureusement par Caton ; et Tite-Live y voit une mesure somptuaire (3). Elle fixait en outre une amende contre sa violation, et atteignait ainsi le double but toujours visé par le rigide censeur : frapper le luxe et enri-

(1) Cette note entraînait une flétrissure, une diminution de l'« existimatio », aggravée de déchéances politiques.

(2) Tite-Live : XXXIV, 1 et sq.

(3) Tite-Live : Epitome, XLI, 28. — Cic. : De republica, VII, 10.

chir le Trésor. Citons également la loi Plætoria (vers 191 av. J.-C.) qui reporte à 25 ans l'âge légal pour la capacité de s'obliger, et défend de prêter aux mineurs de 25 ans. On pensait ainsi mettre un frein aux dissipations des jeunes Romains. Enfin il ne faut pas oublier, dans le même ordre d'idées, une loi antérieure, la loi Cincia sur les donations. En rendant les libéralités plus difficiles elle constituait un premier effort pour modérer l'enrichissement des grandes familles et limiter leurs dépenses.

L'activité de Caton ne se borna pas à lutter contre le faste déployé par les femmes. Il chercha aussi à frapper le luxe de la table. Ses lois sont les premières d'une série de dispositions très nombreuses, dont nous ne connaissons sans doute que les principales.

La loi Orchia (181 av. J.-C.) limitait le nombre des convives qu'il était permis d'inviter. La défense est modeste, mais à cette époque le luxe des repas n'avait pas encore atteint son plein développement. Elle fut d'ailleurs très mal observée, si l'on en croit les plaintes de Caton, et elle dut être renouvelée par la loi Fannia (vers 160 av. J.-C.) (1). Celle-ci défendait de dépenser pour la table plus de 10 as par jour et plus de 30 as pour 10 journées fixées par la loi dans le mois. Pour certains jours de fête elle accordait 100 as. C'est à propos de cette somme qu'Aulu-Gelle s'apitoie plaisamment, avec Lucilius, sur les riches Romains réduits aux 100 as de Fannius : « Fanni centussisque misellos » (2). Cela ne suffisait pas en effet aux extravagantes dépenses que les oisifs faisaient pour leur table en un temps où les

(1) Macrobe : Saturnales, II, 13.

(2) Aulu-Gelle : Nuits attiques, II, 24.

citoyens du plus haut rang ne rougissaient pas de venir ivres aux comices.

La loi Fannia n'admettait pas plus de 3 convives étrangers, et 5 au plus les jours de marché. Enfin, entrant plus avant dans le détail, elle défendait de servir plus d'une poule non engraisée par repas. Pour échapper à cette dernière prohibition on servait de jeunes poulets nourris avec du pain et du lait (1).

Mais il est probable que les fraudes ne s'arrêtaient pas là, et qu'on cherchait de toutes façons à se soustraire à cette réglementation inutile. Les habitants de l'Italie, en particulier, prétendaient n'être pas touchés par la loi. Aussi on dut (vers 142 avant J.-C.), étendre sa portée à toute l'Italie et la compléter par la loi Didia.

§ 3. Fin de la République

Entre la loi Didia et la loi Æmilia, que nous allons examiner, il s'écoule environ 30 ans. C'est la période des lois agraires et des tentatives des Gracques, qui, si elles avaient réussi, eussent opposé au développement du luxe une barrière plus solide que toutes les mesures somptuaires de Caton et de ses partisans. Que voulaient en effet les deux tribuns ? Remédier aux excès du « latifundisme », rétablir une main-d'œuvre libre, une classe de petits propriétaires, en partageant entre les vétérans les terres de l'« ager publicus ». Ces réformes, sans porter la moindre atteinte à la propriété individuelle,

(1) Plinè : X, 50.

venaient en aide à ceux « qui ne combattent et ne meurent que pour entretenir le luxe d'autrui ». Mais le parti des nobles l'emporta et le luxe atteignit bientôt son apogée. Rien ne peut plus l'enrayer désormais, et la multiplicité des lois que nous allons rencontrer est une preuve de leur faible valeur : on les renouvelle par tradition.

La loi *Æmilia*, d'*Æmilius Scaurus* (115 av. J.-C.), continue la série des lois sur le luxe de la table. Elle défend de servir des loirs, des coquillages, des oiseaux exotiques, que les riches se procuraient à prix d'or. Les édits des censeurs répétaient souvent des prohibitions semblables. La loi *Licinia*, votée d'urgence (1) vers 107, ressemble à la précédente. Elle fixe en outre à 30 as la dépense journalière pour la table, à 100 as pour les jours de fête et en accorde 200 pour les repas de noces. Elle limitait encore à 3 livres la consommation quotidienne de la viande fumée et salée (2).

Le tribun *Duronius*, qui combattit cette loi, revendiqua pour le peuple romain le droit de hâter sa fin par les excès du luxe : « A quoi sert la liberté, disait-il, si, voulant périr par le luxe, nous n'en avons pas le pouvoir ? »

A l'époque de *Marius* et de *Sylla*, malgré le dérèglement des mœurs, on continue à légiférer contre le luxe. Le dictateur prend une série de mesures pour prohiber le luxe d'autrui et alimenter le sien. La loi *Cornelia* (81 av. J.-C.) élève encore le taux des dépenses permises pour la table ; elle fixe un maximum de prix pour les

(1) C'est-à-dire qu'on n'attendit pas qu'elle fût sanctionnée par le peuple pendant les 3 marchés publics (de 9 en 9 jours) qui suivirent sa présentation.

(2) *Valère-Maxime* : II, 9.

mets recherchés tels que les murènes, l'esturgeon, les paons et les perroquets ; elle renouvelle la loi Licinia et limite le luxe des funérailles.

Sylla violait du reste souvent ses propres lois en donnant au peuple des festins splendides (1) et en faisant des obsèques somptueuses à sa femme Metella. Quelle autorité pouvait avoir un tel homme, recommandant la simplicité et mourant de débauches, épuisé de dépenses et de dettes ?

Une seconde loi *Æmilia*, d'*Æmilius Lepidus* (79 av. J.-C.) s'occupait des mets prohibés ou permis. Une autre, la loi *Antia* (71 av. J.-C.), réglait encore une fois le taux de la dépense, et eut cela de commun avec les précédentes lois, de n'être jamais observée.

Avec César une nouvelle lutte semble s'organiser contre le luxe. La loi *Julia* fixe les dépenses de table à 200 sesterces pour les jours ordinaires, à 300 pour les jours fériés et à 1000 pour les repas de noces. Suétone raconte que César la fit exécuter avec beaucoup de rigueur, envoyant chez les particuliers des agents de surveillance qui saisissaient jusque sur les tables les mets défendus (2). Il s'occupa aussi du costume des femmes et interdit les vêtements de pourpre ainsi que l'usage des perles et des litières (3). Ces prohibitions ne l'empêchèrent pas de payer une seule perle 6 millions de sesterces pour l'offrir à Servilie, mère de Brutus. Quant aux litières, ce fut lui qui s'en servit un des premiers dans Rome. Mais il crut utile d'exempter des règles de la loi *Julia* les femmes mariées et ayant des enfants : il

(1) Plutarque : Vie de Sylla, chap. 11.

(2) Cic. : Lettres, « ad diversos », IX, 15 : l'orateur s'y moque de cette sévérité intempestive.

(3) Eusèbe : Chr. Olymp., 184.

croyait ainsi tout à la fois diminuer le luxe et favoriser le mariage, en un mot prévenir la dépopulation. Ici apparaît le lien qui unit les lois somptuaires et caducaires : car ces mesures, si différentes par leur objet, tendaient au même but : prévenir l'anéantissement de la population libre dans laquelle se recrutaient les armées nationales.

Remarquons du reste, avant de quitter cette époque, que ces lois devaient être peu ou point observées, puisqu'on croit devoir les renouveler à peu d'années de distance. Nous trouvons une autre preuve de leur inutilité dans ce fait, déjà noté, que chaque loi sur les dépenses de table en élevait constamment le taux : loin de diriger les mœurs, le législateur doit obéir à leurs exigences. Enfin ces lois n'atteignaient pas leur but en laissant hors de leurs dispositions l'accessoire des festins, c'est-à-dire les tables magnifiques, les lits, la vaisselle, l'argenterie, etc. C'est pourtant là surtout que s'étalait le faste romain.

On peut donc constater qu'à la fin de la République le système directement prohibitif ne donnait plus aucun résultat contre le luxe en faveur des anciennes mœurs. Les Empereurs n'abandonnèrent pourtant pas cette politique, mais ils lui imprimèrent un caractère nouveau.

CHAPITRE II

L'Empire

Le luxe, loin de diminuer avec l'Empire, atteignit son apogée vers Néron. Le monde entier étant conquis, il n'y avait plus de peuples à dépouiller ; les rivalités et les ambitions politiques s'éteignaient ; les riches n'avaient même plus l'occasion de dépenser leur fortune à briguer des magistratures. Ils l'employèrent alors à des dépenses personnelles. Quant au luxe public, il devint un moyen de gouvernement. Grâce à lui, les Empereurs maintinrent longtemps dans le calme une plèbe affamée, qui, à défaut d'agitations politiques, ne désirait plus que du pain et des jeux.

Du reste le sentiment religieux, qui avait conservé à l'origine les anciennes mœurs, s'éteignait. On ne croyait plus aux anciens Dieux romains. On allait subir, il est vrai, de meilleures influences, celles du Stoïcisme et du Christianisme. Ces deux doctrines apportèrent aux

hommes le soulagement moral dont ils sentaient le besoin au milieu des hontes et des injustices de la vie civile. Elles firent plus pour les bonnes mœurs que toutes les rigueurs législatives. Les Empereurs abandonnèrent donc toute idée de lutte systématique contre le luxe. Leurs mesures somptuaires eurent un *caractère fiscal et politique*.

Auguste chercha à faire appliquer les lois de César. Il voulut même donner l'exemple de la simplicité et lutter, d'une manière générale, contre les mauvaises mœurs, qui avaient envahi son propre palais. Il fit des lois contre l'adultère (1) et le célibat (2); il rétablit même en l'an 28 la censure, qui avaient disparu depuis les guerres civiles. Mais il laissa bientôt tomber de nouveau cette antique magistrature, et ce furent les édiles qui se chargèrent de faire exécuter les lois somptuaires. Auguste exigea encore que l'on conservât l'usage de la toge et qu'on la portât selon son rang (3).

Ses successeurs vont se préoccuper également de réglementer le costume pour créer et ensuite maintenir les distinctions entre les classes. Ainsi l'Etat n'interviendra plus en faveur de l'égalité civile, mais plutôt dans le but d'établir une hiérarchie. Tibère suivit la voie tracée par Auguste. Mais il savait par avance que son intervention était inutile. Il comprit très nettement l'inefficacité des lois somptuaires, leur danger même pour les citoyens et pour un Prince qui ne veut pas se faire d'ennemis; et il indiqua comme une cause du luxe

(1) Loi Julia de adulteriis et fundo dotali.

(2) Loi Julia de maritandis ordinibus; et Pappia Poppæa.

(3) Suétone : Auguste, chap. 40.

l'abandon de l'agriculture nationale (1). Il n'en fixa pas moins tous les ans le prix des denrées et interdit la soie, « *ne vestis serica viros fœdaret* », dit Tacite (2).

Claude voulut réformer les mœurs : sa censure est restée célèbre par sa rigueur et surtout par sa maladresse. Quant à Néron, il prohiba les vêtements couleur de pourpre ou d'améthyste, et en même temps il s'efforça de faciliter la vente de ces étoffes pour toucher l'amende qu'il instituait. Il fit plus : un jour qu'il chantait au théâtre, il aperçut parmi les spectatrices une dame de haut rang vêtue de pourpre. Il envoya aussitôt ses agents et fait confisquer non seulement les vêtements de la délinquante, mais aussi tous ses biens qui furent attribués au fisc.

Ce petit fait montre quelle était la valeur des édits impériaux en faveur des bonnes mœurs (3). Ils ne servaient, en réalité, qu'à enrichir le prince et le fisc, endettés tous deux par les excès du luxe public.

Le plus sévère de ces princes fut Domitien qui se montra un vrai « préfet des mœurs ». Il ôta aux femmes de mauvaise vie l'honneur de se faire porter en litière et l'avantage de recueillir une succession. Mais le moyen le plus efficace qu'employèrent les bons Empereurs pour redresser les mœurs romaines, ce fut l'exemple, qui agissait directement sur les courtisans et indirectement sur le peuple. « *Regis ad exemplar totus componitur orbis* », dit Claudien, et Tacite pense de même (4). Ainsi les Flaviens et les Antonins firent

(1) V. la réponse de Tibère aux sénateurs qui lui demandaient d'intervenir contre le luxe (Tacite : Annales, III, chap. 52).

(2) Tacite : II, 3.

(3) Suétone : Néron, ch. 32.

(4) Tacite : Liv. III, chap. 65.

beaucoup pour éliminer le luxe corrompeur (surtout le luxe public) en donnant au monde romain une ère de paix favorable au commerce et à l'échange.

Après eux Pertinax, prenant la succession de Commode, vendit la vaisselle d'or, les bijoux, les meubles précieux et mena un train de vie austère. Septime Sévère, habitué à la vie des camps et méprisant les grands, donna également l'exemple de la simplicité, tandis qu'Héliogabale, le Syrien, se rendit fameux par son luxe oriental et son Sénat de femmes, qui prétendaient régler le costume suivant le rang. Alexandre Sévère eut également l'idée d'imposer à chaque classe un costume spécial (1). Mais les jurisconsultes Paul et Ulpien l'empêchèrent de prendre cette impolitique mesure, qui eût mécontenté la plèbe romaine. Il se borna à doter les chevaliers d'un large nœud de pourpre.

Enfin l'empereur Aurélien reprit les mesures relatives au costume ; il interdit l'usage des vêtements à bandes d'or et la décoration des appartements avec ce métal (2). Son successeur Tacite l'imita.

Mais à partir de Dioclétien (284) on ne trouve plus, à proprement parler, de lois somptuaires. Les constitutions impériales qui touchent au luxe ont un caractère purement politique.

La plus ancienne est celle de Valens, Valentinien et Gratien (365), qui défend de fabriquer hors des ateliers nationaux des vêtements de soie et d'or. Théodose I^{er} renouvela cette prohibition et punit toute infraction de la peine de mort. Il défendit encore (en 382) aux sénateurs

(1) Lampride : Al. Sévère, chap. 28.

(2) Vopisque : Tacite, chap. 11.

de paraître au Sénat en costume militaire et fixa celui des agents du fisc (1).

Si maintenant nous détournons notre attention de l'Empire d'Occident pour porter nos regards vers Byzance, nous y retrouvons les mêmes préoccupations politiques : Théodose II enlève aux particuliers l'usage de la soie et de la pourpre et limite celui des pierres précieuses (2). La violation de ces règles entraînait des amendes énormes (20 livres d'or et l'exil), et était considérée comme crime de lèse-majesté. C'est dire combien les distinctions de caste avaient pris d'influence dans l'Empire Byzantin, où les Empereurs interdisaient le port de certains vêtements pour s'en réserver le privilège. Installés à Constantinople, ils ne songèrent plus à diminuer le luxe. Ils s'entourèrent au contraire d'un faste oriental.

Il n'est plus permis d'approcher qu'à genoux le monarque, assis sur un trône d'or comme une idole, paré de soie et d'or, le front ceint d'un diadème blanc rehaussé de pierreries, entouré d'une domesticité infinie savamment hiérarchisée. Le faste fut affaire d'Etat, l'unique préoccupation des riches, dont Ammien-Marcellin disait déjà au Bas-Empire : « Voici les grands Romains. Reconnais à leur char, à leur suite de bouffons, les sénateurs. Ils suent sous le poids de leur manteau si léger pourtant que le vent le soulève. Ils l'évalent pour en montrer les belles franges et laisser voir leur tunique brodée d'animaux ou de fleurs. Une mouche qui se pose sur leur éventail doré, un rayon de soleil

(1) V: Code Théodosien : CI : « Quo habitu oportet intra Urbem..... »

(2) Code Justinien : Titre VIII, Liv. XI, chap. 1, 2, 3 et sq. « De vestibis holoveris et auratis et de intinctione sacri muricis..... »

qui filtre par quelque trou de leur parasol, les font mourir..... Le peuple, lui, boit, joue, et se fait donner de grands noms superbes ; mais il n'a plus de sandales aux pieds. »

Ainsi les lois somptuaires, quels que furent les principes qui les inspirèrent, avaient été inutiles. Nous allons voir maintenant quel fut le sort des impôts contre le luxe.

CHAPITRE III

Les impôts somptuaires à Rome

Les mesures financières ayant un but moral furent connues de bonne heure à Rome. Depuis Servius Tullius on frappait d'un impôt, le « viduvium », les veuves qui ne se remariaient pas (1). Et plus tard, les lois caducaires furent indirectement fiscales, puisque les « caduca » revenaient au Trésor, quand il n'y avait pas de « patres » pour recueillir l'héritage du célibataire.

Les lois directement prohibitives présentaient aussi, parfois, un caractère fiscal. Nous avons déjà vu en effet que la loi Oppia fut primitivement une loi d'impôt, motivée par des circonstances graves : nous ne reviendrons pas sur ce point. Mais il faut remarquer que presque toutes les lois somptuaires eurent, sinon un but, au moins un résultat financier en ce sens que leur violation entraînait des amendes au profit de l'Etat. Or ces amen-

(1) Tite-Live : Liv. I, chap. 43.

des devaient être fréquentes, étant donnée la violation quotidienne de ces lois. Les poursuites étaient d'ailleurs redoutées et redoutables. Redoutées, puisque nous voyons Cicéron, peu soucieux d'enrichir le Trésor à ses dépens, se défendre vivement d'avoir élevé à sa fille un monument funéraire prohibé par la loi Cornelia, qui établissait un maximum de dépenses et ordonnait le paiement d'une amende équivalente à ce qu'on avait dépensé au delà du taux légal. Il veut absolument que ce monument soit un temple « fanum » (1). Redoutables aussi étaient les poursuites, puisque, sous la dictature et l'Empire, la confiscation des biens était toujours possible. On se souvient sans doute des procédés de Néron à l'égard des personnes qui portaient des vêtements de pourpre contrairement à ses prohibitions. C'était évidemment là un moyen rapide de s'approprier d'un seul coup la matière imposable.

En dehors des lois somptuaires ayant un but fiscal, les Romains ont connu de véritables impôts somptuaires. Le plus célèbre est celui de Caton sur les objets de luxe. Cette taxe fonctionnait de la manière suivante : le censeur avait fixé à 1.500 as le maximum de prix que ces objets pouvaient atteindre sans être frappés. Par suite, au-dessous de cette somme on ne payait que le « tributum ex censu » ; mais au-dessus de 1.500 as Caton portait tout le surplus sur les registres du cens pour une valeur décuple et percevait sur cette estimation majorée une taxe de 3 as pour 1.000. C'était en fait un prélèvement de 3 % sur la valeur réelle des objets, c'est-à-dire « un impôt démesurément progressif ». Ce taux de 3 % nous paraît peu élevé, mais il sembla écrasant aux riches

(1) Cic. : *Ad Atticum*, XII, 35.

Romains, qui protestèrent violemment (1). On peut même affirmer que Caton par cette mesure s'attira la haine de tous : « de ceux qui payèrent pour ne pas renoncer à leur luxe, et de ceux qui durent y renoncer pour s'affranchir de la taxe (2). Ce mécontentement ne l'empêcha pas d'en établir une autre sur les chars ; et après lui les Romains connurent toutes les formes possibles d'impôts somptuaires. Scipion Nasica imposa les portes et les colonnes des maisons privées, mesures que César maintint contre le luxe (3). On alla même jusqu'à imposer les maisons des sénateurs, dont l'importance était évaluée d'après le nombre des tuiles ; et, sous l'Empire, on taxa les cheminées (4).

Alexandre Sévère établit une patente, le « vectigal artium », que devaient payer les fabricants et marchands d'objets de luxe, c'est-à-dire les tailleurs, tisserands de toile de lin, les pelletiers, les selliers, les bijoutiers et tous ceux qui travaillaient l'or et l'argent (5).

Enfin nous devons mentionner, comme ayant joué le rôle de taxes somptuaires, les *portoria*. On désigne sous ce nom des taxes qui correspondent à trois sortes de droit : 1° à nos droits de douane, perçus aux frontières, mais n'ayant jamais eu à Rome un caractère économique ; 2° à un droit de circulation des marchandises à l'intérieur de l'Empire, c'est-à-dire à une sorte de droit d'octroi ; 3° enfin à un droit de péage sur les routes.

Le portorium est très ancien, puisque Tite-Live (Liv. II,

(1) Les Romains étaient habitués à des taux plus modérés, puisque celui du « tributum ex censu » variait 1 à 2 et 3 p. 1000.

(2) Plutarque : Vie de Caton.

(3) Cic. : Ad Atticum, XIII, 6.

(4) Dion Cassius : XLVI, 31.

(5) Lampride : Vie d'Al. Sévère, chap. 24.

chap. 9) en fait une première mention en l'an 510 avant J.-C. ; et il ne présentait à l'origine aucun caractère somptuaire. Ce caractère apparaît bientôt dans les projets de réformes de Caius Gracchus, qui instituait de nouveaux portoria (1). Mais ce fut César, si l'on en croit Suétone, qui fit du portorium un impôt sur les marchandises de luxe venues de l'étranger. Cet historien paraît bien, en effet, le confondre avec les autres dispositions du dictateur sur le luxe des repas et du costume (2). Néron aurait eu l'intention de supprimer ces taxes ; mais, devant les représentations du Sénat, il abolit seulement le « quarantième » et le « cinquantième » (3). Suspendues un instant sous Pertinax, elles ne tardèrent pas sans doute à être rétablies et passèrent dans l'Empire d'Orient (4).

Au Code Justinien elles sont désignées sous le nom d'impôts du 1/8 ou « octava ». Ces différences de taux ont jeté sur la matière une certaine obscurité et amené des discussions entre les auteurs. MM. Duruy (5) et Naudet (6) ont pensé que l'« octava » était distinct du portorium et exigé uniquement pour les objets de luxe, tandis que pour les autres marchandises on exigeait le « quadragesima ». Ces auteurs croient que les deux impôts coexistèrent depuis Al. Sévère ; et le quarantième aurait subsisté au moins jusqu'à Théodose, puisque Symmaque en parle : « quadragesimæ portorium ». Con-

(1) Velleius-Paterculus : II, 16.

(2) Suétone : César, 42 et sq.

(3) Tacite : Annales, XIII, 50 et sq.

(4) Hérodien : II, 4 et 7.

(5) Histoire des Romains, VII, 377.

(6) Des changements opérés dans toutes les parties de l'administration de l'Empire romain sous Dioclétien et Constantin jusqu'à Julien (1817), p. 189 à 192.

tre cette opinion M. Cagnat, dans sa thèse, fait observer que ce droit de 1/8 devait être acquitté sans distinction par « omne hominum genus quod commerciis voluerit interesse » (1). D'autre part il n'est fait mention de l'« octava » que dans le Code Justinien et non point dans les autres textes, dans la compilation de Théodose par exemple : ce qui tendrait à prouver que cet impôt n'existait pas sous Al. Sévère. On trouve, il est vrai, au Code une constitution de ce prince, de l'an 227, qui en fait mention (2). Mais M. Cagnat estime qu'il y aurait là une interpolation.

Quoi qu'il en soit, la question reste obscure et il ne paraît pas possible de la trancher d'une façon certaine. Il est seulement probable qu'en Italie au moins le portorium ne frappait que les objets de luxe d'importation étrangère. Le taux en serait du quarantième, soit $2\frac{1}{2}$ p. 100. Quant aux marchandises soumises à l'impôt, elles ont été énumérées au Digeste par le jurisconsulte Marcien (3). Ce sont toutes des marchandises de luxe que M. Marquardt a classées sous les rubriques suivantes :

- 1° Les parfums et substances médicinales ;
- 2° Les épices ;
- 3° Les matières textiles (lin, coton de l'Inde, soie, etc.) ;
- 4° Les métaux et pierres précieuses ;
- 5° Les teintures ;
- 6° Les eunuques et bêtes féroces.

Cette liste devait faire déjà partie des « leges censoriae » qui affermaient le portorium d'Italie.

(1) Code Justinien : « De vectigalibus », IV, 61, 7.

(2) Id. : IV, 65, 7.

(3) Loi XVI, § 7 : « De publicanis et vectigalibus », 39, 4.

Tels sont, sans avoir la prétention d'être complet, les principaux impôts à caractère somptuaire que l'on rencontre en droit romain.

En définitive, de tous les impôts, lois et édits contre le luxe, il ne reste plus rien sous Justinien. La société vit alors sur une base monarchique ; elle a besoin du luxe pour rehausser l'éclat d'un pouvoir qui décline et pour mieux marquer les distances sociales.

DEUXIÈME PARTIE

ANCIEN DROIT

CHAPITRE PREMIER

Période franque et médiévale

§ 1^{er}. Premières mesures contre le luxe

L'invasion des Barbares, en renversant l'Empire romain, ne fit pas disparaître toute trace de son antique splendeur. Sans doute ces étrangers menaient la vie simple de soldats nomades et pillards. Mais ils connurent et goûtèrent promptement le luxe de la société gallo-romaine, avec laquelle ils furent en contact. Ils aimèrent surtout le luxe d'apparat, le faste un peu

grossier de vainqueurs subitement enrichis. Et même l'Eglise et ses hauts dignitaires ne furent pas à l'abri de cette contagion. Ainsi l'évêque Berthramm paraît en public sur un char attelé de quatre magnifiques chevaux blancs (1); et Doctrogisile, évêque de Soissons, « passe à table presque toutes les nuits, mangeant, buvant à l'excès, excitant les clercs qui revenaient de matines à boire avec lui ». Certains prêtres négligeaient de dire la messe pour se livrer au plaisir de la chasse. C'est en vain que de nombreux conciles essayèrent de leur imposer plus de simplicité, et qu'ils condamnèrent également le luxe des femmes.

Le roi Dagobert, vêtu de soie écarlate, afficha une pompe byzantine, donnant l'exemple à toute sa cour. Tout autre fut l'attitude de Charlemagne qui, personnellement, n'avait pas le goût du luxe. En dehors des cérémonies d'apparat, « il s'habillait comme les gens du peuple », dit Eginhard. Il voulut réprimer les recherches dans le costume, la profusion des ornements brodés, des larges ceintures rehaussées de fermoirs et de cabochons, des fourrures de prix.

Nous avons de lui un capitulaire de l'an 808 qui fixe un maximum à ces objets, et apparaît ainsi comme le plus ancien monument législatif en matière somptuaire (2). Ce texte défend de vendre et d'acheter le sayon double plus cher que 20 sols, et le sayon simple plus de 10 sols. Par-dessus le sayon se posait le rochet, qui ne devait être vendu que 30 sols s'il était de poil de martre ou de loutre, et 10 sols s'il était de poil de chat (3). « De emp-

(1) Ary Renan : Histoire du costume. Paris, 1888.

(2) Danjou : Archives curieuses de l'histoire de France.

(3) Capitulaire triplex, art. 5, année 808.

tionibus et venditionibus, ut nullus præsumat aliter vendere et emere sagellum meliorem duplum viginti solidis et simplum cum decem solidis. Reliquos vero minus. Roccum martrinum et lutrinum meliorem triginta solidis, sismusinum meliorem decem solidis. Et si aliquis amplius vendiderit aut empserit, cogatur exsolvere in bannum solidos quadraginta, et ad illum, qui hoc invenerit ex eum exinde convicerit, solidos viginti. »

Le texte établit donc une amende de 40 sols et une gratification de 20 sols pour le dénonciateur. C'était du même coup l'application des mesures de maximum et la délation encouragée à prix d'argent.

Louis le Débonnaire, ennemi de tout luxe pour lui et pour les autres, se vit obligé d'exagérer ses prescriptions. Il interdit les robes de soie et les ornements d'or, ainsi que les anneaux d'or des prêtres, leur défendant l'usage des ceintures et souliers ornés de gemmes et des palefrois à frein doré.

Ces mesures furent éphémères, car Charles le Chauve n'eut rien de plus pressé que de rapporter toutes les prohibitions, et de s'entourer suivant ses goûts d'une cour fastueuse. Il était si richement vêtu, dit Mézeray, « que les chiens étonnés hurlaient en le voyant (1) ».

§ 2. Les ordonnances somptuaires royales

La question du luxe et de sa répression resta, après Charles le Chauve, complètement dans l'ombre pendant

(1) Abrégé chronologique de l'histoire de France, 1668, I, 575.

près d'un siècle. C'est l'époque de l'an 1000, la redoutable année signalée par les prophéties apocalyptiques comme étant celle de la fin du monde et du jugement dernier. La peur fit porter aux Eglises une énorme quantité d'or, car chacun voulait paraître devant Dieu « riche de ses seules vertus ». Le moment de terreur passé, le clergé se trouva plus riche dans un monde appauvri ; et l'on vit alors se déployer un grand luxe religieux dans les belles cathédrales, que la reconnaissance des masses élevait de toutes parts.

Dans les années qui suivirent, il se produisit une profonde transformation économique, grâce à la renaissance du travail et de la production. Deux faits principaux, intimement liés, s'imposent alors à l'attention de l'historien : le développement du commerce et le mouvement communal. A cette époque le monde féodal s'organisa, des marchés commerciaux furent ouverts, des relations suivies s'établirent de ville à ville, et ces dernières s'enrichirent rapidement. La société contracta même le goût des expéditions lointaines en Terre Sainte. Il se forma dans les riches cités commerçantes (surtout en Flandre) une classe moyenne, une bourgeoisie, qui devint bientôt opulente. Elle aussi voulut avoir son luxe, et l'on peut remarquer que les mesures répressives locales précédèrent les grandes ordonnances des Rois.

Pour ne citer qu'un exemple, nous donnerons ici le texte d'un règlement somptuaire de l'échevinage d'Amiens, datant du mois de juin 1238. En ce mois et sous la mairie de Mathieu de Croy (1) « fut ordonné qu'aucun

(1) Aug. Thierry : Recueil des documents inédits de l'histoire du tiers état, 1^{re} série, I, 206. — Voir également une ordonnance somptuaire de Simon II de Lorraine (1176-1205) dans Digot : Histoire de Lorraine ; et aussi

se mariant ne pourroit prier à manger à ses nopces que 30 personnes hommes et femmes, au plus à 4 jours ceux de la ville ; nul bourgeois ne viendrait aux nopces s'il n'estoit prié, et ne bailleroit-on que 12 deniers aux ménestriers ou la valeur ; que nul desdits ménestriers ne viendroient en la maison des bourgeois s'il n'estoit mandé, autrement n'auroit rien ; que celui qui se marie ne donneroit inel (anneau d'or ou d'argent) qu'à sa femme et elle à son époux ; le tout en peine de 10 livres parisis d'amende ». A. Thierry regrette, en terminant, de n'avoir pas retrouvé ce document dans les Archives de la ville d'Amiens ; car « il aurait fourni de curieux détails sur les mœurs de la bourgeoisie au XIII^e siècle ». Il aurait sans doute montré combien cette classe était déjà riche et tenait à le faire paraître.

L'armée elle-même était gagnée par le luxe, au point que Philippe-Auguste, vers 1190, croit devoir interdire aux soldats le vair, l'hermine et le petit-gris.

Saint Louis, plus avisé, n'intervint pas. Il pensait avec raison que les mesures légales ne seraient d'aucune utilité, et croyait que la morale chrétienne suffirait pour lutter contre les excès somptuaires. Il voulut donner l'exemple de la simplicité. Il ne fut pourtant pas universellement suivi, puisque le clergé lui-même entendait jouir des énormes richesses qu'il avait amassées. Le moine Hélinand dit à ce propos : « On voit ces hommes (les prêtres), obligés par état de donner des exemples de modestie, se parer avec plus de soin que des femmes ; les cheveux élégamment frisés, la peau doucie de cosmé-

les art. 45 à 49 de la coutume de Strasbourg, année 1200, dans Wiegand : *Urkundenbuch der Stadt Strassburg*, I, 408 : il s'agit dans ce dernier texte des mariages et des repas de noces.

tiques, les épaules nues, les mains soigneusement gantées, vêtus de vair éclatant, des pierreries aux doigts, la robe fendue jusqu'aux hanches (1). » Si les prêtres n'hésitent pas à se parer ainsi, on comprend que seigneurs, bourgeois et manants les imitent à l'envi. A côté du faste princier il y eut donc un luxe moins brillant qui tendait à ressembler à ce que nous appelons l'aisance. Le bas peuple lui-même y aspirait : « Bourgeois, vilains sortent de chez eux resplendissants de pourpre..... (il s'agit des réjouissances données en l'honneur de la victoire de Bouvines) ; le paysan, enivré de se voir dans la tenue d'un empereur, se juge l'égal de toutes les puissances. Il lui suffit de s'être procuré *un habit qui n'est pas celui de sa condition pour qu'il s'imagine que son être est transformé* (2). »

Ces derniers mots ont leur importance. Ils indiquent à quel point la bourgeoisie enrichie, surtout dans les villes du Nord, les « villes drapantes », tendait à effacer, au moins extérieurement, les distinctions entre les rangs. C'était là un danger grave pour la société féodale, fondée sur la prééminence de la propriété foncière et sur la hiérarchie. Elle voyait se dresser en face d'elle une classe moyenne, que le commerce, l'industrie, la possession de capitaux mobiliers rendaient puissante et libre, et qui voulait permettre à la richesse et au travail de l'emporter sur le droit de la race. Le luxe bourgeois était donc un danger pour la constitution de l'Etat. Les seigneurs y virent surtout une atteinte portée à leurs droits héréditaires, et leurs plaintes furent écoutées, dès 1279, par Philippe III le Hardi (3).

(1) Histoire littéraire de la France, t. XVIII.

(2) Chronique de Guillaume Le Breton, t. I.

(3) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 3^e série, t. V.

Ce prince promulgua une ordonnance qui devait régler la table et le costume suivant la condition des personnes. Il y défend notamment à tout sujet de servir plus de trois mets tout simples, y compris le potage, et le dessert non compris. Il fixe le prix des poissons. Puis il défend aux ducs, comtes, prélats et barons d'acheter en une année plus de quatre paires de robes de vair, dont l'aune de Paris coûte plus de 30 sols tournois, à moins qu'ils ne possèdent plus de 7.000 livrées de terre (mesure agraire désignant un terrain qui rapportait une livre de rente). Les écuyers ne doivent pas avoir plus de deux paires de robes, s'ils n'ont pas plus de 4.000 livrées de terre. Item : nul bourgeois ne doit porter vair ni gris ; s'il n'a 1.000 livres tournois tant en terre qu'en meubles ; il ne devra porter qu'une robe, et ni lorains (brides et courroies dorées travaillées par les « cloutiers lormiers »), ni éperons dorés. Les femmes de cette classe ne peuvent avoir qu'une paire de robe de vair, en plus de celle qu'elles ont eue le jour de leur premier mariage. Et les grandes dames n'ont droit qu'à quatre paires de robes de vair ou à cinq suivant l'importance de leurs terres. Enfin le texte ajoute : « Ne doit estre souffert d'ore en avant que bourgoise, combien que ele soit riche fame, face char pour soi. »

Ces prohibitions avaient leur contre-partie dans un précédent règlement, de 1229, qui défendait aux fils des comtes, barons et chevaliers bannerets de porter des robes dont l'étoffe coûtât *moins* de 16 sols l'aune, et permettait à ces seigneurs d'offrir à leurs compagnons d'armes des vêtements dont l'étoffe coûtait *plus* de 18 sols l'aune (1). Ainsi le luxe, condamné chez les bour-

(1) Voir Baudrillart : Hist. du luxe, III, 168.

geois, était prescrit, ordonné même pour les hautes classes. On voulait sans doute rehausser l'éclat d'une noblesse féodale dont la puissance allait en diminuant ; on agissait sous l'influence d'une jalousie de classe.

Ces mêmes sentiments inspirèrent Philippe IV le Bel dans sa fameuse ordonnance de 1294. Au cours d'un voyage à Gand, sa femme, Jeanne de Navarre, avait été témoin du faste inouï déployé par les bourgeoises de cette cité, et elle s'était écriée : « Je croyais être seule reine, et j'en vois ici par centaines ! » Il y a un écho de ce dépit dans le règlement de 1294. On y trouve aussi l'influence des légistes de l'entourage du Roi. Fervents admirateurs du droit romain, et ayant d'autre part la haine de l'oppression seigneuriale, ils devaient se montrer favorables aux lois somptuaires, même quand celles-ci condamnaient l'orgueil de cette classe moyenne à laquelle ils appartenaient.

Ils avaient d'ailleurs un plan tout tracé dans l'ordonnance de 1279 et peut-être aussi dans celle de 1283, dont nous n'avons malheureusement pas le texte (1). Celui de 1294 débute par la même prohibition qui terminait le règlement de Philippe le Hardi (2).

« Nulle bourgoise n'aura char. — Nul bourgeois, ne bourgoise ne portera vair, ne gris, ne ermines, et se délivreront de ceux qu'ils ont de Pâques prochaines en un an. Ils ne porteront et ne pourront porter or, ne pierres précieuses, ne couronnes d'or, ne d'argent. — Nul clerc, s'il n'est preslat ou establi en personnaige ou dignité, ne pourra porter vair, ne gris, ne ermines, fors en leurs chapperons tant seulement. — Li duc, li

(1) Laurière : I, 313 (en note).

(2) Id. : I, 541.

comte, li baron de 6.000 l. de terre ou de plus pourront faire 4 robes par an et non plus et les femmes autant. — Nul chevalier ne donra à nuls de ses compagnons que 2 paires de robes par an. — Tout preslat auront tant seulement 2 paires de robes par an. — Tous chevaliers n'auront que 2 paires de robes tant seulement ne par don, ne par achat, ne par autres manières. — Chevalier qui aura 3.000 l. de terre ou plus, ou li bannerets pourra avoir 3 paires de robes par an et non plus, et sera l'une de ces 3 robes pour esté. — Nul preslat ne donra à ses compagnons qu'une paire de robe l'an et 2 chappes. — Nuls escuiers n'aura que 2 paires de robes par don, ne par achat, ne en nulle autre manière. — Garçons n'auront qu'une paire de robe l'an. — Nulle damoiselle si elle n'est chastelaine ou dame de 2.000 l. de terre, n'aura qu'une paire de robe l'an, etc..... »

(Le texte fixe ensuite le prix des étoffes pour les robes indiquées ci-dessus et toujours suivant le rang des personnes.) Il est inutile d'insister davantage pour montrer la ressemblance de ce texte avec le précédent. Il défend encore aux bourgeois, écuyers et clercs « d'avoir torches de cire », et, en ce qui touche la table, il ne veut pas qu'on donne « au grand mangier plus de 2 mès et un potage au lard sans fraude ». C'est donc un maximum de 3 mets qui est fixé, comme dans l'ordonnance de 1279, comme dans les lois romaines.

On a même voulu rapprocher les premiers mots du règlement de Philippe le Bel, « nulle bourgeoise n'aura char », avec le passage de la loi Oppia où il est dit... « neu juncto vehiculo... veheretur ». Il est évident que ces deux lois ont un caractère beaucoup plus politique que moral. Mais, tandis que dans la loi romaine la

jalousie du peuple cherchait à limiter le luxe patricien, dans l'ordonnance royale nous voyons les grands s'efforcer de maintenir la classe moyenne au rang inférieur dont elle voulait sortir. Il y a donc entre les deux législations une profonde différence quant à leur esprit. Un point est commun, c'est le système des amendes. Celles-ci sont graduées suivant les personnes : les ducs, comtes, barons et prélats paieront « 100 livres tournois pour paine »; les bannerets donneront 50 l.; les chevaliers, doyens, archidiaques, 25 l.; et 25 livres aussi seront payées par les autres laïcs, s'ils ont 1.000 l. parisis, et 100 sols s'ils ont moins. Le dénonciateur avait le tiers de l'amende.

En cette même année 1294, il fut promulgué une autre ordonnance (1), dont le caractère somptuaire est atténué par un but financier. Elle porte défense à tous ceux qui n'ont pas 6.000 l. de rente de posséder de la vaisselle d'or et d'argent. Ceux qui ne se trouvent pas dans les conditions requises devront porter aux Monnaies la tierce partie ou la totalité de leur argenterie. On ne devra pas non plus exporter l'or. L'argent ainsi demandé était destiné à la frappe des monnaies, que le Roi altérerait sans cesse. Quant à la défense d'exportation de l'or, elle se rattache à une très ancienne idée économique, d'après laquelle le métal jaune serait la seule véritable richesse que chaque peuple doit conserver jalousement. Du reste, sous Philippe le Bel et ses successeurs, la pénurie du Trésor fut immense et ces princes cherchèrent par tous moyens à se procurer des métaux précieux. En 1310 et 1332 (2) il est encore défendu d'exporter des métaux

(1) Laurière : I, 324.

(2) Id. : I, 475, et II, 83.

monnayés et de fabriquer de la vaisselle d'or et d'argent.

Mais ces mesures furent impuissantes pour diminuer l'usage que l'on faisait de ces métaux. Hommes et femmes les portaient en ornements d'habits, et jusque sur les caparaçons de leurs chevaux. Les fourrures surtout furent à la mode, puisque Philippe le Long acheta en 6 mois plus de 6.364 peaux de petit-gris. Néanmoins l'ardeur de réglementation de Philippe le Bel n'en avait pas été atténuée, puisqu'il alla jusqu'à fixer un maximum de longueur aux souliers à la poulaine ; et là encore il trouva le moyen d'établir une hiérarchie, car ces souliers purent s'allonger d'autant plus que le porteur était plus noble : ils eurent 6 pouces pour les paysans, 12 pouces pour les bourgeois, et 24 (soit 65 cm.) pour les seigneurs (1).

Sous le roi Jean, en 1356, les Etats de Languedoc (2) voulurent empêcher toute manifestation de luxe tant que le Prince serait captif. Ils interdirent de porter des pierreries, des habits trop somptueux, de fabriquer des ouvrages d'or et d'argent. Et cette dernière prohibition est répétée par Charles V en 1365 (3) : « Que nul changeur, orfèvre ni autre, ne soit si hardi de faire ni ouvrir vaisselle, ni vaisseau d'or ni d'argent, hanaps ni joyaux d'or ni d'argent, fors d'un marc (4) et au-dessous, si ce ne sont reliques et autres sanctuaires pour Dieu servir. »

A lire ce texte on croirait aisément que le roi Charles avait un but moral : arrêter les excès du luxe à une époque si sombre pour la France et en réserver l'usage aux seules cérémonies religieuses. Il n'en est rien : le roi

(1) Delamare : *Traité de la police*, Liv. III, chap. 4.

(2) Laurière : III, 99.

(3) Id. : III, 150.

(4) En 1350, le marc d'or valait 244 gr. 753 ; on le divisait en 24 carats, de 32 grains chacun.

veut seulement se procurer de l'or ; il cherche à s'opposer aux conséquences de ses réformes monétaires, c'est-à-dire de l'établissement d'une monnaie droite et forte. Suivant la loi de Gresham cette bonne monnaie fut chassée par les espèces dépréciées qui restaient en cours, et prit le chemin de l'étranger. D'autre part les changeurs se refusèrent à vendre au Roi le métal précieux aux prix du marché ; ils préférèrent le porter dans les pays qui offraient des conditions meilleures à la spéculation. Il arriva un moment où le Prince crut devoir recourir aux mesures arbitraires dont nous venons de donner un exemple ; il sacrifia même ses propres joyaux.

Ces moyens extrêmes n'eurent pas d'effet, car les dépenses du Trésor allaient croissant.

Artiste éclairé, passionné pour les objets d'art et les gemmes, il déployait un grand faste public. Il voulut même introduire plus de bon goût dans les modes et commença par supprimer en 1373 les fameux souliers à la poulaine : « Défense à toute personne, à peine de 10 florins d'amende, de porter à l'avenir des souliers à la poulaine ; cette superfluité étant contre les bonnes mœurs et en dérision de Dieu et de l'Eglise par vanité mondaine et folle présomption. » Déjà en 1212, 1365 et 1368, les conciles de Paris et d'Anvers avaient fulminé contre eux. Déjà aussi Charles V, confirmant un précédent règlement sur le costume des femmes de Montpellier, avait condamné ces chaussures par une lettre patente datée du 17 octobre 1367 (1) ; il disait dans un latin douteux : « Quod nullus vir vel mulier audeat portare, in suis estivalibus solularibus vel botinis, punctas dictas de polaina. »

(1) Laurière : XII, 107.

En cette même lettre il reprochait aux Montpelliéraines leur amour pour les perles et autres pierres précieuses, pour les fourrures, les broderies et les rubans, et les menaçait, si elles ne s'amendaient pas, d'augmenter leur part d'impôt : « Nam, si quis contrarium fecerit, taillabitur per nos dictos consules et successores nostros, et *in talliis Villæ augmentabitur* juxta exigentiam status et pompæ in quibus quilibet reperietur » : ce qui tendrait à prouver que le roi cherchait bien plus à alimenter son Trésor obéré qu'à proscrire ces « gestus vestium et ornatuum Deo odibiles, ut omnes habitantes Montispessullani, sub habitu humili et corde humili, Deo placare valeant ».

Son successeur Charles VI n'eut aucune de ces préoccupations. Il donna l'exemple des prodigalités et des folies. C'est la triste époque de la guerre de Cent ans. Les désastres endeuillèrent la France ; l'insécurité des routes paralysa le commerce, et, pour un instant du moins, le luxe privé se cacha.

Louis XI n'était pas d'humeur à le faire revivre à sa cour, puisqu'il « était toujours de fort court habillé et si mal que pis ne se pouvait » ; dit Commines. Avec lui l'or servait à de plus grands desseins qu'au vain plaisir de paraître. Il l'employait à rallier des partisans, à acheter des consciences. Pourtant il fit des ordonnances somptuaires ; il prétendit, nous dit Paul Viollet, « malgré son faible pouvoir, régler la vie privée de ses sujets ». L'éminent historien constate que, si le Roi agissait avec l'approbation de l'opinion publique en se faisant le gardien des anciennes mœurs, l'effet n'en fut pas moins nul.

Est-ce à dire que nos Rois, las de leurs efforts inutiles, vont abandonner la voie des prohibitions ? Nullement ;

dans la période suivante nous allons voir celles-ci se multiplier d'année en année, comme pour nous montrer que l'histoire est un éternel recommencement des mêmes erreurs.

CHAPITRE II

Période monarchique

§ 1^{er}. Le luxe après les guerres d'Italie. Edits somptuaires de Louis XIII et Louis XIV

Au point de vue du luxe cette nouvelle période se rattache intimement à la précédente. En réalité rien ne finit, rien ne commence à une date fixe. Il n'en est pas moins vrai que l'époque de la Renaissance imprima au luxe un caractère nouveau. Au lieu de se confiner à la cour ou dans les châteaux féodaux, il aima à se montrer, à s'étaler avec ostentation. Il fut aussi, comme le luxe italien, beaucoup plus artistique.

La noblesse française, qui suivit Charles VIII en Italie, y fut séduite par le développement des arts somptuaires, la prospérité des industries de luxe, et l'aisance répandue dans la population (1). Tout ce que le Roi put enle-

(1) Cf. Voltaire : *Essai sur les mœurs*, chap. CXXI.

ver en fait de tableaux, de livres, de tapisseries, de statues, d'objets d'or et d'argent il l'emporta en France, ramenant avec lui des artistes et des artisans. On faisait venir d'Italie des étoffes de soie et d'or, de l'orfèvrerie, et nos Princes favorisaient également l'industrie de la soie. Ces transformations apportèrent un nouvel aliment au goût du luxe déjà si développé. Les rigoristes en furent effrayés. Écoutons plutôt les plaintes de l'orateur des Etats généraux de Tours :

« Chacun est maintenant vêtu de velours et de drap de soie, qui est une chose bien dommageable à la richesse et aux mœurs de ce Royaume, car il n'y a ménestriers, varlets, barbiers, ou gens d'armes qui n'aient colliers et signes d'or aux doigts comme les Princes ; et n'est ni mal, ni trahison qu'ils ne fassent pour continuer leur état. »

Se fondant sur ces remontrances, Charles VIII prit une ordonnance (1) le 17 décembre 1485, afin « d'empêcher ses sujets de faire des dépenses énormes pour leurs vêtements d'une façon non convenable à leur estat et qui déplait à Dieu ». Il prohiba donc par « édit perpétuel » les habits d'or, d'argent et de soie, sauf pour les nobles vivant noblement, auxquels il permet de porter du drap de soie et d'or. Il l'autorise aussi « aux chevaliers tenant 2.000 l. de rente par an, et aux écuyers possédant même somme ».

Mais la valeur de cet édit était infirmée à l'avance par l'exception admise en faveur des nobles et de la famille royale. On le vit bien au départ de l'armée pour l'Italie : « Le Roi portait un sayon de velours cramoisi, déchiqueté

(1) Laurière : XIX, 615

sur blanc et violet par moitié, et l'autre moitié était de velours gris. Par-dessus ledit sayon il avait un manteau en écharpe merveilleusement brodé en or (1). » Et les hallegardiars de la garde portaient des chausses de drap d'or et des pourpoints de brocart.

Louis XII crut devoir, en 1506, renouveler d'anciennes prohibitions contre l'orfèvrerie, défendant « de fabriquer aucune vaisselle d'or et d'argent à cause de la rareté de ces métaux » (2). Quatre ans plus tard, le 14 juin 1510, le Roi dut rapporter cet édit imprudent, car les riches, au lieu de se passer des objets défendus, les avaient fait venir de l'étranger, de Venise notamment. Il en résulta une fuite du métal or ou argent hors du Royaume et une perte importante pour notre commerce.

Cette faute ne rebuta point les successeurs de Louis XII et nous allons voir se multiplier plus rapidement encore ces impolitiques mesures prohibitives. François I^{er} étala un faste qui éblouit toute l'Europe. A ce point de vue le Camp du Drap d'or est resté célèbre. Toutes les classes de la société furent prises d'une véritable frénésie de luxe, luttant entre elles pour s'égaliser et se surpasser. Un contemporain de Henri II écrit : « L'orgueil en tous états croissait de plus en plus. Les bourgeois des villes se sont voulu habiller à la façon des gentilshommes; les gentilshommes aussi somptueusement que des princes; les gens de village à la manière des bourgeois des villes. » Ainsi l'homme des campagnes lui-même aspirait à un peu d'aisance. On s'indignait de le voir s'habiller au-dessus de sa con-

(1) Quicherat : Histoire du costume. Paris, 1877.

(2) Laurière : XI, 338 et 418.

dition, on voulait « qu'il s'habillât selon son état de laboureur et de vigneron (1) ».

Bien qu'il ait donné le premier l'exemple de ce luxe orgueilleux, François I^{er} voulut en atténuer l'éclat chez certaines personnes, surtout parmi les financiers, dont l'avarice et la cupidité faisaient scandale : « Désirant de tout son cœur, dit le Roi dans le préambule de l'édit du 15 juin 1532 (2), corriger les larcins, faussetés, abus et gaspillages qui ont eu lieu pendant les guerres entre les gens de finances », et décide que toutes les personnes attachées aux finances et leurs familles devront s'abstenir de porter du drap de soie et des fourrures en robes, pourpoints ou harnais de chevaux ; elles ne devront pas avoir plus de serviteurs qu'il ne convient à leur état, et ne pourront doter leurs filles qu'avec la dixième partie de leurs biens. Les financiers coupables d'excès et de malversations virent leur fortune confisquée au profit du Roi.

Ce dernier alla plus loin : en 1543 il défendit à tout sujet, « fors nos très-chers et très-amez enfans les Dauphin et duc d'Orléans » de se vêtir de ces riches étoffes d'or et d'argent, sous prétexte que les achats des Français à l'étranger servaient les ennemis de la France et leur permettaient de « s'enrichir de la graisse de nostre royaume (3) ».

Henri II en défendit encore l'usage aux femmes des gens de justice, par édit du 19 mai 1547 (4) ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir que toutes ces mesures res-

(1) A. Babeau : *Le village sous l'Ancien Régime* (Cahiers des villages du baillage de Troyes, 1576).

(2) Isambert : XII, 361.

(3) Id. : XII, 834.

(4) Id. : XIII, 18, 101 et sq.

taient lettres mortes. Il en avoua lui-même l'impuissance dans le préambule d'un nouvel édit du 12 juillet 1549 (1) : « Si est ce que de présent elles (les précédentes prohibitions) sont mal observées et comme quasi contemnées, et non seulement continuent mais augmentent de jour en autres telles excessives superfluité d'habillemens et accoustremens entre gentishommes, dames et damoiselles, gens d'Eglise et de justice, et autres hommes et femmes de tous estats, lesquels par ce moyen on ne peut choisir ni discerner les uns d'avec les autres. » Il n'en prohibe pas moins les « toiles d'or et d'argent, pourfilleures, broderies, embouttissemens, orfèvreries, cordons, canetilles, veloux, satins et taffetas barrez, meslez, couverts ou tressez d'or et d'argent ». Puis il s'empresse d'en permettre le port aux princes et princesses « afin qu'il demeure (comme il est très raisonnable) quelques différences en leur accoustremens » et il leur réserve le privilège des draps de soie rouge cramoisi.

Le Roi était d'ailleurs poussé dans cette voie prohibitive soit par un ministre, soit par les Assemblées. C'est ainsi qu'aux Etats d'Orléans de 1560 l'avocat Lange, orateur du Tiers, critiqua « la superfluité et somptuosité des habits des gens de justice qui surpassaient toutes les efféminations des Asiatiques et des anciens Sybarites ». Aussi l'ordonnance générale de janvier 1560, rendue sur les plaintes, doléances et remontrances de ces Etats (2), défend dans son art. 146 les parfums étrangers et les dorures à tous manans et habitants des villes. Sous l'autorité de Charles IX il faut voir ici l'in-

(1) Isambert : XIII, 18, 101 et sq.

(2) Id. : XIV, 97.

fluence du Chancelier de L'Hospital, qui agissait lui-même d'après des idées à la fois stoïciennes et chrétiennes. Le vertueux Chancelier jugea sans doute les précédentes mesures trop peu nombreuses, car il y ajouta un édit sur les dépenses de table, défendant, comme Philippe le Bel, « qu'il y ait plus de trois services, les entrées, la chair et le poisson, et finalement l'issue » (1). Les Parlements s'unirent eux aussi à ces efforts : le Parlement de Toulouse (2) et celui de Bretagne firent défense aux magistrats de porter des « robes, sayons, manteaux et chausses de couleur rouge, jaune, verte ou bleue ; et d'avoir des chapeaux au Palais ou ailleurs, sinon en cas de nécessité, pour l'injure du temps ou indisposition de leur personne, à peine de confiscation des habits et de 100 livres d'amende ».

Outre leur but politique, ces édits reprennent un caractère qu'ils avaient déjà présenté, nous voulons parler du caractère économique. La déclaration du 21 avril 1571 sur le fait des monnaies limite à 1 marc 1/2 l'emploi de l'or dans les objets d'orfèvrerie et sur les habits. De même l'édit de janvier 1572, inspiré par René de Biragues, établit un véritable système prohibitif pour arrêter l'exportation des laines, lins, chanvres, et l'importation des étoffes d'or et d'argent. Une idée économique est donc à la base de ces mesures : on veut empêcher le numéraire de sortir, et l'on croit pouvoir arriver à combler ainsi le déficit du Trésor qui s'élevait à 43 millions.

Mais comment pouvait-on espérer diminuer les

(1) Voir aussi les édits et déclarations sur le fait des habits du 22 avril 1561, Isambert, t. XIV, p. 108 ; de janvier 1563, p. 159 ; du 15 février 1573, p. 260 ; et de juillet 1576, p. 305, etc...

(2) Arrêt du Parl. de Toulouse du 8 mai 1573.

dépenses superflues, alors que les grands donnaient l'exemple du luxe le plus frivole, que Catherine de Médicis cherchait à imiter et même à surpasser François I^{er}, et que sous Henri III un homme de la cour n'était pas estimé s'il n'avait au moins 25 ou 30 habits différents valant chacun 10.000 écus ? Aux noces de Joyeuse on donna un repas qui dura 17 jours et coûta à la France 11 millions, en dépit des restrictions établies par L'Hospital. On a souvent comparé Henri III dans ses déportements à Héliogabale, et l'abbé Anquetil (1) s'indigne de voir un tel homme donner pour motifs à ses prohibitions que « Dieu est grandement offensé et que la modestie s'en va presque du tout éteinte » (2). Un motif plus sérieux ne devrait-il pas être trouvé dans les sommes que pouvaient rapporter au budget royal les « amendes arbitraires » établies par un édit du 7 sept. 1577 ? (3).

Cependant les horreurs des guerres civiles et l'influence de la Réforme firent, pour un temps, ce que n'avaient pu faire toutes les ordonnances. Un document contemporain rapporte qu'à Paris le changement dans les mœurs est incroyable. On ne voit plus ni soie, ni or ; rien que du drap (4). D'autre part, Henri IV n'était pas partisan de cette ingérence intempestive de l'Etat dans les affaires privées. Il favorisa même les industries de luxe, et les protégea en prohibant en 1599 l'importation des marchandises d'or, d'argent et de soie (5).

(1) *Esprit de la Ligue* : II, 28 et 66.

(2) *Isambert* : XIV, 538.

(3) *Id.* : XIV, 327.

(4) *Ary Renan* : *Histoire du costume*.

(5) V. édit du 11 mai 1594 : *Isambert*, XV, 90 ; et janvier 1599, 212. — Sur l'inutilité des lois somptuaires économiques, voir *Forbonnais* : *Recherches et considérations sur les finances de la France*, t. I, année 1601.

Son ministre Sully aurait voulu intervenir contre le luxe de façon énergique. Cet homme austère et simple était un disciple de Xénophon. Il pensait avec l'illustre Athénien que l'« Economie », art plutôt que science, s'appliquait indistinctement aux intérêts publics et aux intérêts privés ; c'était pour lui une économie familiale : « On n'enrichit point la République d'une autre manière que la maison d'un ami », avait dit Xénophon. Pour faire passer cet idéal dans la réalité, Sully avait à lutter contre deux obstacles principaux : la misère et le luxe. Contre la misère la lutte lui semblait facile, et quelques années de paix, consacrées au relèvement de l'agriculture, suffiraient à la faire disparaître.

Le luxe, au contraire, était un obstacle plus résistant, car il tenait aux mœurs des classes dirigeantes. D'après Sully, c'était cette passion du luxe qui empêchait les nobles de rester dans leurs terres pour les cultiver, et les portait vers Paris, vers une cour voluptueuse et avide de plaisirs. Débarrassés de ce vice, ils redeviendraient sobres ; l'épargne renaîtrait, et avec elle non seulement l'aisance pour les particuliers, mais aussi la possibilité pour l'État de faire appel à la fortune privée par l'emprunt et l'impôt, de façon à remédier autant que possible au triste état des finances publiques. Bien plus : la noblesse protégerait un monde d'agriculteurs laborieux, « doués d'une âme patiente et pouvant mieux que d'autres se défendre et se venger », suivant le mot de Xénophon. On aurait là de bons soldats robustes, sobres, obéissants ; une forte armée ; un peuple docile ayant perdu son esprit de révolte, et le pouvoir royal en serait consolidé. Unie et riche au dedans, la France serait puissante à l'extérieur et deviendrait l'arbitre des destinées de l'Europe.

Bien noble était cet idéal. Bien arbitraires et dangereuses furent certaines des mesures envisagées par le ministre pour le réaliser. Qu'on en juge. Sully voulut atteindre non seulement le luxe public et apparent, mais encore pénétrer dans la vie privée des individus pour y prohiber les dépenses contraires à une stricte économie. Il eut l'idée d'établir des conseils de censeurs chargés de veiller sur la conduite des citoyens(1). Il en expose le fonctionnement dans ses « Economies royales » :

« Plus, écrit-il, en chacun baillage, tant royal que seigneurial, il sera élu tous les trois ans, à la nomination d'une assemblée publique, trois personnes qui prendront la qualité de Censeurs et Réformateurs, lesquels auront égard sur la conduite et le ménagement des familles et des personnes, de quelque qualité qu'elle puisse être ; et s'ils en reconnaissent de vie scandaleuse et dommageable au public ou à quelque particulier, ils le déclareront aux juges des lieux, et les sommeront et interpellerront d'y apporter les corrections et châtimens convenables, à peine d'y répondre en leur propre et privé nom après la troisième sommation ; et seront lesdits censeurs exempts de toutes charges publiques. — Plus, si lesdits censeurs et réformateurs publics reconnaissent des familles ou des chefs d'icelles qui fassent mauvais ménage et usent de débauches et dépenses disproportionnées à leurs facultés et moyens, soit en iceux brellans, femmes, festins, banquets, chasses, chiens, oiseaux, chevaux, habillements et délicatesses, ils les avertiront de se corriger de tous ces défauts ; et au troisième avis

(1) Nous avons vu déjà dans l'Introduction (§ 1) qu'au XVI^e siècle des esprits éminents, tels que Bodin, demandaient le rétablissement de la censure antique.

ils régleront les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires à proportion des 2/3 de la valeur de leur revenu annuel et certain, et réserveront l'autre tiers pour acquitter leurs dettes et l'employer aux réparations nécessaires de leurs biens, maisons et bâtiments, jusqu'à ce qu'ils se soient corrigés de tous excès et devenus meilleurs ménagers. » Sully défendait en outre à toute personne d'emprunter une somme notable sans indiquer dans le contrat l'emploi des deniers et la situation de fortune de l'emprunteur. Enfin un chef de famille ne pouvait doter ses enfants qu'en tenant compte de ses biens et du nombre d'enfants à établir ; mais, si l'un d'eux « lui était désobéissant et fâcheux, il pourrait avantager les autres sur ses acquêts, conquêts et meubles » (1).

Ce projet (qui fort heureusement est resté à l'état de projet) n'était en somme qu'une généralisation de l'institution des conseils judiciaires. Ils étendaient à tous des mesures analogues à celles que notre Code civil applique seulement aux faibles d'esprit et aux prodigues (2). D'autre part, ce système d'élection est particulièrement dangereux, quand il s'agit de former un corps local, qui surveillera la vie privée des électeurs et où les questions de personnes ne manqueront pas d'exercer leur influence. Mais le Surintendant des Finances comptait sans l'opposition de Henri IV, qui avait des vues plus hautes et des idées plus larges que son ministre. Aux instances de ce dernier il répondit plaisamment : « J'aimerais mieux combattre le Roi d'Espagne en trois batailles rangées que tous ces gens de justice, de finance

(1) Projet de règlement sur l'administration de la justice, chap. CCXXI.

(2) Voir Planiol : I, n° 2109, 2112 et 2113 (6^e édition).

et d'écritoire, et surtout les femmes et les folles que vous me jetterez sur les bras avec de tant de bizarres règlements (1). »

En même temps et malgré Sully, le Roi, secondé par Barthélémy Laffémas et Olivier de Serres, relevait en France l'industrie de la soie et des étoffes brochées, compromise par les troubles de la Ligue. Malgré son ministre qui ne pensait qu'à former de rudes soldats et détestait « tous ces petits marjolets de Cour et de Ville revêtus d'or et de pourpre », Henri IV refusa de multiplier les édits prohibitifs. Il ne voulait point sacrifier la puissance économique à la puissance militaire. Il entendait ménager à la France, grâce à l'industrie et au commerce, un afflux de métaux précieux ; et il espérait, en stimulant dans notre pays la production des objets de luxe, empêcher les achats à l'étranger, qui nous mettaient dans une situation de change défavorable.

Pour complaire à Sully il se contenta de « faire défense de porter ni or, ni perles, ni diamants, excepté cependant aux filles de joie et aux filous, auxquels nous ne prenons pas assez d'intérêt pour leur faire l'honneur de donner attention à leur conduite ». Et il renouvela de temps en temps cette ironique déclaration (2). Elle n'empêcha du reste pas la Reine de porter au baptême du Dauphin Louis une robe lamée d'or et enrichie de 39.000 perles et 3.000 diamants.

Le règne pacificateur d'Henri IV ne marqua donc pas un arrêt dans le développement du luxe. Bien au con-

(1) Conversation du Roi et de Sully à l'Arsenal : « Economies royales », année 1603, chap. XXIV.

(2) Edits de mars 1600, juillet 1601 et nov. 1606 ; Isambert, XV, 239, 263 et 303. Sous Louis XIII : édits de mars 1613 et de 1623 : Isambert, XVI, 39 et 145. Tous ces édits se suivent et se ressemblent avec une parfaite monotonie.

traire : il fit pénétrer l'aisance dans presque toutes les classes. Le luxe de la table s'affirma bientôt. On lit à ce propos, dans un libelle satirique du commencement du XVII^e siècle, dont l'auteur est inconnu et qui s'intitule les « Caquets de l'accouchée », des renseignements intéressants. « Il n'y a fils, ni petits-fils de procureur, notaire ou avocat qui ne veuille faire comparaison avec les enfants des grands officiers. Ils hantent les banquets à 2 pistoles par tête.... Ils empruntent à usure de Tavernier, de Dubillon et de l'Italien Facomini, qui sont les recéleurs de la jeunesse ; et puis qu'en advient-il enfin ? Ils sont contraints de faire l'amour à la vieille ou d'enjôler la fille d'une bonne maison. »

On voulut réprimer ces désordres dans la grande ordonnance de 1629 (1) inspirée par Michel de Marillac, et connue sous le nom de « Code Michaud ». L'art. 133 défend les broderies, passementeries et dentelles, dont on faisait grand usage sous Louis XIII, et il prohibe surtout les articles d'importation. En ce qui touche les repas on ne pourra avoir plus de 3 services en tout, même pour les grands repas, chaque service ne devant comprendre qu'un rang de plats et six pièces au plat. Cette défense s'applique aussi bien aux tables publiques qu'aux festins privés ; elle va jusqu'à supprimer tout banquet ayant un caractère officiel ou corporatif. La sanction est très dure : elle emporte confiscation des mets, des tables, de la vaisselle et même des tapisseries qui pouvaient orner la salle. L'art. 135 n'oublie même pas les agapes entre étudiants : « Défense aux personnes pourvues d'offices d'offrir des festins à leurs amis sous couleur de discussions et de préparation à l'exa-

(1) Isambert : XVI, 264 (art. 133 à 137).

men, à moins que ces repas ne dépassent pas 50 livres au plus. Le tout à peine d'être refusé à l'examen. » Enfin les traiteurs ne pourront traiter à plus d'un écu par tête, sous peine de 15 sols d'amende, de répétition des sommes par les pères ou tuteurs des convives et de confiscation de tout le mobilier. Cette sévère ordonnance ne porta pas ses fruits : étant un essai d'unification du droit privé, qui blessait des habitudes locales, elle ne fut enregistrée ni à Bordeaux, ni à Toulouse, et tomba bientôt en désuétude.

Mais Louis XIII ne se lassa point : il interdit encore en 1633, 1636 et 1639 l'importation des dentelles étrangères, notamment des points de Venise qui faisaient fureur (1) : les seigneurs en mettaient partout, en colletteries, à leur pourpoint, à leurs chausses, à leur carrosse. A ce propos Danjou, auteur de la « Réformation de ce royaume », écrivait au Roi en lui demandant de surveiller les marchands et de défendre à leurs femmes de porter des bijoux et des dentelles : « Croyez, Sire, qu'ainsi faisant vous ne perdrez jamais ce nom de Louis le Juste, et serez le plus puissant qui se puisse voir ; car Dieu sera bien servi, la Justice sera bonne, votre infanterie sera pleine de gentilshommes, vos marchands feront grand trafic, et vos paysans seront riches pour nourrir vos armées quand elles passeront. Mais surtout il faut que Vos Majestés et vos Princes et Princesses soyez les premiers à montrer l'exemple de cette réformation, et non pas de la rompre, comme vous fîtes de l'édit de porter du clinquant. » Malheureusement pour les réformateurs à la Sully la Reine Anne d'Autriche et ses dames n'étaient pas d'humeur à « montrer l'exem-

(1) Isambert : XVI, 465 et 515.

ple ». Il est vrai que son fils continua la série des édits somptuaires, mais dans un but purement économique et financier. La tendance morale, si elle a existé au début, s'est effacée depuis longtemps. Quand Louis XIV prétendit, dans son édit de 1660 (1), intervenir en faveur de la paix dans les familles, Molière lui répondit ironiquement par la bouche de Sganarelle :

O trois et quatre fois béni soit cet édit
Par qui des vêtements le luxe est interdit !
Les peines des maris ne seront plus si grandes,
Et les femmes auront un frein à leurs demandes...

(*Ecole des Maris*, Acte II, sc. 9.)

En réalité le Grand Roi intervint pour empêcher les marchands de fondre des monnaies pour en utiliser le métal (2), ou pour arrêter la fuite du numéraire vers l'étranger (3). C'est dans ce but qu'il défend aux orfèvres de vendre des vases, des chandeliers et des appliques en or et en argent, « considérant, dit le préambule de l'édit de 1687, l'utilité qu'il y a pour l'Etat à conserver l'or et l'argent dans l'intérieur du Royaume, et empêcher l'utilisation de ces métaux à des objets superflus » (4). Ce qu'il eût fallu empêcher pour arrêter cet exode de l'or, c'eût été les mutations monétaires incessantes qui paralysaient le commerce et dépréciaient nos moyens de paiement vis-à-vis de l'étranger.

A cette époque le pouvoir du Roi est devenu absolu. La monarchie touche à l'apogée de sa puissance, et pour en rehausser l'éclat Louis XIV s'entoure d'un faste qui

(1) Isambert : XVII, 382.

(2) Id. : XVII, 41 et 335.

(3) Id. : XVIII, 26.

(4) Id. : XX, 23 et 100.

fait partie de son système de gouvernement. Mais il veut plus : il ambitionne la gloire des armes, et comme il est exact de dire en tous les temps que « l'argent est le nerf de la guerre », il lui fallut trouver des ressources par tous les moyens. Les financiers devinrent une puissance dans l'Etat, car le Roi ne put ni ne sut pas se passer d'eux pour « financer » ses guerres ; or ces hommes appliquèrent la politique que le duc de Saint-Simon définit ainsi : « Epuiser tout le monde et le réduire à dépendre entièrement de leurs bienfaits pour subsister. »

Après les succès, les revers pesèrent lourdement sur les finances publiques, déjà compromises par l'abus des « affaires extraordinaires ». Aussi l'édit du 29 mars 1700 (1), avouant le peu de succès des précédentes mesures, engage-t-il les Français à s'abstenir de porter des pierreries, « d'autant que les guerres continuelles ont ruiné le Royaume et obligent le Roi à envisager les moyens propres à rétablir les finances ». Le moyen était fort impolitique, puisqu'on dut révoquer l'édit en février 1702 sur les justes plaintes des joailliers et lapidaires. C'est sur cette faute que l'on peut clore la liste des édits somptuaires de Louis XIV.

Sous le gouvernement du Régent, en 1720 et 1721, on rencontre quelques déclarations (2) contre les diamants et la vaisselle d'argent, et un arrêt (3) du Conseil de la Banque de Law interdisant les perles et pierres précieuses. C'est le moment du fameux « système », qui fut la source de si rapides fortunes et de catastrophes finan-

(1) Isambert : XX, 355 et 409.

(2) 4 et 18 février 1720 : Isambert, XXI, 176, 177.

(3) 4 juillet 1720 : Isambert, XXI, 185 et 202. On croyait arrêter ainsi le trafic de certaines personnes qui achetaient des diamants et des terres avec les sommes gagnées rue Quincampoix.

cières plus rapides encore. On voulait empêcher le numéraire de se cacher ou de fuir, de faire prime sur les billets dépréciés ; mais il n'était plus question de lutter contre le luxe. C'est donc au seuil du XVIII^e siècle que s'arrêta cette longue suite de prohibitions législatives qui marquaient une des formes les plus vexatoires de l'ingérence du pouvoir central dans les affaires privées.

§ 2. Le XVIII^e siècle : les impôts somptuaires

Sous le règne de Louis XV et de Louis XVI le luxe pénétra très avant dans les masses. Le système de Law avait eu, pour moindre résultat, de confondre un peu tous les rangs dans la même fureur d'agiotage, et de faire connaître à la classe moyenne une nouvelle aisance. Ce n'est plus le faste grave et lourd du grand siècle, c'est un luxe plus moderne, délicat, raffiné, artistique, un bien-être quotidien que les pouvoirs publics ne songeront plus à proscrire.

Seulement, beaucoup d'esprits éminents pensèrent que, si ce luxe ne pouvait être éliminé par la loi, on devait faire peser sur lui tout le poids de l'impôt, de façon à diminuer l'usage des superfluités et à venir en aide au Trésor. Déjà Jean Bodin dans les Six Livres de la République avait demandé des impôts sur les objets de luxe, mesure qu'il considérait comme « étant à l'honneur de Dieu, au profit de la République, au soulagement des pauvres ». Nous sommes ici en présence des impôts contre le luxe.

La pratique financière connut aussi avant le XVIII^e siècle ce genre d'imposition. C'est ainsi qu'en janvier 1654 (1) Louis XIV établit une taxe sur la passementerie, les draps fins, le marc d'argent et d'or « employé en choses superflues ». Pour justifier sa décision il reconnaît et expose le triste état de son budget : aucune grosse Ferme ne peut acquitter les charges qui lui sont affectées, et les recettes générales suffisent à peine pour couvrir les frais des armées. Il faut donc recourir à des moyens nouveaux : « Nous avons cru nous devoir servir que des plus innocents et de les choisir tels qu'en nous produisant quelques secours ils produisent aussi quelques avantages pour le public en retranchant le trop grand luxe qui s'est glissé dans notre royaume ou quelques-uns des autres abus qui s'y commettent. » Ce moyen innocent n'atteignit sans doute ni son but moralisateur, ni son but financier, car, vers la fin du règne, nombreux furent les édits « bursaux », qui cherchèrent à faire contribuer le luxe au relèvement des finances (2).

Animé du même désir, Vauban, dans sa « Dîme royale » (4^{me} Fond), établit sous le nom « d'impôts volontaires » des taxes sur la dorure des habits, sur les carrosses, les beaux meubles, et sur ces immenses perruques qu'on appelait sous Louis XIV des « in-folios ».

Mais les impôts somptuaires allaient naturellement trouver dans Rousseau un défenseur plus éloquent (3).

(1) Isambert : XVII, 313.

(2) En 1674 l'abbé de Saint-Pierre signale une taxe sur la vaisselle d'or et d'argent. (Annales politiques, t. I.)

(3) Discours sur l'économie politique.

Nous savons, en effet, que l'auteur du « Contrat social » voudrait voir disparaître à la fois les richesses et les inégalités qui en résultent. Lui qui s'écriait : « le luxe nourrit 100 pauvres dans nos villes et en fait mourir 100.000 dans nos campagnes », réclame ardemment des impôts contre ce luxe corrupteur. « Qu'on établisse de fortes taxes sur la livrée, sur les équipages, sur les glaces, lustres et ameublements, sur les étoffes et la dorure, sur les cours et jardins des hôtels, sur les spectacles de toutes espèces, sur les professions oiseuses, comme baladins, histrions, chanteurs, en un mot sur cette foule d'objets de luxe, d'amusements et d'oisivetés, qui frappent tous les yeux et qui peuvent d'autant moins se cacher que leur seul usage est de se montrer et qu'ils seraient inutiles, s'ils n'étaient vus. »

Beaucoup de personnes pensaient comme Rousseau ; on s'indignait de voir les classes riches affranchies du poids de l'impôt en un temps où la situation de la France allait en s'aggravant. Cette opinion est nettement exprimée par le contrôleur général M. de Silhouette, homme intègre, qui avait déjà voulu faire payer une imposition sur les terres nobles.—« La prodigalité et le luxe, dit-il, règnent encore dans les villes et ne paraissent pas permettre de se dispenser d'attaquer tous les moyens de luxe qui sont susceptibles d'être taxés. C'est d'ailleurs le seul moyen d'étendre les impôts sur la classe riche, dont la fortune se renferme dans un portefeuille, et que les emprunts n'ont que trop multipliée aux dépens des autres classes. » Il voulut donc taxer les classes qui étaient privilégiées au point de vue fiscal, et empêcher les fortunes mobilières de se soustraire à l'impôt. On pense qu'il s'inspira d'un projet que Forbonnais exposait dans ses « Recherches et observations sur les finances

de la France » (année 1634). D'après cet économiste il fallait établir une taxe proportionnelle et générale sur les laquais. Elle aurait l'avantage d'arrêter la dépopulation des campagnes, de donner au fisc au moins 15 millions, avec lesquels on pourrait créer 80 millions d'annuités à 4 p. 100. On consacrerait cette somme aux paiements des plus lourdes charges de l'Etat, et en 20 ans on aurait éteint pour 400 millions de dettes.

Tel fut le rêve que M. de Silhouette crut réaliser par son édit du 20 septembre 1759 (1), établissant une « subvention générale dans le royaume pour le soutien de la guerre ». A cette date, en effet, nous étions engagés dans la seconde guerre de Sept ans, et la perte de presque toutes nos colonies était un fait accompli. Le préambule de l'édit ne cache pas cette triste situation, et en même temps il avoue l'impossibilité de faire face à toutes les dépenses de guerre avec les seuls emprunts. On se voit donc obligé de recourir encore aux « affaires extraordinaires », qui, en dépit de leur nom, tendaient à devenir la ressource normale du budget en détresse.

L'édit établit un impôt général basé sur les objets de luxe : il taxe spécialement les étoffes étrangères, double le droit de marque sur l'or et l'argent, impose fortement les domestiques et les chevaux. D'après l'art. 3 les maîtres devaient payer 50 livres par tête pour les premiers domestiques d'office et de cuisine, et pour chaque valet de chambre dans toutes les villes et faubourgs ; ils devaient en outre 20 l. par tête dans la ville et les faubourgs de Paris et de Versailles, et 12 l. en province pour les valets, portiers, porteurs, cochers, postillons,

(1) Isambert : XXII, 295.

palefreniers et autres serviteurs mâles. L'art. 4 consacrait un droit de 20 l. sur les chevaux de selle, les carrosses, chaises à porteurs, etc... Ces dispositions rencontrèrent la plus vive résistance, surtout au Parlement : enregistrées dans le lit de justice du 20 septembre 1759, elles furent supprimées l'année suivante.

L'échec était sérieux. Néanmoins on chercha encore à arrêter certains désordres par le moyen de l'impôt. C'est ainsi qu'on songea à frapper les jeux de hasard (1) qui faisaient scandale. Depuis Louis XIV on jouait gros jeu à la Cour et à la Ville, et sous Louis XV les plus élégants salons de la capitale devinrent de véritables tripots. Écoutons ce qu'en disait M^{me} du Deffand, dans une lettre à Walpole (1769) : « Le Chabrillant, petit gendre de M^{me} d'Aiguillon, a perdu au trente et quarante 73.000 livres ; il avait dépensé depuis son mariage 40.000 écus en équipages, en habits, etc... Le jeu ici est terrible. M. de La Trémouille, à la même séance que le petit Chabrillant, perdit 156.000 livres et le maître de la maison 48.000. C'est un M. le Chevalier de Franc qui a gagné toutes ces sommes. Je ne saurais comprendre comment, dans un pays policé, on ne puisse pas trouver quelque expédient pour remédier à un pareil dérèglement. »

Oui, on put trouver un expédient ; mais c'était un remède plus dangereux que le mal. Le lieutenant de police Sartine autorisa les maisons de jeux ; et en 1775 il les soumit à un impôt. Triste mesure financière qui spéculait sur une passion malsaine et invitait à la fraude !

(1) Les cartes à jouer avaient déjà été taxées le 22 mai 1583 à raison de 1 sol parisis la paire. En 1701 ce droit fut majoré, et supprimé en 1791.

Ces quelques exemples nous semblent suffisants pour montrer combien d'obstacles s'opposaient, au XVIII^e siècle, à la législation fiscale contre le luxe. Toutes les mesures somptuaires, que nous avons rencontrées depuis Charlemagne, ont été non seulement impuissantes à enrayer l'essor du luxe, mais elles furent même constamment détournées de leur but essentiel. Or, elles ont joué très imparfaitement les divers rôles qu'elles devaient remplir : financières, elles n'ont à aucun moment enrichi le Trésor ; politiques, elles ne purent arrêter le développement de la classe moyenne et la disparition progressive des distinctions extérieures entre les rangs ; économiques enfin, elles n'ont pas amélioré la situation de nos finances et de nos changes aux redoutables époques des guerres de Louis XIV et du système de Law.

Pourtant la liste des impôts somptuaires est loin d'être close : nous allons avoir l'occasion de les rencontrer encore plus d'une fois au cours de nos recherches historiques.

TROISIÈME PARTIE

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER

La taxation du luxe par les Assemblées révolutionnaires

§ 1^{er}. La Constituante

En abordant cette période intermédiaire qui, à bien des égards, a marqué une grande date dans l'histoire de notre droit, on se demande naturellement dans quel esprit les Constituants envisagèrent cette question du luxe et de son imposition. Or, il ne faut pas oublier que les députés aux Etats généraux de 1789 étaient pour la

plupart des légistes respectueux de l'ordre préétabli, et qu'ils ne voulurent à aucun moment faire « table rase » du passé. Nous allons retrouver parmi eux les idées qui avaient cours à la fin du XVIII^e siècle sur la taxation du luxe, et nous les verrons discuter les mesures analogues à celles que nous avons déjà rencontrées.

D'autre part ils agissaient suivant les suggestions de leurs cahiers, et un assez grand nombre de ces derniers réclamait des impôts somptuaires. Il est vrai que les cahiers de doléances de la noblesse sont presque muets sur la question, ou bien proposent des taxes sur le luxe pour faire contribuer aux charges nationales les capitalistes des villes (1). Le clergé, se plaçant au point de vue des mœurs, se plaint vivement des progrès du luxe qu'il appelle « le vice dominant du siècle » ; il déplore le vif désir dont chacun est animé de briller au-dessus de sa condition, et les désordres que cette ardeur entraîne dans l'ordre social ; enfin il ne voit dans les riches que « des ventres ennemis du travail » (2). Aussi veut-il non seulement des impôts contre le luxe, mais surtout des lois somptuaires destinées à restreindre le nombre des domestiques et des équipages. En insistant sur l'utilité de telles lois, le clergé ne se fait pas d'illusions sur la difficulté de leur application (3).

Quant au tiers état, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, dans le Midi que dans le Nord, il est généralement favorable à l'imposition du luxe (4). Il

(1) A. P., 1^{re} série, V, 652.

(2) A. P., II, 414, et V, 456.

(3) A. P., I, 735 ; II, 764 ; VI, 73.

(4) Néanmoins le petit nombre de cahiers de paroisse ou « primaires » qui demandent des impôts sur le luxe ne permet pas d'affirmer que les habitants des campagnes aient désiré généralement une pareille taxation.

réclame toujours l'abolition des droits d'aides, des droits sur les grains, des tonlieux, des péages, de la gabelle et autres impôts, qui pesaient si lourdement sur le peuple, et désire souvent les voir remplacer par des taxes qui n'atteindraient que le superflu du riche. Mais deux tendances semblent alors se faire jour : certains cahiers, en nombre restreint, voudraient faire revivre les anciennes lois somptuaires, ou tout au moins demandent des impôts très lourds contre le luxe (1). D'autres, au contraire, plus nombreux, veulent des impôts modérés qu'on établirait en cas de nécessités budgétaires (2); ils ne prétendent pas parler au nom de la morale publique. Le Tiers s'élève surtout contre le nombre excessif des domestiques, contre la livrée, « cohorte perverse et avilie que le luxe entretient », dit le cahier de la ville de Langon. Il y voit une des causes principales de la dépopulation des campagnes et du défaut de main-d'œuvre dont souffre l'agriculture. Il demande aussi des taxes sur les chevaux de luxe, les chiens de chasse, les carrosses et chaises à porteurs, les bijoux, meubles précieux, châteaux, denrées importées telles que le sucre, le café, le cacao, les épices, etc.; enfin il voudrait frapper les célibataires (3).

Connaissant, au point de vue du luxe, les mandats dont étaient munis les Constituants, il ne nous reste plus qu'à les voir agir.

Tout d'abord la vieille question des lois somptuaires

(1) V. à titre d'exemple : A. P., II, 199, 270, 390, et V. 94, 210, 215, 384, 423, etc.

(2) A. P., III, 197, 222, 235, 239, 373, etc.; V, 51, 83, 375, 384, 533, 613, 656, etc.; VI, 53, 110, etc.

(3) A. P., III, 783, art. 63 ; IV, 463 ; V, 165, 515, etc.

est écartée dès le 3 octobre 1789 (1). Le député Blaquart de Salines avait déclaré à cette séance que la situation économique empirait : le commerce était languissant, l'industrie inactive, les ouvriers sans travail ; le change nous était partout défavorable. Pour rétablir la balance du commerce il proposait une loi ainsi conçue : « L'Assemblée nationale arrête que ses membres seront invités à ne faire usage, soit pour leur ameublement, soit pour leurs équipages, etc., que d'étoffes françaises ; que le Président sera chargé de se retirer devers le Roi pour l'engager à prendre pour lui et sa cour le même engagement. » Cette singulière mesure économique, limitée aux princes et aux représentants de la Nation, fut ajournée du consentement même de son auteur à cause du traité de commerce qui liait la France et l'Angleterre.

Quelques mois plus tard le clergé fit entendre sa voix. L'abbé Gouttes (2), du comité des finances, proposa un décret pour imposer les maisons de campagne, les châteaux et leurs dépendances. Il voulait que ces bâtiments, quand ils seraient habités, fussent frappés d'une contribution double de celle que supporterait la maison la mieux louée de la commune. M. de Richier, ayant objecté qu'avec un tel système une petite maison hors de Paris paierait le double de l'imposition d'un bel immeuble situé dans cette ville, Camus proposa une nouvelle rédaction : « Les propriétaires ci-devant privilégiés des maisons de campagne et *ci-devant châteaux* seraient taxés sur le même pied que supporte le meilleur terrain de la paroisse. » Mais la question fut encore ajournée au

(1) A. P., IX, 337.

(2) A. P., XI, 115.

milieu de l'hilarité générale soulevée par les « ci-devant châteaux ».

Il est vrai que le 18 janvier suivant (1) un autre député du clergé, l'abbé Maury, reprenait le problème de la taxation du luxe. Il dit notamment que « personne ne prendra la défense du luxe, qui doit enfin devenir utile au patriotisme après n'avoir servi qu'à la dépravation des mœurs »; et il demande la suppression des aides et leur remplacement par un impôt somptuaire. Mais, contrairement à son attente, on prit la défense du luxe. Le Couteleux, du comité des finances, estima qu'un tel impôt serait dangereux, car il frapperait au moins 250.000 ouvriers occupés aux industries de la soie, de l'orfèvrerie, etc. Barnave se rangea à cette opinion et de Lameth affirma même « que le luxe était un besoin pour la nation française », et qu'il fallait se garder de faire croire au peuple qu'on pouvait le soulager du poids de l'impôt en le faisant peser uniquement sur le luxe: c'eût été le tromper. Devant ces oppositions l'abbé Maury retira lui-même sa proposition.

Il semblerait, d'après ces quelques exemples, que l'Assemblée était peu disposée à frapper les dépenses superflues au profit du Trésor. Il n'en est rien.

Les Constituants, qui avaient l'horreur de l'arbitraire en matière fiscale et le respect de la liberté individuelle, n'entendaient point poursuivre le luxe avec des recherches vexatoires et un système d'inquisition qui eût rappelé l'Ancien Régime. Ils le considérèrent seulement comme un signe extérieur de la richesse, une « valeur ostensible » s'offrant d'elle-même à la taxation. La loi des 13 janvier-18 février 1791, sur la contribution per-

(1) A. P., XI, 230 et sq.

sonnelle, eut le mérite de proclamer ce principe (1). D'après son rapporteur, Dufermon, elle devait prendre pour base : 1° l'importance du loyer ; 2° le nombre des domestiques mâles ; et 3° le nombre des chevaux de selle et des voitures. Røederer, appuyant le projet, déclara que « le loyer, un nombreux domestique, des voitures, des chevaux, étaient là des indices assez sûrs » ; s'il y avait des riches avares qui n'eussent rien de tout cela, la contribution pèserait plus fortement sur les prodigues qui dissipent leur fortune en futilités, et les uns paieraient pour les autres. Restait la question de savoir si les domestiques « femelles » seraient regardées comme signe de richesse aussi bien que les mâles. Røederer répondit qu'il fallait laisser les hommes aux travaux des champs et les empêcher de s'adonner à une profession servile, tandis que « les femmes sont des infirmières que la nature a donnée aux enfants et aux malades » ; il ajouta que cet impôt devrait être progressif. Néanmoins l'Assemblée repoussa toute distinction, et imposa les domestiques des deux sexes : 3 livres pour le premier serviteur mâle, 6 livres pour le second et 12 livres pour le troisième et les suivants ; pour les femmes, la première était taxée à 1 l. 10 sols, la seconde à 3 livres, la troisième à 6 livres ainsi que toutes les autres (2).

Les garçons de ferme, de moulin, d'usine étaient exonérés. Et, dans le même esprit, la loi exonérait encore les chevaux et voitures qui n'étaient pas de pur luxe (3).

(1) A. P., XIX, 692 et 762.

(2) On remarquera que ces tarifs sont très modérés par rapport au projet de Silhouette et aux vœux de certains cahiers.

(3) Duvergier : II, 151.

On crut aussi atteindre les riches en majorant l'imposition des célibataires, sous prétexte qu'il fallait favoriser le mariage et que « le célibataire est une plante parasite, un poids inutile à la terre qui le nourrit ».

Cette loi de 1791, bien qu'elle fût basée sur d'excellents principes, fut loin de donner les résultats qu'on était en droit d'en attendre. Les contribuables ne firent pas leurs déclarations ; la répartition fut mal faite, le mécontentement général. Sur les deux contributions foncière et mobilière, le Trésor ne toucha que 150 millions sur les 300 millions prévus, et en 1793 il ne toucha rien du tout ; l'arriéré montait à 632 millions payables en assignats qui perdaient déjà plus de 50 % de leur valeur (1).

Du reste, en 1793, le désarroi financier était complet, et la situation politique grave aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce furent des tendances révolutionnaires nouvelles qui inspirèrent les actes de la Convention.

§ 2. La Convention et le Directoire

Quand la Convention nationale prit le pouvoir, le 20 septembre 1792, les idées sur la richesse et le luxe avaient beaucoup évolué. Les nouveaux députés, politiques plutôt que juristes, n'avaient pas les scrupules des Constituants. Déjà sous la Législative on se montrait plus hardi ; on ne craignait pas les conséquences des

(1) V. la critique de la loi par Ramel, le 19 floréal an II, et le 9 frimaire an III.

principes. En un mot l'esprit philosophique tendait à remplacer l'esprit juridique. La Convention en marque le triomphe. Pour les Jacobins la propriété individuelle était suspecte ; ils admettaient que l'homme n'est que le dépositaire de son bien sous la haute surveillance de l'Etat. Ce dernier, en vertu du « contrat social », a tous les droits sur les citoyens ; il est le maître de leur vie, de leur fortune, de leur liberté. Cette théorie étatiste atteint en 1793 son maximum de développement ; elle a même fait perdre à l'individualisme de 1789 une partie de son influence. On tend maintenant à l'unité, à la centralisation, à la destruction des corps locaux. L'Etat seul crée le droit de propriété, qui n'est plus un droit naturel antérieur à lui. Il peut donc l'enlever, le modifier, le détruire ; il peut *influencer sur la répartition des richesses et il est même de son devoir d'exercer une pression sur les mœurs* (1). C'est en s'inspirant de ces idées, puisées dans Rousseau et Mably, que Mirabeau disait déjà, le 10 août 1789 : « Je ne connais que trois manières d'exister dans la société : il faut y être mendiant, voleur ou salarié... » Quelle place pouvait donc occuper le riche dans ce monde nouveau ? Aucune d'après Saint-Just qui proclamait : « L'opulence est une infamie ! elle consiste à nourrir moins d'enfants naturels ou adoptifs qu'on a de 1.000 livres de revenus. » Et Robespierre ajoutait : « Il ne faut pas que le plus riche des Français ait plus de 3.000 livres de rentes. » Aussi cherchera-t-on à atteindre le superflu du riche, car la fortune donne, à l'homme qui la possède, une influence contraire à l'égalité civique. On voulut en somme fixer une limite à l'enrichissement national, et décréter

(1) Voir Sagnac : La législation de la Révolution française (Thèse).

une « douce médiocrité ». L'ardeur de la réglementation fut telle que David inventa même le costume égalitaire, « tunique, manteau court, pantalon collant, bonnet à la hongroise (?) orné de fières plumes ».

Nourris de ces idées et poussés par les nécessités budgétaires, les Conventionnels n'hésitèrent pas à déclarer la guerre au luxe. Dans la séance du 18 mars 1793 (1) Barère déclara l'impôt progressif « une institution infiniment juste ». En même temps Ramel-Nogaret fit savoir que le Comité des finances s'occupait de répartir les charges publiques suivant des taxes progressives portant sur le luxe et le superflu des riches ; et il proposa à l'Assemblée le décret suivant : « Pour atteindre à une proportion plus exacte dans la répartition des charges, que chaque citoyen doit supporter en raison de ses facultés, il sera établi un impôt gradué et progressif sur le luxe et les richesses tant foncières que mobilières. »

On vota ce décret et le 21 mars Vernier lut son rapport sur la nouvelle imposition. Il ne cacha pas le déficit énorme et les retards dans les recouvrements ; mais d'après lui la taxe progressive allait remédier à ces inconvénients. Le législateur devait chercher à atténuer les grandes fortunes, à détruire l'inégalité des richesses et à faire peser le tribut sur le riche. Vernier rappela les avantages de la progressivité, citant Montesquieu à l'appui de sa thèse : « Pour que les richesses restent également partagées, il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. » Le rapporteur partait de cette idée fausse que le nécessaire physique serait le même pour tous les hommes, et, pour lui, l'impôt progressif était une espèce de loi somptuaire. Il lui attri-

(1) A. P., LX, 293 et 393.

buait en outre toutes sortes de vertus : il devait favoriser les mariages, l'industrie, soulager l'indigence, frapper le luxe, car « il sera toujours vrai de dire que les palais ne s'établissent que sur des ruines ». Vernier croyait sincèrement que, pour ne pas hésiter à sacrifier au salut public une partie ou même la totalité de sa fortune, « il suffisait d'être vraiment républicain ». C'est avec cette conviction qu'il expose l'économie de son système. L'impôt devra peser sur tous les biens et revenus quelconques du contribuable, abstraction faite de tout ce qu'il a déjà payé pour les autres contributions : en un mot il pèsera sur le « revenu net ».

Il aura pour base une triple distinction : le *nécessaire physique*, déterminé par une somme fixe ; l'*aisance*, dont la limite sera moins précise ; et enfin le *superflu*, qui lui aussi connaîtra des degrés. Le nécessaire, affranchi de l'impôt, était porté à 1.000 l. par tête de chefs de famille, homme ou femme, et à 500 l. par enfant. Tout ce qui excédait jusqu'à 5.000 l. devait payer $\frac{1}{40}$ par 1000 ; et au delà de 5.000 l. commençait le superflu qui était taxé par échelon jusqu'à 48.000 l. Là s'arrêtait la progression, qui ne devait pas, d'après le rapporteur, « étouffer le commerce et l'industrie ».

De cette façon, seules les très grosses fortunes ne paieraient pas l'impôt sur le luxe ! Outre cette singularité, Vernier prévoyait des difficultés pour l'assiette de cet impôt et envisageait même son improductivité. Mais il se disait qu'avec un peu de bonne volonté et beaucoup de civisme, on surmonterait aisément ces obstacles. Malgré cet optimisme, le décret du 18 mars 1793 ne passa pas dans la pratique.

Le 20 mai de la même année, le financier Cambon fit

adopter une mesure inspirée par les mêmes idées, mais bien plus dangereuse, nous voulons parler de l'emprunt forcé et progressif imposé aux riches. Cet emprunt d'un milliard était destiné à diminuer la masse des assignats, et il avait bien la nature d'un impôt, puisqu'il ne devait pas donner d'intérêt à ceux qui ne payaient pas volontairement, c'est-à-dire « aux avarés, aux égoïstes, aux sangsues publiques ». La progression en était extrêmement rapide : « Au delà d'une limite fixée à 1.000 l. pour les célibataires et 1.500 l. pour les personnes mariées, le tarif appliqué à des tranches successives s'élevait de 10 à 50 p. 100. Ainsi le possesseur de 30.000 l. de revenu se voyait taxé à 25.500 l., celui qui possédait 60.000 l. était « soulagé » de 55,500 livres. L'excès de cette progressivité était tel que le rapporteur disait lui-même : « Il n'entrera jamais dans vos vues, quelque système de contribution progressive que vous adoptiez, de l'établir tel qu'à une somme quelconque il pose un terme à la fortune des citoyens ; mais *vous ferez des lois sages*, qui ramèneront, *par des voies douces*, au niveau de l'égalité les fortunes qui en sont sorties. »

On fit dans la suite des lois si sages que le citoyen Carret a pu dire, le 16 brumaire an VII, dans un discours aux Cinq-Cents : « L'emprunt forcé de 1 milliard a produit des maux incalculables..... Il a anéanti les ressources de l'Etat, arrêté toutes les opérations commerciales ; le négociant, le manufacturier, le fabricant, l'artiste, l'agriculteur, tous ont redouté l'âme et conscience d'un jury n'ayant rien à perdre ; dès ce moment tout s'est arrêté ; le numéraire s'est enfui, et partout les bras sont demeurés oisifs. »

La contribution personnelle et mobilière, qui avait été

suspendue sous la Convention, reparut en 1795. La loi du 7 thermidor an III (1) la rétablit avec une aggravation : les impôts somptuaires y étaient plus lourds. Le fait ne doit pas nous surprendre, puisque nous connaissons les tendances de l'époque ; du reste le rapporteur Thibault disait nettement : « Les contributions proposées doivent paraître à la fois *morales et politiques* ; elles n'atteignent que la richesse en soulageant l'indigence, en réduisant les jouissances nécessaires à de justes bornes. »

On taxa donc les cheminées de toutes natures, même si l'on n'y faisait jamais de feu (2) ; et les poêles étaient également frappés. Les domestiques hommes ou femmes étaient taxés à 10 livres pour le premier, 30 livres pour le second et 90 livres pour le troisième, et pour les autres on suivait une proportion triple. Le tarif pour les chevaux était également alourdi.

Pourtant ces impôts somptuaires ne donnèrent pas les ressources attendues : au de 60 millions promis, on eut à peine 18 à 20 millions.

En 1797 (loi du 14 germinal an V) le Directoire, glissant sur la pente révolutionnaire, rétablit, en fait sinon en droit, l'arbitraire de l'Ancien Régime. La contribution mobilière redevint un impôt sur les facultés individuelles, et un « jury d'équité » fut chargé d'évaluer les revenus. Ce jury avait plein pouvoir d'appréciation, et devait se baser sur les signes extérieurs de la richesse. Il est à peine besoin de dire que les abus furent scan-

(1) Duvergier : VIII, 199.

(2) Ce singulier impôt existait déjà en Pologne depuis 1629 ; il avait été proposé par Boisguillebert dans son livre : « Détail de la France », III^e Partie, chap. 4 (1695), et était réclamé par certains cahiers de 1789.

daleux. Les répartiteurs alourdirent ou allégèrent les cotes suivant leur bon plaisir, taxant des inconnus, des insolvable ou même des personnes mortes depuis longtemps. Quant au Trésor, il ne retira rien de cette nouvelle expérience, si ce n'est un flot d'assignats inutiles, qui n'avaient pas d'autre valeur que celle du papier.

L'année suivante on supprima ces odieux jurys, pour remanier encore une fois la cote mobilière. Les lois du 21 fructidor an VI et du 3 nivôse an VII l'établirent à peu près telle qu'elle est restée jusqu'en 1917 (1). On conserva la taxe sur les domestiques, les chevaux, voitures et litières de luxe. Elles continuèrent à être perçues pendant tout le Consulat et les premières années de l'Empire. Mais elles n'allaient pas sans difficultés. C'est ainsi que le citoyen Régnault, le 7 avril 1803, au Corps législatif (2), demanda le remplacement des taxes somptuaires de la ville de Paris ; il affirmait que les difficultés de perception étaient très grandes, les bases incertaines. Le contribuable ne faisait pas sa déclaration ; de sorte que le contrôleur était obligé de pénétrer dans les maisons ; d'où il rapportait des renseignements vagues ou faux. Le 14 février 1804, Paris avait déjà remplacé sa cote mobilière et somptuaire par une addition à son octroi. La France entière allait bientôt suivre cet exemple. La loi des 24 avril-4 mai 1806, art. 69, prit une mesure radicale : « *A compter de 1807 il ne sera plus fait de taxes somptuaires.* »

Le député Gaudin indiqua les raisons de cette décision : « Les taxes somptuaires, qui avaient été établies avant l'an VIII sur les domestiques et les che-

(1) Duvergier : XI, 138.

(2) A. P., 2^{me} série, IV, 574.

vaux et voitures de luxe, donnaient lieu à des recherches fatigantes pour les contribuables, et excitaient des réclamations multipliées pour un produit médiocre. »

Ainsi prenait fin la lutte que les hommes de 1793 avaient engagée contre le luxe, considéré comme une manifestation de richesses blessante pour l'égalité civile. Ils avaient voulu se faire juges de l'exagération des fortunes ou de leur emploi, de ce qui constitue le « superflu » ou le « nécessaire ». Partis, ainsi que leur maître Rousseau, de doctrines individualistes, ils étaient arrivés à des conclusions pratiques absolument étatistes et autoritaires.

Mais une réaction se produisit vers 1800 : on revint aux idées de 1789, et à la Déclaration des droits de l'homme ; il fallut, suivant son art. 13, que « la contribution fut également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés », sans surtaxes ni mesures oppressives contre telle ou telle classe. Les quatre règles d'Adam Smith furent invoquées dans la suite par tous les théoriciens de la science des finances. On voulut que « les taxes imposées à chacun fussent certaines et exemptes d'arbitraire dans toutes leurs parties ».

On eut surtout un invincible éloignement pour tout impôt qui exigerait une déclaration du contribuable, une évaluation directe et précise de son revenu, et l'on écarta, au nom de la justice distributive, tout système progressif, considéré comme instrument de lutte sociale. En un mot on porta jusque dans le droit financier ce profond respect de la liberté qui caractérise à nos yeux la Révolution française.

CHAPITRE II

Les impôts modernes sur le luxe

Après la chute du premier Empire, les idées favorables à la non-intervention de l'Etat dans l'emploi des richesses privées ne se modifièrent pas. Non seulement il n'est plus question des lois somptuaires, mais on continue à repousser le principe de la taxation du luxe. Il est dit à ce propos dans un rapport au Roi, de 1830 : « Les taxes somptuaires ont le vice radical de détruire la matière même de l'impôt et de ne pas frapper exclusivement sur celui que le tarif cherche à atteindre. » On leur reproche donc une incidence incertaine et un dangereux caractère d'hostilité vis-à-vis de la classe possédante ; or c'est précisément cette classe qui est au pouvoir sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Mais, si la pratique financière s'obstinait à repousser ces taxes, beaucoup d'esprits les regardaient au contraire avec faveur.

La révolution de 1848 fit réapparaître sous des éti-

quettes nouvelles tous les principes de 1793. Aussi, le 7 mai 1848, Barbès demanda l'établissement d'un impôt de 1 milliard sur les riches ; le 4 août de la même année M. Goudchaux proposa une taxe complémentaire de répartition, dont la quote-part individuelle devait être déterminée par un jury d'équité ; enfin, en 1849, M. Passy déposa un projet d'impôt progressif sur le revenu global et sur les domestiques. Toutes ces redites financières ne vinrent même pas en discussion ; mais elles étaient l'indice d'un état d'esprit nouveau, d'une lutte violente ou cachée entre le vieil esprit individualiste et les nouvelles tendances sociales. Ces idées contradictoires se firent jour dans le courant du XIX^e siècle au sein des divers Congrès économiques qui se tinrent à Bruxelles, à Gand, à Berne, à Genève, et surtout à Lausanne. On y traita souvent la question de l'impôt progressif et de la taxation du luxe ; on y élaborait même des projets de loi quelque peu fictifs.

Sans vouloir nous égarer dans les problèmes purement théoriques, il nous semble pourtant intéressant d'examiner, nous aussi, le principe de l'imposition du luxe au point de vue pratique.

§ 1^{er}. Nécessité et difficulté d'imposer le luxe

On admet généralement que le revenu des particuliers forme la véritable matière imposable. De quelque façon qu'on le détermine, soit par présomption, soit par déclaration du contribuable, c'est toujours lui, c'est la richesse apparente que l'on veut atteindre dans toutes ses

manifestations. Il semble alors que l'imposition du luxe soit la conséquence nécessaire de cette méthode. Bien plus : l'idéal théorique consisterait à faire peser la totalité des impôts sur les grosses fortunes pour dégrever entièrement les classes pauvres ; et il est évident que le luxe, étant une ostentation de la richesse, s'offre spontanément à l'attention du fisc. Il y a là un acte de justice sociale et de respect vis-à-vis du principe d'égalité proportionnelle.

Est-ce à dire que l'impôt somptuaire doive jouer le rôle d'instrument de moralisation ? Peut-il avoir une action bienfaisante sur la société en se mettant au service d'une idée philosophique ou morale ? Nous ne le croyons pas. L'impôt, qui cherche à décourager le luxe ne se justifie pas plus que les lois somptuaires qui tendaient à le détruire. Il serait aujourd'hui un anachronisme et une vieillerie. De nos jours le législateur ignore si le luxe est un bien ou un mal. Il n'est plus question en pratique d'*impôts contre le luxe*, mais *sur le luxe* suivant la distinction connue de M. Baudrillart.

Il faut donc repousser la prétention de certains économistes, de M. de Monthyon notamment qui voudrait faire de l'impôt « un régulateur des mœurs ». Cet auteur croit que certaines taxes ont un caractère juste, noble, humain. Il pense que, « prendre à qui a du superflu pour donner à qui manque du nécessaire, c'est exécuter une loi primitive gravée dans tous les cœurs sensibles et sanctionnée par la religion ». Il faut donc imposer le riche pour donner au pauvre ; il faut organiser une charité publique basée sur l'impôt. Mais il y a plus : le riche ne doit pas user et abuser de sa propriété, comme s'il était seul au monde ; c'est, par exemple, de sa part un crime de lèse-nature que de laisser en friche d'immenses

terrains de chasse quand de malheureux paysans meurent de faim. Aussi le législateur dira à ce mauvais riche : « Si tu ne fais pas de ta richesse un usage sensé et moral, la taxation pourvoira au devoir d'humanité auquel il n'aura pas été satisfait. » C'est là une première ébauche de la théorie de l'« abus du droit », que M. de Monthyon expose ainsi sans en saisir peut-être toute la portée. Il veut imposer au droit de propriété une limite d'équité, et ne le trouve légitime qu'autant qu'il n'est pas détourné de son but économique et social.

A cette tendance s'oppose l'opinion individualiste de J.-B. Say, affirmant « que la société veut la propriété ; or la *propriété suppose le droit de disposer de son bien et d'en abuser au besoin* (1). Lorsque le gouvernement l'en empêche, il agit contre le vœu de la société qu'il doit protéger ». En dépit de cette appréciation la théorie de l'« abus du droit » a été souvent sanctionnée par la jurisprudence. Seulement l'impôt ne paraît pas du tout approprié au rôle qu'on voudrait lui faire jouer ici. Comment le législateur pourra-t-il appliquer son impôt, ou plutôt son amende, à chaque cas particulier, et graduer la peine suivant les espèces ? Comment sera-t-il sûr d'atteindre celui qui a abusé de son droit avec une taxe dont il ne peut prévoir l'incidence ? M. de Monthyon ne résout pas le problème. Il se contente d'affirmer que la justice de l'impôt peut aller encore plus loin : il doit frapper le luxe, le célibat, les professions malsaines, le vêtement, etc..... Le droit financier est de nature à suppléer la juridiction des anciens censeurs, « il semble une Providence nationale, qui, en rendant l'homme sage, le rend heureux ! »

En face de cet optimisme naïf, il nous paraît intéres-

(1) C'est le principe du Code civ., art. 544.

sant de placer l'opinion tout opposée que Proudhon professe sur la question : « L'idée de l'impôt de luxe, écrit-il, est sorti des bas-fonds de la médiocrité envieuse et impuissante : ceux de ses adeptes, qu'un coup du sort a portés à la fortune, sont les premiers à se vautrer dans l'orgie, à donner le scandale de toutes les extravagances que provoquent l'opulence et l'oisiveté. Le fisc l'a accueilli, d'abord, comme une de ces satisfactions illusoires que la politique accorde à la vile multitude ; puis, parce que le fisc, étant toujours besoigneux d'argent, est toujours prêt à se servir des moyens qu'on lui indique de s'en procurer. »

Sans adhérer absolument à ces vérités si brutalement dites, nous nous contentons d'affirmer avec MM. Stourm et Leroy-Beaulieu que l'impôt ne doit être ni stimulant ni moralisateur, ni protecteur, mais simple pourvoyeur du Trésor (1). En effet, contrairement à ce que pensait M. de Monthyon, il est difficile de distinguer d'une manière absolue les actes qu'il faut encourager de ceux qu'il faudrait proscrire. L'Etat ne saurait faire au moyen d'une loi cette délicate répartition, dont les termes changent avec les temps et les lieux. Les particuliers ne peuvent pas davantage l'opérer, car il y a là une question de goûts personnels. Ainsi M. de Monthyon veut encourager la gymnastique, la paume et la danse, tandis qu'il taxe la chasse, les chiens, les spectacles. Sur cette liste relativement courte, il serait bien malaisé de se mettre d'accord ; et, si même on y parvenait, le système ne serait guère intéressant, puisque les tarifs élevés, en faisant disparaître les consommations condamnées, arri-

(1) Voir, dans le même sens que les auteurs précités, M. Moye : Précis de législation financière (5^e éd.), p. 14.

veraient à supprimer la matière imposable. Ainsi l'impôt moralisateur produirait d'autant moins qu'il aurait mieux atteint son but. On ne peut donc que répéter avec M. Stourm : « *L'impôt ne se justifie que par sa nécessité budgétaire.* Là réside sa seule raison d'être, sa seule excuse. Le droit de puiser dans nos poches, de prélever chaque année une part de nos revenus, de nos facultés individuelles, est un droit exorbitant et par conséquent strictement limité. Il ne saurait, sans devenir un monstrueux abus, *être détourné de sa seule destination légitime, celle de pourvoir aux dépenses publiques.* »

Cette opinion évidente en soi une fois admise, nous aurons prouvé l'inefficacité pratique (du moins en temps normal) des impôts somptuaires, dès qu'il nous aura été possible d'établir leur improductivité. Or, cette preuve est aisée à fournir. Elle est basée sur une triple constatation : 1^o la matière imposable est, en l'occurrence, difficile à déterminer ; 2^o les tarifs sont d'une application délicate, et forcément peu élevés ; 3^o enfin ceux qui doivent l'impôt sont en nombre restreint. Examinons ces trois points.

I. — La première cause d'improductivité, disons-nous, résulte de l'imprécision du mot « luxe », de la difficulté que nous avons déjà éprouvée à le définir au début de ce travail. Nous l'avons vu, le luxe absolu n'existe pas, et la signification de ce mot change avec les temps, les lieux, les personnes et les civilisations. Certains objets qui étaient de luxe au moyen âge, comme le linge de corps par exemple, sont devenus une nécessité de notre vie moderne. Actuellement du reste les consommations de luxe ne sont guère que des consommations usuelles affinées, ou plutôt des consommations somptuaires qui

se sont vulgarisées grâce aux progrès industriels. Le point de transformation est fort difficile à déterminer. Ainsi le vêtement est un objet de nécessité et peut devenir somptueux ; or, depuis les haillons du pauvre jusqu'aux habits de Cour que portait un Roi le jour de son sacre, les degrés sont infinis : où s'arrête le nécessaire ? où commence le luxe ? Il faudrait pourtant pouvoir tracer une délimitation nette, donner une liste précise des objets de luxe, car en droit financier toute imprécision est une porte ouverte à l'arbitraire. A ce propos les financiers et les économistes ne sont pas d'accord.

On discute sur le caractère somptuaire ou non de la consommation du tabac et des liqueurs fortes. MM. Baudrillard et Leroy-Beaulieu les regardent comme un luxe, tandis que M. Stourm y voit des objets d'usage général. Les théoriciens discutent, la pratique hésite. La détermination nette de la matière imposable paraît bien ici impossible.

II. — La seconde cause d'improductivité réside dans ce fait que les jouissances de luxe se prêtent malaisément à la tarification et au contrôle. Les tarifs doivent donc être peu élevés et d'une application assez souple. En effet, si les tarifs s'élevaient, ils deviendraient vexatoires, des fuites inévitables se produiraient. Le fisc se trouve alors en présence d'un dilemme : avec des taux modérés les taxes seront peu productives ; avec des taux élevés elles le seront encore moins, car, en rendant le contrôle rigoureux, les frais de perception de l'impôt dépasseront son rendement ; et, si l'on élève les tarifs sans rien contrôler, la fraude sera énorme. Dans tous les cas le Trésor ne serait guère enrichi.

D'autre part, il est à présumer que la classe moyenne,

qui seule fait nombre au point de vue fiscal, diminuera immédiatement ses consommations de luxe en présence de la hausse du taux de l'impôt. Il y a donc une certaine limite de taxation possible qu'on ne saurait dépasser.

Cette vérité apparut clairement après 1870, quand le droit sur la chasse fut surélevé, comme plaisir de luxe : le prix des permis fut porté de 25 à 40 fr. On vit alors leur nombre diminuer dans de telles proportions que, dès le 20 décembre 1872, on revint sur la mesure prise le 23 août 1871. Il en fut de même pour les poudres de chasse, dont l'augmentation favorisa la vente frauduleuse, et en 1892 on enregistrait un déficit de 3 millions sur le rendement normal. Instruit par ces expériences, le législateur ne frappe plus le luxe que de taxes modérées.

III. — Enfin et en troisième lieu, les impôts sur le luxe sont improductifs, parce qu'ils ont une base très étroite ; en d'autres termes, les contribuables sont peu nombreux. Un fait est certain : dans une nation la classe riche représente une petite minorité. Pourtant, au bruit que fait le luxe, on serait tenté de croire que son usage est très répandu, et que le nombre est grand des favorisés de la fortune. Rien n'est moins exact. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le passage que M. Leroy-Beaulieu consacre à cette question dans son ouvrage sur la « Répartition des richesses » : « Quand on assiste, dit-il, à la sortie du grand Opéra ou au défilé du retour des courses, qu'on voit se suivre et se presser tant de brillants équipages, on a peine à échapper à une sorte de vertige, et l'on croit facilement que le nombre des hommes riches est presque infini. Il y a là une illusion d'optique, que dissipent la réflexion et l'étude... Dans tous

les pays les plus aristocratiques, non seulement la grande opulence, mais aussi la très large aisance sont exceptionnelles. » Et l'auteur prouve ses dires en prenant pour bases les statistiques de l'impôt sur le revenu en Angleterre, en Prusse et en Suisse. En Prusse notamment, quand fut établi l'impôt sur le revenu en 1853, il y avait 18 millions d'habitants. Sur ce chiffre, il n'y eut que 44.407 personnes ayant un revenu de plus de 1.000 thalers, soit 3.750 fr.; et le produit de l'impôt perçu sur ces personnes ne représentait pas le tiers du produit de la taxe recouvrée sur celles qui avaient moins de 3.750 fr. de rente. Parmi ces 44.407 personnes la moitié avait moins de 5.250 fr. de revenu; les 5/6 possédaient moins de 10.500 fr.; et 444 seulement avaient plus de 45.000 fr. de rente. Sur ces 444 privilégiés il n'y en avait que 160 dont le revenu dépassait 75.000 fr.; 29 possédaient plus de 195.000 fr., et 7 enfin étaient à la tête de 450.000 livres de rente.

Il est vrai qu'en 1853 la Prusse n'était pas un pays riche; mais des statistiques plus récentes ont confirmé ces proportions.

A Londres même, où le nombre des riches paraît devoir être très élevé, on calculait à la fin du XIX^e siècle que 13,40 p. 100 de la population totale formait la classe moyenne et riche; au-dessous venait 50,5 p. 100 d'ouvriers aisés, 27,7 p. 100 de pauvres et enfin 8,4 p. 100 de misérables. Ainsi, sur 4.300.000 habitants groupés, la capitale anglaise ne comptait que 749.930 personnes aisées ou riches. En faisant ces constatations M. Leroy-Beaulieu s'écrie : « J.-B. Say extravaguait, quand il parlait avec emphase des revenus de 300.000 fr. qui forment une parcelle si infime de l'ensemble d'un revenu national ! » Du reste il suffit de relever quelques

chiffres dans nos lois de finances pour voir combien est restreint le nombre des contribuables qui payent les impôts sur le luxe. L'impôt sur les permis de chasse atteignait à peine 400.000 personnes en 1895. Les droits sur les chevaux et voitures ne touchaient que 150.000 chevaux et 200.000 voitures environ ; la taxe sur les billards ne découvrait que 94.720 billards, et celle sur les cercles et sociétés, 267.155 abonnés.

N'avions-nous donc pas raison d'affirmer que le vice radical de tous ces impôts est l'improductivité ? Que représentent, en effet, les quelques dizaines de millions qu'ils rapportent dans un budget moderne où l'on compte les dépenses par milliards ?...

Il n'en est pas moins vrai que taxer le luxe dans la mesure du possible apparaît à tous comme une nécessité, surtout dans les moments de grands déficits financiers : les petites recettes sont alors à apprécier. Comme dit M. Stourm : « Satisfaction légitime seulement aura été donnée aux principes proclamés par tous les économistes depuis Adam Smith, et ce que les impôts sur la taxe procureront au Trésor sera de l'argent puisé à bonne source. »

§ 2. Les taxes somptuaires en France

Dans les budgets contemporains la liste des objets imposés comme étant de luxe n'est pas longue : chevaux, voitures, chiens, armoiries, domestiques, matières d'or et d'argent, chasse, cartes à jouer, billards, cercles ;

telles sont à peu près les seules matières somptuaires que la fiscalité soit parvenue à découvrir.

A l'étranger, ont apparu dans les moments de crise, des taxes singulières qui n'ont pas tardé à disparaître : en Amérique on impose les montres, les quilles, les pianos et même les parapluies (1) dans les Etats nordistes au cours de la guerre de Sécession. En Prusse on vit des taxes sur l'argenterie de 1809 à 1812. En Angleterre les « assessed taxes » sur les « luxuries » comprenaient des impôts sur les chevaux, les domestiques, les armoiries, la poudre à cheveux. La Hollande voulait même taxer les tulipes à l'époque où ces fleurs faisaient l'objet d'un énorme trafic, et en 1805 elle établit un impôt général sur toutes les marchandises de luxe. Enfin, suivant M. de Parieu, « Philomèle elle-même est tombée sous la main du fisc, et les rossignols fournissaient à la fiscalité prosaïque de la ville de Brême un revenu de 25 rixdales d'or d'après les prévisions du budget de 1850 ».

En France, malgré les tendances peu favorables aux impôts sur le luxe et les funestes expériences de la Révolution, on fut amené à imposer un petit nombre d'objets ou de jouissances dites « de luxe ». Ce résultat ne fut point atteint à la suite de discussions théoriques, mais seulement en raison de nécessités budgétaires pressantes. En effet, après nos revers de 1870-71 il fallut trouver pour le paiement de l'indemnité à l'Allemagne 750 millions de ressources nouvelles. Tous les projets furent discutés et celui d'un impôt général sur le revenu ayant été rejeté, on se vit obligé de recourir au système fiscal ancien et de multiplier les impôts déjà existants.

(1) Revue contemporaine, n° de nov. 1857, et American Almanach de 1849.

On en créa même de nouveaux, notamment les quelques taxes somptuaires qui existent encore aujourd'hui.

Parmi ces dernières il en est pourtant quelques-unes qui remontent assez haut : la taxe sur les cartes à jouer était connue de l'Ancien Régime, comme nous l'avons déjà indiqué ; supprimée en 1791, elle fut rétablie par la loi du 9 vendémiaire an VI. Le droit de garantie des matières d'or et d'argent (1) eut le même sort devant l'Assemblée constituante, qui était peu favorable aux impôts de consommation ; mais l'an VI lui rendit encore sa place dans notre système fiscal. Plus récente est la taxe sur les chiens qui date du 2 mai 1855 ; mais il faut bien remarquer que cette taxe est plutôt une mesure de police et de sûreté générale destinée à réduire le nombre des représentants inutiles de la race canine. Quant à l'impôt sur les chevaux et voitures, supprimé en 1807, il reparait dans un projet de budget de 1863 sous forme d'annexe à la contribution personnelle-mobilière. Le projet insistait sur ce fait « qu'il n'y avait là aucune mesure contre le luxe, aucun souvenir des lois somptuaires ». Mais telle était l'horreur inspirée par ces dernières que le Corps législatif rejeta la taxe en 1866. Ce fut la loi de finance du 16 septembre 1871 qui la réhabilita, et elle se trouva remaniée par de nombreuses lois postérieures. Enfin les taxes sur les billards, les permis de chasse, les cercles, sociétés et lieux de réunions, etc., sont d'origine relativement récente.

Sans entrer dans des détails inutiles sur l'économie de chacune d'elles, il nous faut pourtant faire ressortir leurs traits communs essentiels. Remarquons d'abord

(1) Ce droit, excédant la valeur du service de contrôle rendu par l'Etat, est considéré par M. Cauwès comme ayant un caractère somptuaire.

que leur tarif est en général peu élevé, et nous savons par les développements qui précèdent que c'est là une de leur condition d'application. D'autre part, il n'est jamais progressif, sauf peut-être dans la taxe sur les sociétés ; il varie seulement avec l'importance des localités. Enfin le législateur a pris soin de ne frapper, autant que possible, que les jouissances de luxe, en exonérant tous les objets susceptibles de servir à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

Ces taxes sont-elles productives ? C'est évidemment la question qui se pose après les pages que nous avons consacrées, au paragraphe précédent, à l'examen théorique du problème. Pour y répondre il faut faire une distinction entre les taxes qui frappent uniquement des objets de luxe, et celles qui atteignent des objets dont le caractère somptuaire s'est vite atténué pour devenir d'usage commun ou tout au moins très général. Les premières ont une productivité restreinte, comme les droits sur les matières d'or et d'argent, les cercles, les cartes à jouer ; ou même leur produit va en décroissant, comme pour les billards (1). Au contraire, les taxes de la seconde catégorie enregistrent des recettes de plus en plus importantes (2) : c'est le cas pour les automobiles ajoutées en 1898 à la taxe sur les voitures, et surtout pour les vélocipèdes dont on pouvait dire en 1890 : « leur prix élevé en fait une fantaisie coûteuse qui n'est pas à la portée de tous ; ils représentent donc un objet d'agrément et de luxe ». C'est ainsi que les progrès industriels et les baisses de prix obtenues par la production en

(1) En 1894, les billards produisaient 1.134.500 fr. ; en 1913, ils ne rapportent plus que 1 million.

(2) En 1894, les vélos donnaient 1.800.000 fr., et, en 1913, 10.855.611 fr. ; les voitures passaient de 12.380.000 fr. à 20.528.371 fr. 98.

série ont fait tomber dans le domaine commun beaucoup d'objets dont l'usage était autrefois réservé aux privilégiés de la fortune. La base de l'impôt se trouve donc élargie, sa productivité augmentée ; mais il perd peu à peu son caractère somptuaire.

Quoi qu'il en soit, les plus-values sont loin d'être considérables pour ce chapitre du budget. En 1894 ces taxes dites « assimilées » se répartissaient ainsi :

Contribution sur les chevaux et voitures.....	12.380.000 fr.
Droits sur les matières d'or et d'argent.....	4.773.300
— les cartes à jouer	2.297.000
— les billards.....	1.134.500
— les chiens.....	6.500.000
— les permis de chasse	10.467.000
— les vélocipèdes	1.800.000
— les poudres de chasse	4.000.000
— les cercles, sociétés, etc.....	1.440.250
Ces chiffres nous donnent un total de	44.792 050 fr.

Si l'on compare ce produit à celui de l'année 1913, soit 55.494.797 fr. 63, on constate une augmentation d'un peu plus de 10 millions en 19 ans. Cette plus-value répartie sur 9 taxes différentes est évidemment faible. Elle n'a cependant pas découragé les amateurs de taxes sur le luxe.

Après 1870 les projets rejetés ont été aussi nombreux que les propositions favorablement accueillies. On a voulu taxer les domestiques attachés à la personne, et toutes les discussions que l'édit de Silhouette avait fait naître reprirent en 1872. Elles ne purent aboutir à cause des difficultés de la taxation, et surtout en raison de l'imposition accessoire sur les livrées : nos députés ne parvinrent pas à définir avec précision ce qu'était une

livrée. Retenons à ce propos la déclaration de M. Mitchell, député, qui disait : « Qu'on objecte que l'impôt sur la livrée ne produira rien. Mais, quand ce ne serait qu'un impôt de principe, un impôt pesant sur le luxe et la vanité, il serait acceptable. » Il y a donc encore de nos jours des partisans des impôts contre le luxe, et les vieux préjugés ne sont pas morts. Malheureusement nos budgets ne se nourrissent pas de principes : le fait de concourir à un but de morale sociale ne saurait les consoler de leur pénurie.

Une autre taxe plus surprenante, celle sur les chapeaux à haute forme, fut proposée le 2 février 1874. Elle n'aurait pas été nouvelle dans notre histoire, puisqu'en 1688 le commissaire de l'artillerie Duport imposa l'industrie chapelière et le contrôleur général des finances Pontchartrain l'imita après la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Enfin un édit d'avril 1690 avait mis un droit de vente et de marque sur les chapeaux. Malgré ces antécédents la proposition de 1874 fut écartée : on craignait la difficulté du recouvrement et la fraude. Ces mêmes raisons firent également rejeter des projets d'imposition sur les pianos, les cartes photographiques, les galeries de tableaux, les titres de noblesse (qui ne sont pourtant pas un indice de richesse), et même sur les gens oisifs.

Nous voici au seuil du XX^e siècle. Une ère de paix et de prospérité se prolonge pour la France. Les progrès de l'industrie et du commerce ont fait pénétrer le luxe dans toutes les classes de la société, à tel point que le faste ostentatoire a disparu chez les riches, et les pauvres peuvent se procurer un certain confortable. Le costume ne connaît plus les distinctions de rang, et la mode niveleuse agit comme une loi somptuaire à rebours. Un progrès certain a donc été réalisé : la question du luxe

ne préoccupe plus le législateur ; elle est entrée dans le domaine de l'économie politique, où elle occupe du reste une très petite place. Il semble donc bien que le droit financier n'aura plus à se préoccuper d'elle et qu'il va clore définitivement le chapitre des impôts somptuaires. Mais rien n'est définitif dans notre histoire, où un grand événement peut tout remettre en question.

Nous allons voir en effet comment la guerre de 1914, en creusant sous nos pas un déficit plus profond d'année en année, a ressuscité en quelque sorte le vieux problème de la taxation du luxe, qui paraissait devoir dormir un sommeil séculaire.

CHAPITRE III

Un essai de législation d'ensemble sur le luxe

Avant d'entreprendre l'examen de la taxe de luxe de 10 p. 100 établie par la loi de finance du 31 décembre 1917, il nous paraît utile d'envisager les caractères que doit présenter l'impôt en temps de guerre. La guerre est certainement une des crises les plus graves qu'un pays puisse traverser, et elle influe directement sur sa politique financière. Pour soutenir la lutte il lui faut trouver des ressources, vite et en grande quantité : il est donc évident que le conflit troublera d'une façon profonde son système fiscal. On a dit souvent que, si l'impôt était pour l'Etat un bénéfice net sans contre-partie onéreuse, il avait par contre l'inconvénient de rentrer lentement aux époques troublées, et d'enregistrer des moins-values importantes. Il est vrai qu'à ce point de vue les différents impôts n'offrent pas la même force de résistance et tous ne supportent pas au même degré une augmentation de leur tarif.

En résumant en un petit nombre de principes les résultats de l'expérience, on arrive aux constatations suivantes. L'impôt direct est de nature à supporter la crise avec beaucoup plus de fermeté que l'impôt indirect ; mais, au cas où l'on se verrait obligé de surélever son tarif, il serait utile d'opérer ce changement dès le début des hostilités, de façon à pouvoir recueillir à temps les fruits d'une opération qui agit toujours lentement.

D'autre part, il vaut mieux augmenter le taux des impôts déjà existants que d'en créer de nouveaux. La raison en est simple : l'impôt nouveau n'est pas rapidement productif par suite du trouble qu'il ne manque pas de causer aussi bien dans l'administration que parmi les contribuables. Son incidence n'est pas connue, et il est susceptible de détruire la justice fiscale.

Si l'augmentation des impôts directs n'est pas suffisante, celle des taxes indirectes s'imposera. D'autant plus que ces dernières une fois assises offrent un rendement élevé et rapide. Il faudra donc alourdir les impôts de consommation et même de large consommation, dont la productivité est certaine (1).

Mais que deviendra cette justice fiscale que nous venons d'invoquer ? Les taxes indirectes sont en effet « proportionnelles à rebours », comme on l'a dit souvent ; elles pèsent sur les classes pauvres, en leur infligeant des sacrifices très lourds et très pénibles en temps de guerre. Pour rétablir l'équilibre fiscal on propose alors un impôt progressif sur le revenu global ou des impôts somptuaires. La justice distributive n'en est pas moins détruite, mais avec cette différence que les riches sont

(1) Evesque : Les Finances de guerre au XX^e siècle (Thèse Montpellier, 1914).

lésés dans leurs intérêts et les pauvres ne sont pas soulagés.

Depuis août 1914 les vérités d'expérience que nous venons d'établir se sont trouvées confirmées par les faits. L'impôt général sur le revenu, dont l'application a été retardée jusqu'en 1917, n'a certainement pas produit tout ce qu'on aurait pu en attendre, s'il avait été perçu dès le début des hostilités, ou si le contribuable français eut été habitué à le payer longtemps avant l'année 1914. On fut alors obligé de recourir aux mesures extrêmes, c'est-à-dire au renforcement des impôts existants et à la création de nouvelles taxes. En ce qui concerne les taxes somptuaires, on a employé successivement les deux procédés : la loi de finance du 30 avril 1916 doubla les tarifs des taxes dites « assimilées ». On comptait obtenir par ce doublement un profit de près de 50 millions ; mais on prévoyait en même temps avec raison une forte réduction de la matière imposable. Ces taxes devinrent assez lourdes et restèrent pourtant d'une productivité restreinte. Il fallut donc avoir recours à une mesure plus radicale, à la création d'un nouvel impôt sur le luxe.

§ 1^{er}. Les lois du 31 décembre 1917 (art. 27 et 28),
et du 22 mars 1918

Influencé par la législation fiscale d'avant-guerre, on eut d'abord l'idée d'imposer les objets de luxe séparément, considérés en eux-mêmes. C'est dans ce but que M. Anglès proposa une taxe progressive de 5 à 10 %

sur les commerces de luxe ; M. Boussenot voulut taxer à 25 p. 100 tout achat de bijoux ; MM. Cachin et A. Véber imposèrent le même taux aux pierres fines, et M. Nouhaud s'en prit aux produits de parfumerie. On vit même réapparaître un projet bien souvent repris, l'impôt sur les domestiques. En 1916 M. Laurent présenta un amendement concernant ceux qu'il appelle « des moteurs humains » : « Toute personne ayant des domestiques à gages sera imposée de 50 francs pour le premier, et 100 francs pour chaque domestique en sus. Sont exceptés les domestiques de ferme et d'exploitation agricole. » On reprocha à ce texte de ne pas exempter les serviteurs des commerçants, et l'on pensa, avec un économiste allemand, Hoffmann, que « toute taxe sur les domestiques avait le grave inconvénient d'atteindre aussi fortement les hommes occupés ou obligés à la représentation, que ceux qui entourent leur fainéantise de collaborateurs ».

Un défaut plus important s'attachait à toutes ces propositions. Elles avaient, en effet, le tort de procéder par voie d'espèce, alors qu'il fallait une loi d'ensemble. « Le luxe, dit un projet de loi du 22 juin 1917, s'est singulièrement élargi et généralisé ; *c'est donc d'un impôt général qu'il faut le frapper*, d'un impôt qui exonérera le nécessaire en surtaxant le superflu, *établissant ainsi la véritable égalité de sacrifices*. » Ce résultat était intéressant, mais l'énorme difficulté d'une mesure d'ensemble résultait justement de l'imprécision que renferme le terme de luxe par suite de sa généralisation. Néanmoins un maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Favareilles, entreprit de vaincre cet obstacle, et conçut un des premiers l'idée d'un impôt très large sur les dépenses somptuaires.

Son point de départ est le suivant : comme la guerre se prolonge (il écrit en février 1917), la nation peut et doit faire un grand effort financier dont le poids ne portera que sur la classe possédante. A la place d'une législation fragmentaire, il veut une mesure qui serait à la fois *démocratique*, c'est-à-dire ne pesant que sur les riches, et *productive*. Ces deux conditions paraissent antinomiques, car la richesse, nous l'avons déjà montré, est le fait d'une minorité. Mais M. Favareilles, élargissant la notion de dépenses somptuaires, entend frapper le luxe même entre les mains des personnes les moins fortunées ; ce qui, remarquons-le, semble bien détruire son premier principe.

Il propose donc « un impôt proportionnel ad valorem sur tout achat et toute consommation qui ne correspond pas aux besoins essentiels de la vie ». Le point délicat est toujours la détermination de la matière imposable. Or, l'auteur a longtemps cherché sans succès la définition de l'objet de luxe. Il s'est alors résigné à une désignation individuelle de ces objets dans un tableau annexé à son projet de loi. Pour faciliter sa tâche il s'est servi du tableau déjà dressé en vue de l'impôt des patentes : il lui a suffi d'établir une liste des marchandises vendues par les différents commerces désignés au tableau A. Il en a tiré ainsi 71 articles imposables. Puis, se basant sur ce fait que « le prix est une sûre indication du caractère somptuaire d'une consommation », il ajouta à son projet une échelle de prix comportant 7 à 8 degrés et ayant pour point de départ la somme de 5 fr. Le tarif était uniformément fixé à 10 ‰, et la perception de la taxe serait assurée par un timbre mobile apposé sur l'objet par le vendeur lui-même qui jouerait le rôle de

collecteur de l'impôt. Le commerçant serait du reste soumis à une surveillance active et constante.

M. Favareilles trouvait à son projet des avantages multiples, dont voici les moindres : 1° proportionnalité de l'impôt à la capacité de consommation ; 2° productivité certaine, 500 millions au moins pendant la guerre et 1 milliard après ; 3° anonymat de la perception ; 4° enfin, conformité parfaite avec la justice distributive. A ceux qui trouveraient un tel impôt vexatoire, l'auteur répond « que l'on peut faire ce sacrifice à la Patrie pour avoir de l'argent et pour chasser l'Allemand ». Malgré ce motif élevé, le projet ne réunit pas tous les suffrages. Il fut critiqué notamment par M. J. Denais, qui lui reprocha de taxer des objets de très large consommation, étant donné ce point de départ de 5 francs, qui est vraiment trop bas (1). L'impôt reprend en outre des articles déjà frappés par les taxes somptuaires préexistantes ; il entrave la liberté du commerce, permet la fraude, et n'efface pas du tout l'antagonisme qui existe entre la justice et la nécessité fiscales.

En dépit de ces critiques, il faut reconnaître que les idées de M. Favareilles créèrent un courant favorable à la taxation du luxe, dont la nécessité apparut bientôt aux yeux du législateur. Ajoutons à cette tendance les besoins financiers pressants de cette pénible année 1917, et l'on comprendra aisément pourquoi le projet de M. Klotz ne rencontra pas une vive résistance au sein du Parlement. C'est en effet le ministre des Finances lui-même qui, reprenant le plan déjà tracé, proposa une taxe de 10 % sur le prix d'achat de tout objet de luxe, dont une commission centrale devait fixer la liste. En outre, des commissions

(1) « La Libre Parole », n° du 26 fév. 1917.

locales classeraient les établissements et hôtels dits « de luxe », qui eux aussi seraient astreints à l'impôt. La Chambre ne fit pas un mauvais accueil à ces vues (1). Néanmoins le parti socialiste, quoique très favorable aux taxes somptuaires, présente quelques critiques. Il ne veut pas laisser la détermination de la matière imposable, très délicate en l'espèce, à l'arbitraire d'une commission. Il craint que la mesure proposée n'augmente le prix de la vie, et doute de sa productivité, bien que le ministre prévoie un bénéfice de 900 millions à 1 milliard. Les interpellateurs parlent également en faveur du commerce de luxe, qui est une des principales richesses de la France, et reproduisent quelques-uns des arguments que Henri IV opposait, jadis aux préjugés de Sully. Ils défendent l'industrie hôtelière ; mais M. Klotz soutient que les clients seuls seront frappés et que les hôtels eux-mêmes ne seront pas fâchés d'avoir le droit, à l'exclusion des autres, de s'intituler de « premier ordre » pour flatter la vanité de leur clientèle. S'élevant enfin jusqu'à des arguments d'ordre moral, il affirme que sa « loi est, à ce point de vue, très démocratique et très saine ».

Le projet voté devint les art. 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1917, portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1918.

Sans reproduire ici ces textes un peu touffus, nous devons en indiquer l'économie dans ses grandes lignes. L'art. 27 établit, trois mois après la promulgation de la loi, c'est-à-dire à partir du 2 avril 1918, une taxe de 10 p. 100 sur tous les objets quelconques classés comme étant de luxe par une commission instituée par décret.

(1) Débats parl., 1917, p. 3.504 et sq. (Chambre).

L'impôt est à la charge de l'acquéreur et doit être versé lors du paiement du prix : c'est donc la consommation de luxe que le législateur veut atteindre et non pas le commerce de luxe. Cette conception donne à la taxe une base bien plus large que celle que lui assignait la proposition de M. Anglès. Mais, remarquons-le, c'est le vendeur et non l'acheteur qui est responsable vis-à-vis de l'administration, puisque aussi bien c'est lui qui est collecteur de l'impôt. Il doit en outre constater toute vente imposable sur un livre de commerce agréé par l'administration ; et, s'il n'est pas commerçant, il délivrera quittance. Quant aux timbres mobiles servant à l'acquittement de l'impôt, ils seront créés postérieurement, allant de 10 à 5.000 francs, et devront être apposés sur le registre spécial ou sur la quittance (1). Enfin, les marchandises importées sont soumises au droit, tandis qu'au contraire, et pour des raisons faciles à saisir, les objets fabriqués en France et vendus à l'étranger se trouvent exonérés.

D'après l'art. 28 un droit de 10 p. 100 serait également dû sur toutes les dépenses afférentes au logement et à la consommation, et effectuées dans un établissement assez important pour être considéré comme « de premier ordre » ou « de luxe ». Il s'agit dans ce style législatif obscur des grands hôtels qui ont un caractère somptueux, grâce à leur aménagement, leur importance commerciale, l'élévation de leurs prix, etc. C'est une commission départementale qui devra déterminer ce caractère et opérer ce classement délicat. Une fois dressé, les établissements qui y figureront auront le droit de s'intituler de premier ordre, mais eux seuls bénéficie-

(1) V. décret du 30 mars 1918 : J. O., p. 2.834.

ront de cette faculté. Toute infraction à cette disposition entraînerait le classement d'office.

Telle est l'économie de la loi du 31 décembre 1917. Il ne restait plus (mais c'était là le point le plus difficile) qu'à énumérer les objets dits « de luxe ». Ce fut l'œuvre d'une commission désignée par le décret du 5 janvier 1918, et composée de 30 membres pris dans les départements du commerce et des finances. Elle travailla avec beaucoup d'activité et même de hâte ; elle fit preuve aussi d'un esprit de fiscalité très marqué (1). D'après elle, dans l'impossibilité absolue où l'on se trouve de définir nettement le mot « luxe », il faut admettre que le caractère somptuaire résulte de 3 éléments : la *nature* de l'objet, son *prix*, sa *destination*. Par exemple, on classera dans la première catégorie les diamants et les gemmes ; dans la seconde des vêtements d'un grand prix ; dans la troisième enfin les automobiles qui peuvent être de pur agrément ou servir à l'exercice d'une profession. Malgré cette triple distinction, la commission n'a établi que 2 tableaux (2), laissant peut-être un peu trop de côté les dérogations justifiées par l'usage professionnel. Ainsi les objets affectés à un service public, ou à l'agriculture et au commerce, ne sont pas exonérés : c'est évidemment une infraction aux principes ci-dessus ; mais elle trouverait une excuse en ce fait qu'il était, dit-on, impossible de donner des précisions sur ce point.

En dépit de tous les efforts, la notion de luxe reste donc imprécise, et bien souvent des objets de large

(1) Cette commission a siégé du 12 au 29 janvier sous la présidence de M. Hébrard de Villeneuve : V. Annexes, n° 4.282.

(2) Voir ces tableaux A et B dans la loi du 22 mars 1918.

consommation seront frappés. Il y a plus : suivant le rapport de M. J. Denais (1) la commission n'a pas voulu que les objets du tableau B, taxés à partir d'un certain prix, payassent seulement l'impôt sur l'excédent du prix ; ils doivent donc être imposés sur le prix total. Cette décision n'est pas conforme aux principes déjà formulés, puisque pour de tels objets le caractère somptuaire n'apparaît qu'après une certaine somme. Les auteurs du classement ont dit, pour justifier cette solution, que l'intention de payer l'impôt était évidente chez la personne qui achète un objet de qualité supérieure : il y aurait là « une sorte d'impôt volontaire ». Pour nous, nous ne saurions admettre cette psychologie fiscale ; nous ne croyons pas que quelqu'un soit satisfait de payer une taxe quelconque sous prétexte qu'il peut l'acquitter sans gêne pécuniaire. L'histoire nous a appris en effet que les classes sociales les plus capables de contribuer aux charges de l'Etat ont toujours cherché à se débarrasser de ce fardeau qui aurait dû pourtant leur paraître léger. Le second argument est meilleur : la commission affirme avec raison que la perception sera plus aisée sur la « globalité » du prix, et que le consommateur serait peut-être favorisé par la stabilisation des prix aux environs et au-dessous des sommes taxées (?).

Il n'est donc pas exagéré de dire que les membres de la commission firent preuve d'un esprit très favorable à cet impôt, leurs décisions étant encore plus générales que celles du gouvernement. M. Denais lui-même, malgré les réserves de principe qu'il a formulées, déclare

(1) Rapport et Avis, février 1918, Annexe, nos 4.327 et 4.355 ; Rapport de M. Milliès-Lacroix, au Sénat. Annexe, n° 97.

qu'il faut « faire un essai loyal de cette taxe de guerre ». Enfin, le Parlement à son tour fit bon accueil au projet gouvernemental, qui presque sans discussions devint la loi du 22 mars 1918 (J. O. des 24 et 30 mars).

Le 29 juin de la même année l'art. 24 d'une loi de douzièmes provisoires élevait de 10 à 20 p. 100 la taxe sur les eaux-de-vie, apéritifs, vins de liqueurs qui avaient été classés comme objets de luxe par nature (tableau A). On appliquait ainsi, un peu tardivement, les idées que M. Lafont avait développées dans les séances de la Chambre des 21 et 22 déc. 1917 : ce député voulait voir classer parmi les établissements « de luxe » les débits de boissons. Le législateur s'est contenté d'aggraver une fois de plus les charges qui pèsent sur la vente de l'alcool.

Nous venons de jeter un coup d'œil sur la législation somptuaire la plus récente en examinant les lois d'ensemble que beaucoup d'esprits réclamaient depuis 1916. En 1917 la taxation du luxe a apparue, aussi bien au Parlement qu'au ministre des Finances, un besoin à la fois moral et fiscal. Est-ce à dire que l'on se trouve en présence d'une mesure contre le luxe, dont la portée très large cherche à atteindre le superflu dans toutes ses manifestations ? On serait presque tenté de le croire en écoutant les plaintes qui ont été formulées au cours de la guerre contre les manifestations du luxe. Des voix nombreuses se sont élevées pour le flétrir, et se sont inspirées soit d'une conscience très juste des malheurs nationaux, soit des sentiments de jalousie entre les classes et les personnes. Parmi ces voix écoutons celle de la Ligue des Economies, qui a le bon sens de se placer à un point de vue plus

économique que moral (1). Elle engage le public à faire « l'économie du luxe ». Sans prétendre blâmer l'usage de ce dernier en temps de paix, elle admet qu'en temps de guerre on n'a plus droit aux dépenses somptuaires. Pourquoi ? Celui qui fait ces dépenses, dit-elle, diminue la part contributive qu'il devrait apporter au Trésor, par exemple en souscrivant aux emprunts. Cet argument a été développé par M. Klotz dans une adresse au public à propos du troisième emprunt : il y invite les dames à économiser les frais de leur toilette pour donner cet argent à la France. C'est l'opinion de tous les adversaires du luxe qui croient, avec M. de Laveleye (2) que les sommes employées à des futilités pourraient recevoir une utilisation moins vaine si l'on supprimait les possibilités de luxe. On ajoute que toute dépense somptuaire est une usure de matériel et de main-d'œuvre, donc une faute contre le patriotisme. On n'a pas à craindre, en effet, à notre époque le chômage ou la misère pour les ouvriers des industries de luxe, puisqu'ils trouveront toujours du travail dans les usines de guerre (?)

Enfin et surtout la Ligue des Economies estime que « *les intérêts privés, si respectables qu'ils soient, ne doivent pas troubler l'intérêt général* ; il faut que tout le monde se sente en guerre et en souffre ; la nation gagnera à la restriction du luxe des *avantages matériels et moraux* ». Avec de pareilles idées nous retournons bien loin en arrière. D'une façon générale la notion de l'intérêt suprême de l'homme, l'individualisme est en baisse : le bien de l'Etat passe avant celui des particuliers ; comme en 1793 « on place l'Etat avant le

(1) V. Revue parl., n° d'avril 1918, p. 67.

(2) Voir dans l'Introduction le § 2.

citoyen et le citoyen avant l'homme ». En droit financier la tendance est aussi nettement anti-individualiste, puisqu'on entreprend l'évaluation précise des revenus et surtout la taxation du luxe. Dans ce domaine, comme partout ailleurs, le danger national et le sentiment de la solidarité puisé dans une grande communauté de souffrances, ont conduit les hommes à se grouper, à se serrer sous la haute domination de l'Etat qui est chargé de réaliser leurs aspirations collectives.

§ 2. Les répercussions et les résultats

Malgré les tendances les plus favorables et l'accord presque complet des Chambres et du Gouvernement, la taxe de 10 p. 100 a provoqué dès le début une véritable explosion de protestations et de plaintes ; aucun impôt depuis 1914 n'avait été l'objet de critiques plus passionnées. La presse s'est fait l'écho de l'opinion des intéressés en ouvrant des enquêtes sur la question. Le journal « Le Matin », en particulier, a recueilli et réuni un assez grand nombre de doléances (n^{os} des 27, 28, 29 avril et 3 et 4 mai 1918).

C'est d'abord M. Delcros, président de la Confédération générale des restaurateurs, hôteliers et débitants de France, qui déclare que « la taxe soulève des protestations unanimes dans tout le pays, qu'elle est une source de difficultés insurmontables, un véritable casse-tête chinois ». Ce n'est du reste pas contre la loi elle-même qu'il s'élève, mais naturellement contre son application à son commerce. Il prévoit que cette fâcheuse mesure

va faire évanouir la matière imposable, privant les budgets futurs des profits escomptés.

Dans l'industrie du vêtement, déjà éprouvée par la hausse des prix des tissus, patrons et ouvriers sont consternés. Ils s'élèvent vivement contre ce désir du législateur de frapper le luxe qui est pour la France la source d'énormes richesses (1) ; ils craignent « qu'on ne ruine l'industrie de la couture, ce qui n'est une solution ni pour les finances, ni pour cette reprise de la vie économique, dont on parle beaucoup, mais qu'on entrave plus encore ».

Les grands hôtels ne se montrent guère satisfaits du classement dont ils sont l'objet et qui entrave les habitudes de libre concurrence du commerce français. Ils se plaignent de perdre leurs clients, et d'être, au sein des commissions, les victimes « d'injustices criantes ». Si nous passons maintenant à la photographie, M. Plait, secrétaire de la Chambre syndicale des commerçants en appareils, estime à 50 % la diminution de son chiffre d'affaires : les clients se refusent obstinément à payer la taxe. Les grands bijoutiers parisiens manifestent la même crainte : ils ont peur d'être abandonnés par leur riche clientèle qui préférera acheter à Monaco ou à Londres le collier de 50.000 fr. qu'elle acquerrait à Paris en payant 5.000 fr. d'impôt. Il est à craindre en outre qu'elle ne réduise ses achats superflus. L'industrie joaillière était déjà surchargée : « nous avons la taxe de contrôle, la taxe de garantie..... la taxe de luxe, c'est le coup de grâce ! » Dans un autre journal, « Le Soir », un

(1) D'après P. Leroy-Beaulieu nos exportations d'objets de luxe ont dépassé 2 milliards en certaines années, sans compter les achats des étrangers en France.

grand joaillier affirme même « que cette taxe sera aussi défavorable que la révocation de l'Edit de Nantes, qui fut un enfantillage à côté de ces mesures arbitraires ». Les autres commerces d'objets purement de luxe font également pour l'avenir de sinistres prévisions ; les industries de la mode croient pouvoir affirmer que la taxe leur portera un coup fatal. Les marchandises exportées étant exonérées, l'étranger seul bénéficiera du goût français, « et nous deviendrons les échantillonneurs des Austro-Allemands ». A la place d'une telle calamité on réclame soit une aggravation progressive du taux de l'impôt sur le revenu, soit plutôt un impôt sur le chiffre total des affaires commerciales ; ou bien on demande, comme M. Sellier, conseiller général socialiste de la Seine, la suppression pure et simple de la taxe, dans laquelle il voit « une mesure d'un esprit fâcheusement conservateur et qui va à l'encontre de tout progrès ». Il reproduit à ce propos le dilemme de M. Leroy-Beaulieu : si l'impôt diminue les consommations somptuaires, son efficacité fiscale sera nulle ; si au contraire il apporte au budget des sommes importantes, ceux qui auront voulu s'en servir pour une politique d'économie nationale auront tenté un effort vain (1). Et M. Sellier ajoute : « L'histoire des organisations financières depuis la plus haute antiquité montre à quel échec lamentable ont abouti tous ceux qui ont voulu instaurer des taxes somptuaires ! »

Les adversaires de la taxe (et nous venons de voir qu'ils étaient nombreux) portèrent alors leurs revendi-

(1) M. Gaston Jèze a été un de ceux qui ont défendu, avec la Ligue des Economies, une politique de restriction des dépenses somptuaires ; il se dit partisan, pour le temps de guerre, « d'impôts très lourds sur le luxe » (Revue des Sciences financières, 1918).

cations à la connaissance du Parlement par l'intermédiaire de M. Leboucq, qui veut une taxe sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles; de M. Nibelle, qui en propose une autre de 2 % sur le chiffre d'affaires; de M. Honorat, qui voudrait voir les établissements de premier ordre classés d'après les dépenses faites chez eux et non suivant l'arbitraire d'une commission. Enfin les distillateurs et débitants de boissons ont, eux aussi, exprimé les justes craintes que leur faisait éprouver la majoration de 20 % sur les alcools qui payent déjà 600 fr. de droits depuis le 22 février 1918 : la taxe portant même sur les droits, il en résulte une surtaxe de 120 fr., et un total écrasant de 720 fr.!

Fondées ou excessives, justes ou absurdes, toutes ces revendications se heurtèrent, pendant près d'un an, à un Parlement inactif ou indifférent. Puis, dans la séance de la Chambre du 28 mars 1919, la taxe de 10 % fut brusquement supprimée par un vote à mains levées, un vote de surprise. Mais, afin de ne pas perdre les rentrées dont on se privait ainsi, on proposait de porter à 0 fr. 50 la taxe de 0 fr. 20 par 100 fr. sur les paiements et un tarif de 25 % sur les alcools. Mais le Sénat, sur l'invitation de M. Klotz, demanda un examen plus approfondi de la question; de sorte que la Chambre se vit obligée de disjoindre l'amendement de M. Leboucq et d'accepter les propositions de la Commission de législation fiscale qui promettait un meilleur aménagement de la taxe et un contrôle efficace.

Dans cette séance les adversaires de l'impôt répétèrent les arguments qu'ils présentaient déjà en 1918. Ils continuèrent à regarder la loi du 31 déc. 1917 comme une loi somptuaire d'une portée beaucoup trop générale : « Elle atteint aveuglément, dit M. Leboucq, les mutilés,

les démobilisés, et même la femme qui, ayant perdu son mari à la guerre, paie la taxe sur un voile de crêpe de 19 francs pour porter son deuil glorieux ! » Que répondent ses défenseurs ? Ils avouent que la loi n'est pas sans défauts. Mais il leur paraît téméraire de demander la suppression d'un impôt, alors que notre déficit reste énorme et qu'on ne peut malheureusement pas compter sur le paiement intégral par l'Allemagne de tous nos dommages de guerre. D'ailleurs une remarque s'impose : les critiques formulées en avril 1918 ne reposaient pas sur des fondements sérieux.

Il était, en effet, difficile de se rendre compte à cette date des effets d'un impôt qui avait à peine un mois d'existence. On lui a attribué le chômage, le ralentissement des affaires, la fuite de la clientèle à un moment où des causes beaucoup plus graves troublaient le marché français. Les Allemands dirigeaient contre Paris une nouvelle offensive, et la situation grave de nos troupes avaient créé une atmosphère d'angoisse ; la vie économique, déjà très ralentie, se trouva paralysée. Comment pouvait-on dans de telles circonstances porter un jugement sain sur un impôt qui atteint surtout les dépenses superflues, c'est-à-dire susceptibles de réductions immédiates ? Ses adversaires avouaient eux-mêmes que leurs critiques étaient prématurées. M. Bessand dit notamment que, si l'on constate un arrêt dans les affaires commerciales, « les circonstances générales de la guerre n'y sont pas étrangères. L'état d'anxiété produit par les événements récents y a contribué pour beaucoup. Tout cela ne peut être contrôlé que si les observations portent sur un laps de temps assez long ». Pour des raisons identiques les négociants en pianos admettent que la taxe n'a pu les gêner, car « leurs ventes sont nulles » ;

et les secrétaires des syndicats ouvriers affirment qu'il ne faudrait pas attribuer à la taxe de 10 % le chômage dont souffraient les travailleurs dans cette période critique (1).

Il faudrait donc que l'expérience fiscale portât sur une année plus normale, plus calme que l'année 1918. Quand le personnel administratif de contrôle ne fera pas défaut, quand le public se sera habitué à respecter cet impôt qu'il a regardé comme une mesure transitoire facile à éluder, lorsque enfin il aura surmonté l'horreur que lui inspirent toutes les nouveautés financières, alors seulement on pourrait se prononcer sur la valeur de la taxe de luxe. Elle a été et est encore *volontairement* mal appliquée. Les commerçants et le public se sont en quelque sorte ligués pour diminuer son rendement et permettre à ses adversaires de se prévaloir contre elle de son improductivité (2). La taxe devait en effet rapporter, suivant les optimistes, de 900 millions à 1 milliard. Si l'on en croit les déclarations de M. Raoul Péret, président de la Commission du budget, son produit a été pour l'année 1918 de 90 millions environ ; et la Commission ne paraît pas disposée à suivre le Gouvernement dans ses projets de répression énergique contre la fraude. On avait proposé à ce sujet des sanctions très fortes, des amendes et même de la prison en cas de récidive. Mais M. Varenne estime que ces sévérités sont inutiles, la taxe rapportant de plus en plus,

(1) Ajoutons avec M. Denais qu'on ne peut invoquer contre la loi de 1917 le danger de la concurrence étrangère, puisque toutes les nations alliées, spécialement l'Amérique, ont taxé les marchandises de luxe. Il est vrai que les Américains sont acheteurs pour ces objets, tandis que nous en sommes producteurs.

(2) V. Rapport Denais, 1918. Annexe (Ch.), n° 5.453.

et il soutient qu'à tout prendre « elle est encore la meilleure de nos taxes indirectes ». Malgré cet optimisme elle subira sans doute des remaniements qui lui ôteront peut-être son caractère somptuaire (1), et elle peut même, par suppression brusque, rentrer dès demain dans le domaine de l'histoire.

Nous ne nous repentirions pas néanmoins de l'avoir fait figurer dans notre étude, car elle est un essai intéressant de législation d'ensemble sur le luxe, d'extension du domaine de l'impôt somptuaire. Pour augmenter son rendement on a voulu élargir la notion de luxe. On a échoué doublement : 1° la taxation d'après le prix et la destination des objets a été mal appliquée, puisque les marchandises sont imposées sur la totalité des sommes en dépit des prix limites du tableau B ; d'autre part, on a reculé devant la discrimination des objets suivant leur emploi dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture ; 2° l'impôt a été trouvé lourd et vexatoire à cause de sa vaste base, et la fraude est venue diminuer son rendement.

Nous pouvons donc admettre, avec M. Denais, que, « s'il est moralement juste d'être plus sévère envers ceux qui se livrent en temps de guerre à des dépenses improductives », il faut aussi constater que « cette jus-

(1) Le 8 mai dernier, il a été distribué à la Chambre un nouveau rapport de M. J. Denais, au nom de la Commission de législation fiscale, sur le projet de modification de la taxe. On imposerait à 5 p. 100 des objets énumérés dans un seul tableau et dont le caractère somptuaire serait surtout déterminé d'après des prix très élevés. Les dépenses de consommation et de logement dans les grands hôtels resteraient taxées à 10 p. 100, et l'impôt ne serait plus à la charge de l'acheteur. On donnerait donc satisfaction à la plupart des intéressés, sauf au Trésor, car la productivité de la taxe ainsi modifiée semble devoir être restreinte. D'ailleurs M. Leboucq vient de déposer une récente proposition tendant à la suppression pure et simple.

tice fiscale toujours recherchée n'a presque jamais été atteinte ». On a voulu lui donner pour base le principe de la « personnalité » de l'impôt, et faire jouer à l'Etat le rôle du commerçant peu scrupuleux qui fait varier ses prix suivant la mise et la richesse apparente de son client. Mais il est faux de croire, à notre avis, que l'équité réside dans des impôts dont le poids est inégalement réparti entre les différentes classes : de telles mesures excitent des haines et des jalousies sans profit pour le budget. Il faut chercher ailleurs la réalisation de la justice fiscale et sa conciliation avec les nécessités financières. Ce double but n'a pas encore été atteint, et nos développements historiques ont montré comment les hommes cherchèrent en vain sa réalisation au nom des principes les plus différents. Nos descendants seront-ils plus heureux dans cette recherche ? A cette question on peut répondre par la pensée de Guizot : « L'histoire abat les prétentions impatientes, et soutient les longues espérances. »

CONCLUSION

Arrivé au terme de l'évolution historique que nous venons de tracer, il nous faut maintenant essayer de réunir et de grouper les faits que nous avons trouvés en chemin, afin de nous en faire une idée précise et de pouvoir conclure.

Dans les sociétés primitives et spécialement à Rome la loi somptuaire, ou sa forme atténuée l'impôt contre le luxe, ne sont pas des anomalies. Ils représentent, au contraire, une des modalités de l'intervention de l'Etat dans la vie privée des citoyens, ou, pour mieux dire, une preuve de la surveillance qu'exerce le groupe social sur chacun de ses membres. A cette époque l'Etat est l'image de la famille, de cette famille agrandie qu'on appelle la « gens » à Rome, et au sein de laquelle tous les membres vivent dans un état d'étroite dépendance. La prospérité de la cité antique dépend en grande partie de la conduite des citoyens ; il est donc naturel que ses chefs exercent sur ces derniers une autorité plus morale que politique. Mais, quand les richesses s'introduisirent, établissant une barrière irréductible entre l'opulence et la misère ; lorsqu'un siècle de guerres civiles eut excité

les haines de classes, les lois somptuaires se multiplièrent en pure perte. Il fallait que l'or volé aux nations dépouillées servît à étaler un faste inutile, à parvenir par la brigue à un pouvoir qui, sous les Empereurs, devint peu à peu purement nominal. Ces richesses trouvèrent une utilisation naturelle en assouvissant les désirs de jouissances qui sont au fond de l'âme humaine. Après l'usage vint l'abus. On gaspilla cet or dans les profusions du luxe public ou pour soutenir l'éclat du pouvoir impérial. On ne cessa pas de faire des lois et surtout des impôts somptuaires dans le but d'apporter au Trésor obéré un faible tribut.

En France, nous l'avons vu, les mesures somptuaires n'ont pas eu le même caractère, mais elles eurent le même sort. Au début la monarchie légifère pour des raisons politiques et économiques ; elle se flatte d'avoir assez de pouvoir pour maintenir les Français dans les cadres vieillis de la féodalité. Puis elle établit des impôts de guerre contre le luxe, recourant ainsi à des expédients financiers impopulaires et peu efficaces. Malgré sa puissance la Royauté échoua là où la cité romaine primitive réussissait. Il est vrai que le goût du luxe est un désir, une tendance innée dans l'homme, surtout lorsque celui-ci vit dans une société hiérarchisée où les distinctions sociales se révèlent extérieurement. Il n'y a pas de loi capable d'empêcher le riche bourgeois d'acheter du drap d'or et d'argent, quand tel seigneur voisin passe et repasse devant ses fenêtres, paré de ces riches étoffes. Quant à l'impôt, comment pourrait-il être supporté par une orgueilleuse aristocratie qui regarde les charges fiscales comme une sorte d'affront, et qui craindrait de déroger en diminuant son faste ? D'autre part, dans la société moderne on n'accepte qu'avec répugnance

l'ingérence de l'Etat dans la vie privée ; et en droit financier particulièrement les impôts, basés sur les distinctions de personnes, paraissent à tous intolérables. De même que les paysans se plaignaient des vexations et des souffrances sans nombre que leur causaient les droits féodaux, de même les hautes classes ne voulaient point voir l'Etat taxer leur luxe. Il s'éveillait, au XVIII^e siècle, dans l'esprit de tous un vif désir de libération de la personne humaine, et ce fut la misère des masses, aussi bien que les idées philosophiques, qui a été à l'origine du mouvement révolutionnaire.

A partir de 1789 deux théories circulent et se mêlent à travers toute la Révolution, celle des « droits naturels et imprescriptibles » de l'homme et celle de la toute-puissance de l'Etat. Cette dernière domine en 1793, indiquant un retour vers l'idéal de la cité antique et l'ascendant moral et même religieux du « Souverain ». On ne cherche pas un nivellement absolu des fortunes, mais on veut des lois qui maintiennent l'égalité de puissance économique. Les impôts contre le luxe prennent alors la forme de lois somptuaires. Il est vrai que cet étatisme fiscal, si l'on peut ainsi s'exprimer, fut amené par les difficultés politiques aussi bien que par les théories des philosophes. Avec des impôts contre les riches on croyait pouvoir soutenir la guerre étrangère, parer aux inconvénients des mauvaises récoltes, liquider la désastreuse affaire des assignats. Mais, quand on eut compris l'inefficacité de ces mesures et qu'un peu d'ordre revint dans nos finances, on abandonna le système de la « personnalité de l'impôt », c'est-à-dire de la taxation des individus suivant leur influence et leur rang dans la société. Ce fut le patrimoine qui dut l'impôt sans qu'on eût égard à la personne de son possesseur. Aussi pendant tout le

XIX^e siècle l'impôt sur le luxe, à faible tarif et à portée limitée, est seul accepté; encore n'intervient-il qu'en cas de besoins financiers pressants. A ce point de vue, on peut dire que *l'impôt somptuaire est un impôt de guerre*. Il n'a pas perdu ce caractère en 1917, mais il en a revêtu un autre. Il est un des cas particuliers d'une tendance plus générale de la législation moderne, d'un retour vers la prise en considération de la personne du redevable pour l'établissement des nouveaux impôts. Il rencontre du reste une vive opposition de la part de ceux qui croient trouver dans une mesure générale un souvenir des anciennes lois somptuaires.

Il ressort de cet historique un antagonisme constant entre les idées et les faits, les sentiments moraux et les réalités politiques. L'homme a des principes directeurs qu'il veut appliquer à la vie; mais celle-ci se dérobe et trompe ses espérances. Quelles que soient les théories, ascétisme religieux, toute-puissance de l'Etat, principes des droits naturels, etc., elles échouent inévitablement (au moins en ce qui touche la législation somptuaire), et les projets les plus solides ne résistent pas au choc destructeur des événements. Malgré les leçons de l'histoire l'homme continue à poursuivre cet idéal jamais atteint et certainement irréalisable, le bonheur de l'humanité. A cette confiance exagérée dans un avenir meilleur se joint le respect inévitable des citoyens vis-à-vis des agents gouvernementaux. A l'heure actuelle, en effet, deux théories restent encore en présence et prétendent toutes deux contenir la vérité : le préjugé politique de l'Etat Providence et l'idée de l'indépendance de la personne humaine. Le premier sentiment est très vivace : « De même qu'anciennement la fidélité envers

les gouvernants entretenait la foi en leurs pouvoirs et en leurs vertus, malgré les continuels démentis infligés par les faits ; de même, dans nos temps modernes, la fidélité envers les constitutions entretient la foi en leur valeur intrinsèque en dépit des faits qui prouvent constamment que leur valeur est toute conditionnelle. » Mais on s'obstine à croire que l'Etat peut faire le bien que les particuliers se sentent incapables de réaliser ; et qu'une législation véritablement bonne peut aller de pair avec une humanité qui ne l'est pas.

De son côté le principe individualiste pur paraît bien devoir être écarté pour longtemps, surtout en droit fiscal. Sans en revenir à l'idéal absurde de l'égalité de sacrifices, il faut que chacun coopère dans la mesure de ses moyens au relèvement économique du pays et laisse à l'Etat la faculté de prélever, sous forme d'impôts, une partie des fruits de son travail. Mais, à aucun moment, celui-ci ne devra abuser des droits que la nécessité lui donne. L'importance de ses besoins financiers devra être la justification et la limite de son intervention dans la vie privée. Dans notre société telle qu'elle existe actuellement (et nous n'en considérons pas d'autres), la prospérité économique, la sécurité et la force de la nation paraissent dépendre encore du respect de l'Etat vis-à-vis de la propriété et de la liberté individuelles.

Montpellier, le 24 avril 1919.
VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
M. MOYE.

Vu et approuvé :
Montpellier, le 24 avril 1919.
Le Doyen,
BREMOND.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 24 avril 1919.
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

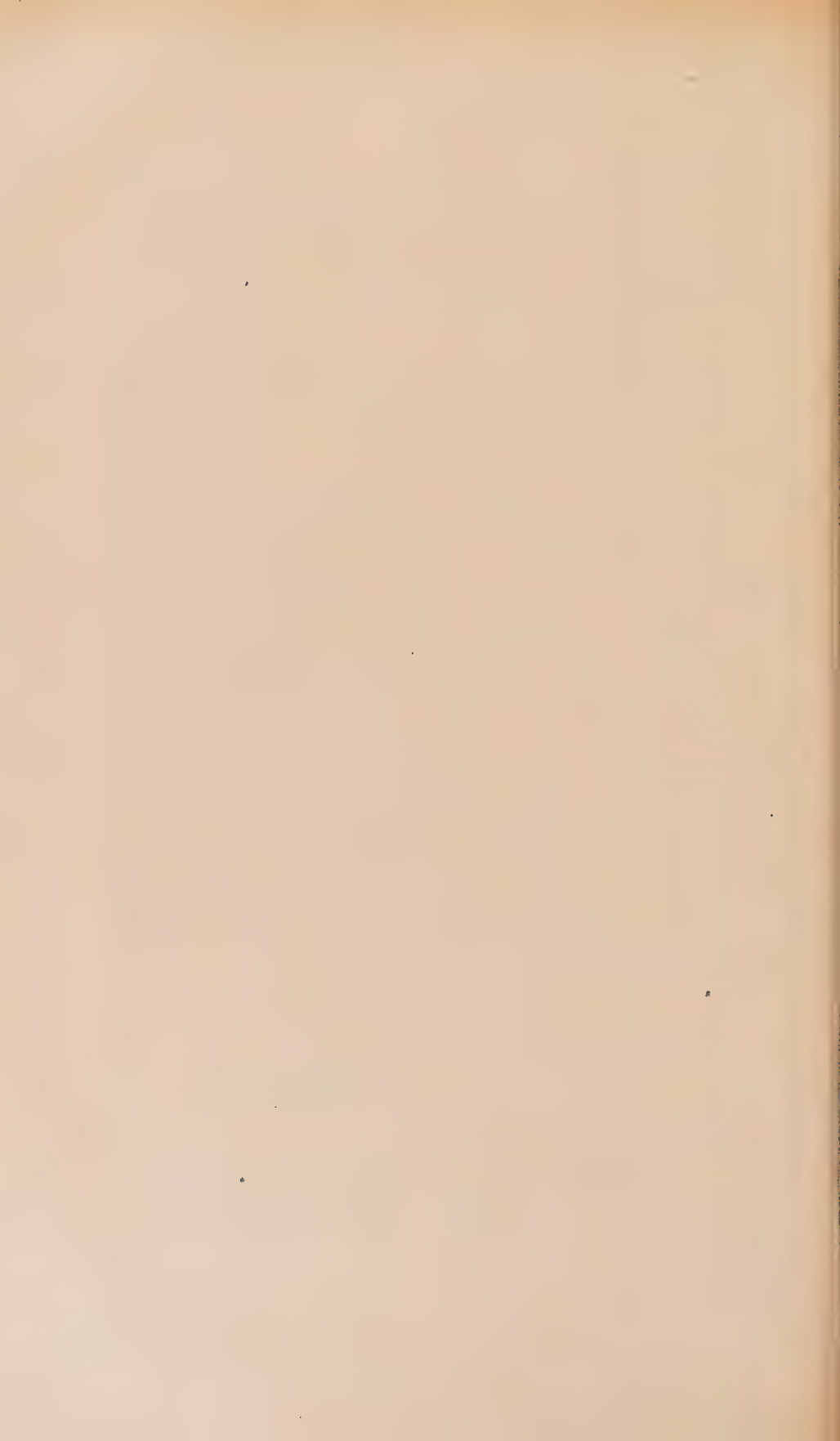


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le luxe

Pages

§ 1. Définition du luxe. Ses adversaires et ses partisans.	11
§ 2. Le rôle économique du luxe	25
§ 3. Essais de solution du problème du luxe	33

PREMIÈRE PARTIE

Droit romain

CHAPITRE I. — <i>Période républicaine</i>	43
§ 1. La loi des XII Tables	45
§ 2. Les premières lois somptuaires. La censure	46
§ 3. Fin de la République	53
CHAPITRE II. — <i>L'Empire</i>	57
CHAPITRE III. — <i>Les impôts somptuaires à Rome</i>	63

DEUXIÈME PARTIE

Ancien Droit

CHAPITRE I. — <i>Période franque et médiévale</i>	69
§ 1. Premières mesures contre le luxe	69
§ 2. Les ordonnances somptuaires royales	71
CHAPITRE II. — <i>Période monarchique</i>	83
§ 1. Le luxe après les guerres d'Italie. Edits somptuaires de Louis XIII et Louis XIV	83
§ 2. Le XVIII ^e siècle : les impôts somptuaires	98

TROISIÈME PARTIE

Période révolutionnaire et contemporaine

CHAPITRE I. — <i>La taxation du luxe par les Assemblées révolutionnaires</i>	105
§ 1. La Constituante	105
§ 2. La Convention et le Directoire	111
CHAPITRE II. — <i>Les impôts modernes sur le luxe</i>	119
§ 1. Nécessité et difficulté d'imposer le luxe	120
§ 2. Les taxes somptuaires en France	128
CHAPITRE III. — <i>Un essai de législation d'ensemble sur le luxe.</i>	135
§ 1. Les lois du 31 décembre 1917 (art. 27 et 28) et du 22 mars 1918	137
§ 2. Les répercussions et les résultats	147
CONCLUSION	155



Montpellier. — *L'Abeille*, Imprimerie Coopérative ouvrière
14, avenue de Toulouse. — Téléph. 8-78.

